

REFLEX *AS*
TRIMESTRIEL • 20 FRANCS • JANVIER 1994 n°41

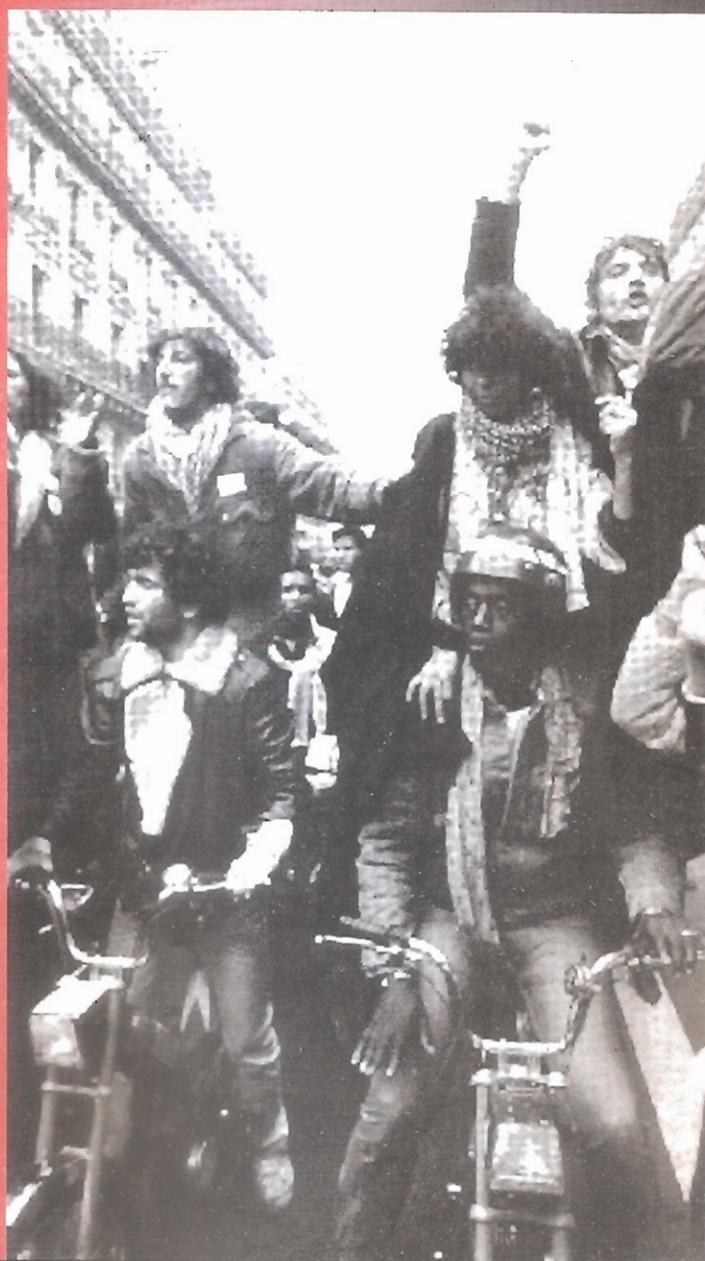
L'extrême droite
en culture (suite)

IMMIGRATION
ET VOGUE
LA GALERE...

PNFE :
CHATEAUX CACHÉS
ET BOTTES DE CUIR

SÉCURITÉ
ticket flic,
ticket choc

NSDAP-AO
OBJECTIF
IV^E REICH



europe

Blood & Honour • Brême • Italie

Ballade sur l'Oder-Neisse

qu'est-ce que REFLEX :

REFLEX est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français : prison, discrimination vis-à-vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (basque, corse, kanak, etc.). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous accordons une grande place à l'Europe.

Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société : Tiers-monde, environnement social, économique... Mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. À certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions communes.

Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

Depuis sept ans, nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que, de par ses modes de fonctionnement, ses idées et ses pra-

tiques, nous étions très proches. Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention et nous n'en demandons pas. Appartenir à REFLEX, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc.

C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

REFLEX n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non-concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe REFLEX, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil REFLEX qui existe maintenant depuis sept ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarité). C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître. C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition. ■

A noter, pour suivre de plus près l'actualité de la vie des groupes appartenant au Réseau national antifasciste, la parution d'un nouveau mensuel, *No Pasaran !*, qui, laissant à REFLEXes le soin d'analyses plus précises, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir.

Pour tout courrier, écrire à **REFLEX**

OURS

REFLEXes est édité par le

réseau REFLEX

directeur de publication

B. Delmolte

dépot légal à parution

ISSN 0764 - 9339

commission paritaire

68 888

REFLEX

14, rue de Nanteuil

75015 Paris

☎ 42 50 99 43

COUPON D'ABONNEMENT

AU JOURNAL PAGE 35

6 NUMÉROS : 100 FRANCS

ajouter 20 francs pour

l'international et les

eurochèques

NO PASARAN !

edito

EXTREME DROITE

L'INVASION DES FACS PARISIENNES

PAGE 4

LA VIE DE CHATEAU DE L'EXTREME DROITE

PAGE 8

LA NOUVELLE DROITE EN SANDALES

PAGE 10

LE NSDAP-AO À L'ASSAUT DE L'EUROPE

PAGE 12

LIVRET EUROPE

BLOOD & HONOUR

LES ORPHELINS

DU SANG ET DE L'HONNEUR

PAGE 18

BREME, LABORATOIRE DE

L'EXTREME DROITE

PAGE 21

LES ÉLECTIONS

EN ITALIE

PAGE 23

La porte de la forteresse Europe vient de se refermer, le droit d'asile n'existe plus. Après l'Allemagne et d'autres, la France a modifié sa législation pour intégrer l'espace Schengen. Le droit d'asile n'est pas seulement un problème humanitaire. S'il n'était que ça, rien ne serait fondamentalement changé...

Après Bokassa (le cousin africain de Hôleindre, l'ex-Le Pen de Centrafrique), Duvallier (fameux bourreau haïtien), le général Haou (assassin 4 étoiles), la France n'a-t-elle pas accueilli cet automne Haziz, boucher de Bagdad et Satan d'hier ?

L'humanisme, c'est comme les promesses, cela n'engage que ceux qui y croient... Non, le droit d'asile, c'est bien plus que ça. C'est la dernière fenêtre ouverte sur un Sud qui n'en finit pas de crever en silence. Le voilà bien, le grand projet capitaliste de destruction des individus ! D'un trait de plume, les gouvernements européens essaient de supprimer les migrations transnationales, pratiques aussi vieilles que l'humanité, tradition bien vivante qui n'est accentuée que par le système économique pourri dont tous ces beaux messieurs sont les chantres.

La réaction à cette disparition aura été à l'image de la mobilisation depuis 10 ans, c'est-à-dire faible ou hypocrite. Faible comme l'anniversaire de la marche pour l'égalité de 1983 qui vient nous rappeler comment un mouvement indépendant peut être brisé par les intérêts politiques. Hypocrite comme certaines associations antiracistes opposées à la réforme du droit d'asile, mais qui font semblant d'oublier que c'est un gouvernement socialiste qui a lancé le projet d'espace Schengen. Que faire ? Tout d'abord, d'accord en cela avec Ahmed Bou-beker (revue *Quo vadis* de l'agence Im'media), arrêtons de hurler au racisme de C. Pasqua, cela ne sert à rien. Ce triste individu n'est vraisemblablement pas raciste : prenez un bourgeois d'origine immigrée, c'est à coup sûr un pote à Pasqua, comme Hassan II. Par contre, il est clair que toutes ces lois (du code de la nationalité aux contrôles d'identité) correspondent à une mise en coupe réglée à l'échelle européenne de toute une société, l'établissement d'un régime autoritaire chargé d'assurer la paix sociale et le fonctionnement du système capitaliste.

À nous de bousculer le système entier en luttant d'arrache pied contre ces lois et la xénophobie sur laquelle surfe le FN...

L'EUROPE FORTERESSE

SE CONSTRUIT À L'EST

PAGE 25

IMMIGRATION

DÉFENDRE

LA MULTICULTURALITÉ

ET LA CITOYENNETÉ

PAGE 36

LE FASCISME EST-IL BIEN LÀ

OU NOUS LE PENSONS ?

PAGE 41

SÉCURITÉ

MÉTROPOLICE

PAGE 38

RUBRIQUES 3

NOUVELLE

BABYLONE-SUR-SEINE

RÉFLEXION

SOCIÉTÉ DUALE : ISSUE OU IMPASSE ?

MUSIQUE

INTERVIEW DE KOCHISE

NOTES DE LECTURE

BILAN DE L'EUROPE DES

POLICES

Quand l'extrême droite se met en culture (suite)

L'INVASION

des facs parisiennes

L'extrême droite est fortement présente sur les universités parisiennes depuis leur création par l'intermédiaire entre autres dès 1902 de l'Action française. Mais au lendemain de mai 1968, les universitaires de droite se regroupent au sein d'universités comme Assas ou Paris IV. Très influente par la suite sur les gouvernements de droite, elle est au fait du combat de « l'école libre » et du projet de loi Devaquet.

Mais aujourd'hui, presque 26 ans plus tard, qui sont ces professeurs qui luttent pour les valeurs de la droite extrême au sein des universités parisiennes ? Quelles sont ces facs et quels contacts entretiennent-elles ? Quelles sont les organisations auxquelles ils appartiennent ? Finalement, à l'aube d'un regain d'une « guerre scolaire », l'extrême droite est-elle toujours en passe de servir de base idéologique et d'influencer le pouvoir politique en place ? S'est-elle alors développée qualitativement et quantitativement ?

PARIS I (Panthéon Sorbonne)

Plusieurs personnalités de l'extrême droite arpentent les couloirs de cette université qui peut se vanter d'avoir dans ses murs des lepénistes, des royalistes, des catholiques intégristes et des membres de la droite dite classique, qui fricotent avec l'extrême. Le RPR trouve son principal représentant en la personne du professeur de géographie Gérard-François Dumont, chargé du secteur démographie. Passionné de démographie, il crée en 1980 la « Démographie politique » ; il travaille avec Pierre Chaunu pour le projet de loi sur la famille (1986-1988), il est membre de l'Institut National des Hautes Études Démographiques (INHED) et directeur-adjoint de l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement de la Sorbonne, qui organise des séminaires pour les DEA, des réunions ouvertes au public... Yves-Marie Adeline, docteur à l'université de Paris I, auteur de nombreux ouvrages dont *L'aube royale* ou encore *Notre combat culturel*, milite dans son quotidien pour ses aspirations légitimistes. Ainsi, il intervenait à la dernière université d'été des légitimistes. Plutôt minoritaires au sein des royalistes, les légitimistes se réunissent dans l'Association des légitimistes de France, créée en 1957. Pour premier président, elle avait choisi le comte Édouard de Roquefeuil-Anduze, ancien attaché au cabinet du maréchal Pétain. Quant au Front national, il peut également se vanter d'avoir un représentant de marque en la personne de Pierre-Guillaume D'Herbais, professeur à Paris I, consultant de la Société d'Études et de Gestion des Régimes Sociaux (SEGRS). Mais ce dernier n'est pas officiellement au FN alors qu'il est marié à Katherine D'Herbais, conseiller régional FN dans

l'Oise (60) et qu'il est repeneur du journal Minute avec Jean-Claude Martinez, Serge de Beketch et Alain Renault !

PARIS II (Assas)

L'université de Paris II n'est plus à présenter aujourd'hui. Elle fait l'objet, chaque année, de tout un tas d'articles relatant les faits et méfaits de l'extrême droite. Mais plus rares sont les articles consacrés aux professeurs qui y enseignent. Et pourtant, de Jean-Pierre Brancourt⁴ à Jean Lamarque en passant par Guy Augé pour les légitimistes, de Roland Drago, à Jean Foyer en passant par François Terre, Jean-Claude Soyer et André Decocq pour la famille de la droite et Jean-Claude Martinez pour le FN, le corps professoral de cette université mériterait aussi toutes les attentions. Si Jean-Claude Martinez n'est, semble-t-il, plus à présenter (voir ci-dessous), son acolyte du FN et membre du conseil scientifique, Jean Lamarque, professeur de droit public et légitimiste, reste souvent dans l'ombre. Quant à Brancourt et Augé, ils sont largement connus de par leur implication au sein du journal *La Légitimité*. Si André Decocq⁵ n'est plus à présenter non plus, ses amis du RPR ou de la Nouvelle Droite libérale du Club de l'Horloge sont, pour la plupart, d'illustres

inconnus. Et pourtant, Jean Foyer, professeur de droit, est l'ancien garde des sceaux du général De Gaulle. Il est également membre du comité directeur de l'association pour le Développement de la Démocratie Directe (A3D), parrainée par le Club de l'Horloge et qui a comme président Yvan Blot, transfuge du RPR⁶, membre du bureau politique du FN depuis mai 1989. Jean-Claude Soyer est professeur de droit pénal, membre de la commission européenne des droits de l'Homme, éditorialiste au *Figaro*, auteur de *Justice en perdition*. Il participe également aux activités du Club comme ce fut le cas lors de l'un de ses séminaires politiques⁷. François Terre, professeur de droit est lui aussi éditorialiste au *Figaro*⁸ et très proche du Club. Tout comme Michel Drago, professeur de droit et administrateur de l'association « Enseignement et Liberté »⁹.

PARIS IV (Sorbonne)

L'université Paris IV est depuis 1973 le bastion de la droite réactionnaire et de l'extrême droite. On y dénombre encore aujourd'hui plus d'une vingtaine de professeurs engagés dans le combat anticomunisme, pour la défense de la culture française, le retour de l'ordre moral... Tous les courants de la droite et de l'extrême droite

PORTRAIT Jean-Claude MARTINEZ

Né le 30 juillet 1945, marié et deux enfants. Professeur agrégé de droit public et de sciences politiques à Paris II-Assas.

Agrégé de droit-histoire. Académie de droit internationale (La Haye).

Cet ancien conseiller économique du roi du Maroc, rapporteur de l'association fiscale internationale (Art. 31 n°17, mai 1986) est élu député FN en 1986, mais qu'il n'est pas encore adhérent. Il devient tout de suite après les élections. Il est député de 1986 à 1988, rapporteur spécial de la commission des finances. Président de l'Association pour la suppression de l'impôt sur le revenu et la réforme fiscale (ASIREF), association qui marche sur les plates-bandes de la Ligue des contribuables, née le 1er janvier 1984, liée à la droite classique, soutenue par le *Figaro Magazine*, et dont

comme par hasard, Jean Claude Martinez était un animateur à Montpellier en 1984. Président de l'Association pour le respect des lois de la république, président du Cercle national des agriculteurs de France, structure nationale créée durant les années 1990-1991 et chargée d'implanter des structures FN chez les agriculteurs. Auteur de nombreux livres sur le droit et la fiscalité. Était présent avec Le Pen lors de la rencontre de soutien au président Tudjman le 21 mai 1991 à Zagreb. On peut encore noter qu'il appartient aujourd'hui au bureau politique, au conseil scientifique, qu'il participe aux formations des cadres du FN et appartient au comité de patronage de *l'Identité*, revue théorique, mais qu'il est également député européen, conseiller régional du Languedoc-Roussillon, conseiller municipal de Montpellier.

v sont représentés. Ainsi, tout comme Lyon III, outre le fait que la force dominante n'est pas ici le GRECE mais plutôt la partie la plus dure de la droite classique, cette université est un laboratoire de pensée, un lieu de collusion de toutes ces tendances. Depuis sa création, elle ne cesse de produire des cadres qui, formés au milieu d'une élite droitiste, de toutes tendances, peuvent prendre place dans l'organigramme de l'UDF, du RPR ou du FN.

Ainsi, le remplaçant de Jules Monnerot à la présidence du conseil scientifique du FN est un membre éminent de l'UNI et ancien professeur de littérature française de Paris IV. Jacques Robichez, agrégé de lettres, né le 11 décembre 1914, docteur ès lettres, chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'ordre national du mérite, n'a pas perdu son temps sur les bancs de l'université. Dès son entrée à la Sorbonne en 1984, il se charge de reconstruire et de développer les activités de l'UNI, dont il est membre actif depuis 1974. Très proche de l'ancienne ministre des universités, Alice Saunié-Seïté¹⁹, il participa à cette époque à l'élaboration d'une «charte de l'enseignement» en compagnie de Jacques Goudet. Très au fait auprès de la droite classique, il sait en 1987 donner des gages à l'extrême droite. Il fait tout d'abord partie des cinq universitaires qui lancent un «appel des universitaires pour une réforme du code de la nationalité»²¹. Puis en 1988, il est membre du Comité National de Soutien à la candidature de J.M. Le Pen (CNS)²².

Aujourd'hui, il anime fréquemment les pages littéraires de *Présent*. Il est d'autre part auteur de nombreux ouvrages sur le théâtre, la littérature française ou d'outils pédagogiques destinés aux bacheliers et aux universitaires. Dans son entreprise de «reconquête culturelle», il peut compter sur l'aide des vingt-cinq autres professeurs qui composent ce conseil, et plus particulièrement sur celle de deux royalistes légitimistes, Claude Rousseau et Claude Polin, avec lesquels il a eu l'habitude de travailler au sein de Paris IV. Le premier est agrégé de philosophie, maître de conférence et professeur à l'École des hautes études. Cet universitaire, qui vient de fêter ses 57 ans, est lui aussi auteur de tout un tas d'ouvrages tels que *L'anti-marxisme à visage nouveau*, *Du conservatisme à la révolution*, *L'exemple de Pascal*²³... Le second lui est très proche puisqu'il est également professeur de philosophie politique à Paris IV. Ils font tous deux partie des cinq universitaires qui lancent l'appel pour une réforme du code de la nationalité, ils sont, bien entendu, membres du CNS, participent à une table ronde des Assises de la désinformation en décembre 1989, écrivent dans *La Légitimité* et dans *Réaction*... Ils sont infatigables ! Notons, auprès d'eux, la présence d'un membre du Conseil scientifique du FN et professeur à Paris IV, Jacqueline Ysquierdo. Docteur ès lettres, intégrée au groupe de recherches et d'études comparatistes ibéro-françaises de la Sorbonne, elle est également signataire au CNS. Mais au-delà des membres du conseil scientifique, le FN peut aussi compter sur l'aide de professeurs membres

PORTRAIT

Professeur d'histoire à Paris IV, il est président, fondateur de l'Union interuniversitaire (UNI) et fait à ce titre partie du Conseil national du RPR en tant que président d'un mouvement associé (*Lettre Nation magazine*, 2 mars 1990). Auteur de nombreux ouvrages, on retiendra *Socialisme à responsabilités limitée*, ou encore *L'université, enjeu politique* écrit en collaboration avec F. Deloffre aux éditions de l'UNI. Pour lui, «l'originalité de l'UNI a été de faire de l'université son terrain d'action principal mais des méthodes de mises au point dans ce laboratoire privilégié peuvent trouver une application plus ample et encore plus efficace en dehors de leur domaine d'origine». Au SAC, au RPR, ou au FN ? Récemment encore, il s'illustrait dans le magazine universitaire de l'UNI Sorbonne, *Studia* par un article intitulé «L'université jurassique» à la fin duquel il en profitait pour

Jacques ROUGEOT

souhaiter la bienvenue au nouveau président de l'université Paris IV, Jean-Pierre Poussou. Rappelons également qu'il fut impliqué dans l'affaire de la thèse révisionniste de Rocques en 1985, il participe fréquemment à des activités du Club de l'Horloge et bloque régulièrement la nomination de professeurs considérés comme «louches». Ainsi louches devaient- être Sarah Kaufman, Jacques Rancière ou encore Colette Becker, qui se virent tous trois refuser récemment une nomination sur Paris I, Paris VIII et Paris IV par le Conseil national des Universités où l'UNI est dominante !



du FN comme Roger Asselineau²⁴, Henry Bouiller²⁵ ou Jacqueline Hellegouarch, ou de professeurs proches du FN comme Philippe Menard, Michel Crouzet ou encore Maurice Boudot²⁶. Tous sont signataires du CNS. Ainsi, ils se servent de leur influence dans l'université pour faire avancer leurs idées et savent se souder autour d'un texte ou d'un comité afin de contrer toute idée «progressiste» ou bloquer la nomination de profs «politiquement incorrects» ! L'UNI, dont Jacques Rougeot (voir ci-dessus) est président-fondateur, est réputée pour bloquer la nomination de professeurs dits de gauche sur l'université, de par les liens étroits qu'elle entretient avec le Conseil National Universitaire (CNU) et qu'elle sait établir avec les présidents d'université. Rappelons que Jacques Bompaire, ancien recteur de Paris IV, était membre fondateur de l'UNI²⁷, tout comme le doyen Malaurie de la faculté de droit de Nanterre (Paris X) et Pierre Magnin, recteur de Versailles après 1987. Avec ces deux derniers, Nanterre (Paris X) et Orsay (Paris XI) sont à portée de tir... Rougeot, Malaurie et Magnin peuvent dans cette entreprise compter sur l'aide d'Yves Durand et de Pierre Chaumu. Le premier est aujourd'hui professeur d'histoire moderne à Paris IV, alors qu'il était hier professeur à l'université de Nantes²⁸, puis recteur d'Aix-Marseille, puis dès le 16 mars 1986, conseiller de Jacques Chirac pour l'Éducation. Fondateur de l'UNI, proche du Club, du GRECE et plus encore de J.C Rivière, cofondateur du GRECE, personnage essentiel dans l'architecture de l'extrême droite universitaire, il a su s'appuyer sur l'ensemble du travail effectué depuis 1974 par la droite universitaire et regroupé au sein du Centre d'études et de diffusion²⁹, pour concocter le projet Devaquet. Mais comment ne pas s'étonner de voir celui qui fut l'un des rédacteurs de ce projet, nostalgique vendéen, monarchiste convaincu qui ne connaît qu'épuration et noyautage des institutions comme pratique politique, persuadé qu'il faut supprimer l'Éducation nationale, directeur de l'UFR d'histoire qui

couvrit les activités de Rocques et permit la nomination d'André Delaporte, pourfendeur de la philosophie des lumières fasciné par les questions de caste, de lignage, de parenté, trouver encore sa place dans une université parisienne ! Le deuxième est également très connu de par son activité au sein du gouvernement Chirac, son activité au sein de l'INHED, au sein du Club de l'Horloge ou encore de par «l'appel des universitaires» dont il est l'un des instigateurs. Ce professeur d'histoire moderne depuis 1970 est tout de même membre du conseil scientifique du CNRS, secteur histoire, depuis 1980 et membre de l'Académie des sciences morales et politiques depuis 1982... Tous ces professeurs se sentiraient bien seuls s'il n'y avait pas des membres du GRECE ou des monarchistes-léfévristes comme Jacques Bompaire, professeur de littérature grecque, ancien recteur de Nantes³⁰ et Nancy, ancien vice-recteur de l'académie de Paris, ancien attaché de recherche au CNRS, membre de l'UNI, présent à de nombreux colloques du GRECE et membre du comité de patronage de la revue *Nouvelle École* ou comme Roland Mousnier, professeur d'histoire, signataire de «l'appel des universitaires».

PARIS V (René Descartes)

On note la présence de Jean-Pierre Gridel, professeur de droit membre du Club de l'Horloge et celle de Pierre Debray-Ritzen, professeur à la faculté de médecine, membre du Comité de patronage de *Nouvelle École*.

PARIS VI (Pierre et Marie Curie)

Germain Kreweras est professeur émérite à l'université Pierre et Marie Curie. Ce dernier défendait ardemment «l'alliance des partis libéraux et du FN»³¹. Mais l'ancien président de cette université, Pierre Routhier, nous rappelle que beaucoup ne prennent pas position mais n'en pensent pas moins pour autant. En effet, ce normalien,

L'extrême droite en milieu universitaire (Paris)

Noms	GRECE	Horloge	RPR/UNI	Royaliste	FN	Université
ADELINE Yves-Marie				○○○		PARIS I
AFTALION Florin		●●				ESSEC
ASSELINEAU Roger					●●	PARIS IV
AUGÉ Guy				○○○		PARIS II
BATISTE D'HUST (de la)		●●				INALCO
BOLUFEA Jean-Paul		●●				IEP
BOMPAIRE Jacques	●●					PARIS IV
BOUDOT Maurice	●●	●●			●	PARIS IV
BOULLIER Henry					●●	PARIS IV
BOURSIN Jean-Louis		●●				IEP
BRANCOURT Jean-Pierre				●●		PARIS II
CHAUNU Pierre		●●		●●	●	PARIS IV
CROUZET Michel		●●●			●	PARIS IV
DAUPHIN MEUNIER Achille	●●	●●			●	FACO
DEBRAY-RITZEN Pierre	●●	●●				PARIS V
DEGODÉ André		●●	●●●			PARIS II
D'HERBAIS Pierre Guillaume					●	PARIS I
DRAGO Roland		●●				PARIS IV
DREYFUS François Georges		●●●			●	PARIS IV
DUMONT Georges François			●●●			PARIS I
DURANT Yves		●●	●●●	●		PARIS IV
FOURCANS André		●●	●●●			ESSEC
FOYER Jean			●●●			PARIS II
GIVERDON Jean-Claude					●●	FACO
GRUDEL Jean-Pierre		●●				PARIS V
HELLEGOUARC'H Jacqueline					●●	PARIS IV
KREWERAS Germain			●●		●	PARIS VI
LAMARQUE Jean					●●	PARIS II
LANE Georges		●●				PARIS IX
LAULAN Yves-Marie		●●				IEP
MARTINEZ Jean-Claude					●●●	PARIS II
MENARD Philippe					●●	PARIS IV
MOUSNIER Roland				●●		PARIS IV
POLIN Claude				○○○	●	PARIS IV
RENOUX André					●●	PARIS VII
ROBICHEZ Jacques			●●●		●●●	PARIS IV
ROUGEOT Jacques		●●	●●●			PARIS IV
ROUSSEAU Claude		●●		○○○	●●	PARIS IV
ROUTHIER Pierre					●●●	PARIS VI
SALIN Pascal		●●				PARIS IX
SLAMA Alain Gérard		●●	●●			IEP
SOYER Jean-Claude		●●				PARIS II
TERRE François		●●	●●			PARIS II
TIXIER Pierre					●●	PARIS III
YSQUIEROU Jacqueline					●●	PARIS IV

LÉGENDE

- : sympathisant du groupe
- : membre du groupe
- : responsable du groupe
- : L'Écristimiste
- GRECE : Groupe de Recherches et d'Études sur la Civilisation Européenne
- Horloge : Club de l'Horloge

agrégé de sciences naturelles, docteur ès sciences, géologue, né le 15 juillet 1916, ancien président de l'Union française des Géologues, de la société géologique de France, de la société européenne de géologie appliquée et de l'université Pierre et Marie Curie, est aujourd'hui vice-président du Conseil scientifique du FN. Ancien directeur de recherche au CNRS, chevalier de la Légion d'Honneur, il est l'exemple même de l'universitaire de droite extrême qui sait infiltrer les hautes sphères de la société. Pendant toutes ces années, combien d'esprits, de projets, d'orientations politiques a-t-il façonnés ? Combien d'alliés a-t-il laissés derrière lui ?

PARIS VII (Jussieu)

André Renoux, docteur ès sciences et directeur du laboratoire de physique des aérosols et transferts des contaminations a réussi à «s'infiltrer» dans l'université des «Gauchistes de Jussieu» ! Ancien membre du Conseil scientifique du FN, il semble tout de même ne pas déranger beaucoup le corps professoral de l'université !

PARIS IX (Dauphine)

Georges Lane et Pascal Salin sont de vieux routiers de l'extrême droite universitaire puisque le premier est membre du Club de l'Horloge et proche du GRECE depuis sa création alors que le second n'en est que très proche mais s'est davantage illustré avec son livre *L'arbitraire fiscal* et son implication au sein de l'association de Jean-Claude Martinez.

Facultés libres et grandes écoles

Voilà pour ce qui est des universités parisiennes publiques, mais signalons tout de même la présence de professeurs de marque au sein des facultés libres ou des grandes écoles. André Fourcans est professeur d'économie à l'ESSEC, membre du bureau politique de l'UDF en 1982, auteur de *Pour un nouveau libéralisme* et présent lors du septième colloque des horlogers le 13 décembre 1982. Tout comme Florin Aftalion, professeur et administrateur de l'ALEPS, participant du Forum des idées de l'opposition organisé par le Club de l'horloge et *Magazine hebdo* le 18 décembre 1984.

Institut d'Études Politiques (IEP)

Cet institut est sous la coupe du Club de l'Horloge dans lequel on retrouve Jean-Paul Bolufea, Jean-Louis Boursin et Yves-Marie Laulan. On trouve également un professeur d'histoire qui leur est proche, Alain-Gérard Slama, ancien élève de l'École normale supérieure, qui intervient lors du huitième colloque du Club «Socia-

lisme et fascisme, une même famille ?».

INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales)

Henri de la Batiste d'Hust est professeur de civilisation du Maghreb, ce qui ne l'empêche pas d'être présent lors des activités des horlogers comme ce fut le cas lors du colloque sur «l'identité de la France».

Faculté Autonome d'Économie et de Droit (FACO)²²

Cette université privée est la première création de l'APPESL²¹, organisme qui chapeaute depuis sa création trois facultés «libres», l'IPC²³, la FLP²⁵ et la FACO. Cette dernière, créée en 1968 et installée rue Notre Dame des Champs, est aujourd'hui dirigée par Geoffroy de Gislain de Bontin (dont le nom se suffit à lui-même). Son vice-doyen, le Pr Malmezat, est membre du Cercle Renaissance et proche du FN. Cette faculté accueille avant tout des nationaux-catholiques «traditionalistes», réconciliés avec Rome. Qu'ils soient du FN ou proches de la nouvelle droite importe peu. Ainsi, Achille Dauphin Meunier, ancien doyen et professeur, membre du CNS lors des européennes de 1984, est avant tout membre du comité de patronage de Nouvelle École. Il a régulièrement proposé, lors de son règne, les locaux de la FACO pour des réunions du GRECE ou du Club.

Deux anciens candidats du FN en 1978, Bernard Vivier et Francis Bergeron, ainsi qu'un membre actif du FN, Jean-Claude Giverdon, enseignent également dans cette université. Vivier est journaliste à *La France catholique* et animateur de l'Institut Supérieur du Travail (IST²⁷), alors que Francis Bergeron, combattant auprès des phalangistes chrétiens libanais est spécialiste des rubriques sociales de *Présent*, militant syndical CGC et CGPME... Le dernier, Jean-Claude Giverdon, professeur d'histoire économique, est membre de la direction générale du FN, expert au sein du Centre d'Études et Argumentaires (CEA) et conseiller municipal FN à St Cloud (92).

Si l'hypothèse qui veut qu'une radioscopie, aussi précise et complète qu'elle soit, montre clairement la gravité du mal dont on souffre est vérifiée, alors celle-ci semble éloquent ! Plus de cinquante professeurs des universités parisiennes, marqués à l'extrême droite, travaillent et militent pour le retour de l'ordre moral en général ou le financement des écoles privées par l'État en particulier, au sein d'organisations aussi diverses que différentes. Combien encore, restent dans l'ombre ?

Plus d'une vingtaine d'organisations, proches de la droite ou de son extrême, appartenant parfois à des courants rivaux, entretiennent des liens étroits et luttent ensemble «contre les communistes qui se cachent potentiellement derrière chaque professeur» ! Combien sont encore inconnues ? Plus d'une vingtaine de professeurs ont eu des liens très privilégiés avec les instances suprêmes de l'Éducation nationale et ont su influencer le pouvoir en place de 1986 à 1988. Que penser de leur retour au pouvoir ? Comment s'étonner

alors de l'activité, de la force, du nombre ou encore des multiples descentes et agressions des groupuscules de jeunes étudiants fascisants que les universités parisiennes forment, accueillent ou tolèrent ? Comment s'étonner de voir réapparaître les vieux démons des guerres scolaires ? Ainsi, l'extrême droite universitaire parisienne se porte bien. Et même si les universitaires lyonnais semblent bénéficier d'une meilleure implantation, on ne saurait oublier que Paris II et Paris IV valent largement Lyon III. Elles sont, de plus, en perpétuel contact avec les autres universités par l'intermédiaire des conseils d'universités ou de toutes sortes de réseaux, commissions, comités et facultés parallèles. Finalement, l'extrême droite peut aujourd'hui compter sur un énorme réseau de relations pour influencer un pouvoir centralisé. Si, déjà aujourd'hui, l'université Lyon III n'est plus le principal laboratoire de l'extrême droite, alors que dirons-nous demain lorsque C. Pasqua aura fini de construire l'université privée «Léonard de Vinci» qu'il veut «à la pointe du département» ?

1 M. Le professeur Gérard-François Dumont, université de Paris-Sorbonne, 191, rue St Jacques 75005 Paris, Tél : 44 32 14 00.

2 Consulter l'excellent *Que sais-je ?* du professeur Stéphane Riols.

3 Elle s'est déroulée du 8 au 15 août 1993.

4 Collaborer aux activités des catholiques lefebvristes.

5 Cf. le rapport de la commission d'enquête sur le SAC.

6 Membre du comité central du RPR de 1978 à 1989, conseiller général de 1985 à 1992, député

RPR du Pas-de-Calais de 1986 à 1988, ancien chargé de mission auprès de Ch. Pasqua.

7 «Terrorisme, criminalité, délinquance : échecs, illusions, propositions».

8 Du moins jusqu'en 1985.

9 Cf. *La lettre d'Article* 31 septembre 1993.

10 Décidément, on retrouve toujours les mêmes ! Cf. *REFLEXes* n°40.

11 *Le Monde* 17/06/1987.

12 *Le Figaro* 07/04/1988.

13 *La pensée catholique* n°195, 1981.

14 Aujourd'hui professeur honoraire, il est délégué FN dans le 92.

15 Lui non plus n'exerce plus.

16 Professeur de philosophie à Paris IV, proche du Club de l'Horloge et à l'initiative de «l'appel des universitaires pour une réforme du code de la nationalité».

17 Cf. *Studia*, n°1.

18 Depuis le scandale de la thèse de Rocques en 1985 à Nantes, cette université semble aujourd'hui avoir retrouvé un peu de calme ! Merci au SCALP et à Virus Mutinerie.

19 Centre créé par l'UNI et dirigé jusqu'en 1986 par Durand.

20 Décidément !

21 *Le Figaro*, 03/03/1990.

22 Cf. l'excellente *Lettre d'Article* 31 n°8.

23 Association de Parents pour la Promotion de l'Enseignement Supérieur Libre. Pour plus d'infos, cf. *La Lettre d'Article* 31 n°8

24 Institut de philosophie comparée créé en 1969.

25 Faculté libre pluridisciplinaire de Paris et d'Ile-de-France créée également en 1969.

26 *National Hebdo* n°6, 14/06/1984.

27 L'IST appartenait auparavant à la «maison Albertini» mais vient d'être racheté par le Conseil Général des Hauts-de-Seine de Charles Pasqua !

Ces profs qui conseillent Le Pen

ROBICHEZ Jacques	→	Professeur honoraire de littérature à Paris IV
MILLOZ Pierre	→	Professeur honoraire de littérature à Paris IV
ROUTHIER Pierre	→	Normalien et Président honoraire à Paris
ALGRIN Michel	→	Docteur d'Etat en droit et sciences politiques
AUGER Alain	→	Docteur en Géographie
BRET Philippe	→	Professeur des universités
CHARLES Jean-Pierre	→	Maître de conférence à l'université du Languedoc
CLAIRE Yvon	→	Maître de conférence à l'université d'Aix-Marseille
FAVIER Georges	→	Professeur d'allemand à l'université de St Etienne
GOLLNISH Bruno	→	Professeur de Japonais juridique à Lyon III
GOURNARD Pierre	→	Maître de conférence à l'HEP d'Aix
HAUDRY Jean	→	Professeur de linguistique à Lyon III
LAMARQUE Jean	→	Professeur de Droit à Paris
MANIFACIER Jean-Claude	→	Professeur à l'université du Languedoc
PETIT Hugues	→	Maître de conférence
PICARD Jean	→	Docteur d'Etat es-sciences
PICHON Olivier	→	Professeur d'économie en classe préparatoire
POITRINEAU Abel	→	Professeur d'histoire à la fac de Clermont-Ferrand
POLIN Claude	→	Professeur de philosophie politique à Paris IV
ROBY Norbert	→	Ancien professeur de Mathématique à Montpellier
ROUSSEAU Claude	→	Maître de conférence de philosophie à Paris IV
TIXIER Pierre	→	Professeur honoraire d'université
VIAL Pierre	→	Professeur d'histoire à Lyon III
DE VIGUERIE Jean	→	Professeur d'histoire moderne à l'université de Lille
YSQUIERDO Jacqueline	→	Professeur à Paris IV

La Vie de Château de l'extrême droite

Alors que vient de s'ouvrir une librairie néo-nazie rue du faubourg Saint-Denis où l'on retrouve Dominique (ou Jean-Dominique) Larrieu, alias Bertrand Leforestier, nous avons voulu faire un retour sur les différentes sociétés de ce triste sire. Enquête qui nous a permis de déboucher sur une longue série d'acquisitions de locaux et de châteaux. C'est en effet pour le PNFE que Larrieu s'est fait propriétaire terrien. Dernièrement, les relations entre Larrieu et le PNFE se sont refroidies, mais cela n'a pas empêché le PNFE de tenir ses réunions dans un nouveau château (cf. photos).

Coiffant l'ensemble des activités de la librairie Ogmios, des maisons d'éditions Avenir international, on trouve la Communauté d'entreprise Norpît Suroît (CENS), et pour nom commercial Avalon, Ogmios, Ogmios-Diffusion, Avenir International, Polémiques, SFD, Sabre au clair, Vent du Nord, Mercure Diffusion, Livres de Chez nous, Feu, Feu et Glace, OD, ATE, PAS. Cette SARL au capital de 300 000 frs, créée le 22 août 1988, avait pour principaux actionnaires Catherine Joris, la compagne de Dominique Larrieu (avec 27% des parts de la société), Yvette Pochat, la mère de Trystan Mordrel, un des gérant d'Ogmios (avec elle aussi 27% des parts), puis on trouve le révisionniste Olivier Mathieu, Laure Bleuset, une ancienne collaboratrice du journal de la FANE Notre Europe, et Yann Brown de Costoulin, éditeur et responsable de la gestion de la revue de la nouvelle droite allemande *Elemente*¹, qui possèdent chacun 15% des parts de CENS. À noter que Mathieu et Yvette Pochat indiquent comme domicile le 10, rue des Pyramides à Paris dans le 1er arrondissement, qui est le siège de la librairie Ogmios. L'objet de la société est en apparence assez précis « l'activité d'entreprise de presse, de diffusion et d'édition ou la réédition de livres,

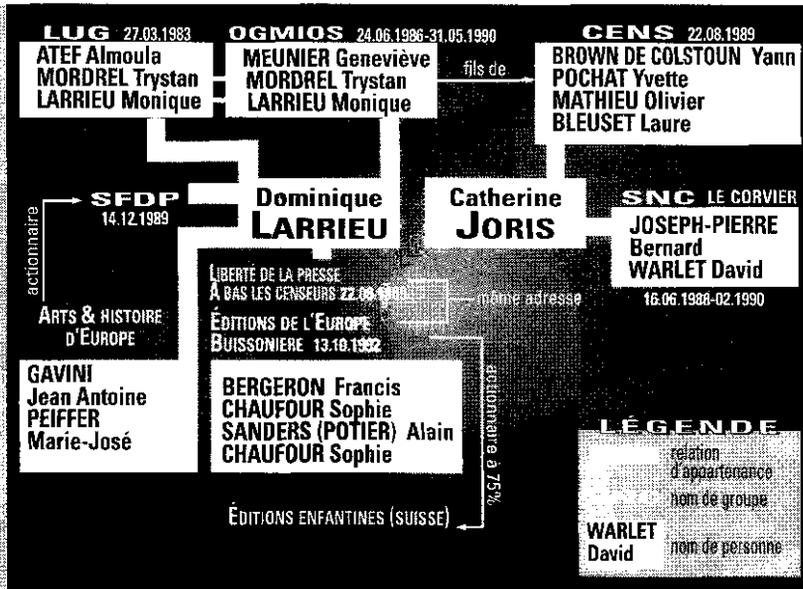
brochures, revues, périodiques ou non, ainsi que tous les supports audiovisuels ayant trait à l'actualité et à la documentation politique et historique, de plus la fourniture aux journaux et périodiques français et étrangers d'articles, reportages, photographies, pages et autres éléments et services de rédaction ». Cet objet s'élargit passablement ensuite à « toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué, ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement. » C'est cet objet très large, on en conviendra, qui a permis à la Sarl CENS d'acquérir le Château de Nalèche dans la Creuse à Moutiers Rozeille. Or, ce n'est pas la première fois que le tandem Larrieu-Joris investit dans la pierre.

En juin 1988 déjà, se constitue la Société en Nom Collectif (au capital de 10 000 frs), la SNC du Corvier, qui associe Catherine Joris et deux gérants de sociétés, David Warlet et Bernard Joseph-Pierre. Jean-Dominique Larrieu achète avec Trystan Mordrel le château de Vouzon, dit château du Corvier dans le Loir et Cher. C'est dans ce château que le Parti nationaliste fran-

çais et européen a tenu son congrès les 5 et 6 novembre 1988 où Nicolas Gouge du PNFE a fait un cours sur la manipulation des explosifs. Gouge a été impliqué dans les attentats contre *Globe* et contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-mer. Larrieu a été un temps inculpé pour détention illégale d'armes de première catégorie et de munitions et incarcéré en janvier 1990. À noter que Jean-Claude Beaussart, responsable nordiste du PNFE, officiait comme garde le week-end, emmenant sa femme et ses six enfants. À la mort de Beaussart, tué par sa fille, les enfants et sa femme ont été recueillis au château par Dominique Larrieu.

En février 1990, Larrieu revend le château pour 6 millions de francs, afin de régler près de 4 millions de dettes². Mais au même moment, Dominique Larrieu et Catherine Joris prospectent un autre château et tombent sur le château de Labat. En mars 1990, accompagné du négationniste Henri Rocques, Larrieu prend rendez-vous avec le propriétaire qui, après enquête, refuse de le lui vendre. Quelques jours plus tard apparaît un autre client, Pierre Ruskoné, qui signe le 27 mars une promesse d'achat et verse 140 000 frs (10% de la valeur du château). Or Pierre Ruskoné est en fait un néo-nazi proche du

- **YANN BROWN DE COLSTOUN** : responsable de la gestion de *Elemente*, journal de la nouvelle droite allemande (*Droits nationaux et radicaux* p. 453).
- **JEAN-DOMINIQUE LARRIEU** (alias Bertrand Leforestier) : gérant de multiples sociétés (LUG puis Ogmios, SFD, Liberté de la Presse...). Vend le château de Corvier pour 6 millions de francs afin de régler ses 4 millions de dettes. En janvier 1990, il est incarcéré à la suite de l'enquête sur les attentats contre *Globe* et contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-mer. Tente d'acheter le château de Labat, en Ariège, en février 1990.
- **Laure Bleuset** : ancienne collaboratrice de *Notre Europe*, secrétaire du Cercle Horizons dont le président est Eric Croenne, cercle culturel très éclectique à l'extrême droite puisque participant à ses activités des membres du FN ou des néo-nazis.
- **OLIVIER MATHIEU** : révisionniste, collabora au mensuel *Révision* d'Alain Gutanne.
- **JEAN-ANTOINE GAVINI** : premier gérant de la société d'éditions Art et Histoire d'Europe, puis responsable des éditions du Porte Glaise, était actionnaire de la SFD (*Droits nationaux et radicaux* p. 436).
- **MARIE-JOSÉ PEIFFER** : actionnaire d'Art et Histoire d'Europe, gère la société Surveillance Diagnostic Entreprise. Avec d'anciens militaires d'Ordre nouveau et un ancien de SAC rallié au FN, Daniel Volan, dirige la société Ordre - Jugement de Dieu citée lors de l'affaire du magouguériseur en 1991 (*Droits nationaux et radicaux* p. 436).



PNFE qui a écrit sous le pseudonyme de Rusko un livre *Stoi*, des mémoires sur les Waffen SS, diffusé par Ogmios. Or Ruskoné achète le château pour le compte d'une société anonyme suisse, la SA Lehéren domiciliée au 197, rue du Mandement à Satigny dans le canton de Genève et qui a comme administrateur Pierre Lucchini. Selon *La Dépêche du midi* du 21 juin 1990, Dominique Larrieu et Yvette Pochat, mère de Trystan Mordrel, seraient actionnaires de cette société. La publication de toute cette affaire a fait capoter l'achat du château.

Courant 1992, on apprend que le PNFE utilise un château dans l'Est de la France. C'est dans ce château que se serait tenu le congrès de 1993 du PNFE. Congrès riche en événements car la nouvelle orientation du PNFE y a été définie ; s'armer légalement et former des communautés rurales¹, on voit aussi à cette occasion, réunis sous le même toit, le néo-nazi allemand Althans, des représentants du BNP anglais, Mark Fredriksen des FNE, et Michel Faci de retour de Croatie. Ce château, nous l'avons retrouvé (voir photo et carte), il se trouve dans un petit village de la Haute-Saône, Vellexon-Queutrey-et-Vaudey, charmant petit village de cinq cents habitants. Ce château aurait été vendu l'année dernière par un ordre religieux. Un Flamand du nom de Johannes Van Berkum l'habite aujourd'hui à demeure.

La passerelle vers l'extrême droite classique

On retrouve encore Dominique Larrieu dans une société unipersonnelle au capital de 2000 frs, nommée Liberté de la presse à bas les censeurs, qui s'appelle aussi Faits et Documents. Il a créé cette société le 23 juillet 1990 (siège social au 344, rue Saint Honoré 75001 Paris), dont l'activité est l'édition de revues et de périodiques.

Or, à la même adresse, il y a le siège social des Éditions de l'Europe buissonnière, SARL créée le 13 octobre 1992, où l'on retrouve les Éditions du Triomphe dont la gérante est Sophie Chalufour, les Éditions enfantines de Genève (qui a trois quarts des parts des Éditions de l'Europe buissonnière), Emmanuel Leroy (gérant), Francis Bergeron, Alain Potier (plus connu des lecteurs de *Présent* sous le pseudonyme d'Alain Sanders) et Françoise Pichard, elle aussi plus connue comme la dessinatrice de *Présent* sous le nom de Chard. Or, ces trois derniers personnages sont des personnalités de l'extrême droite française, animant le quotidien *Présent*, proche du FN, ou le mensuel satyrique d'extrême droite *Pas de Panique à bord*. ■

1 Jean-Yves Camus et René Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France* p. 453.

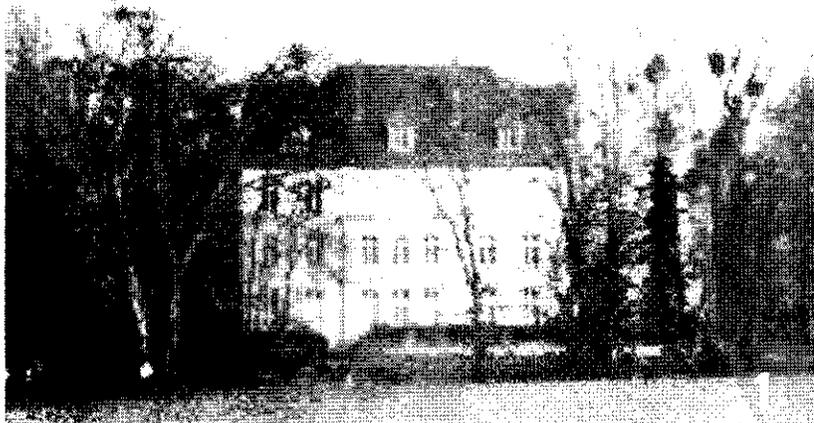
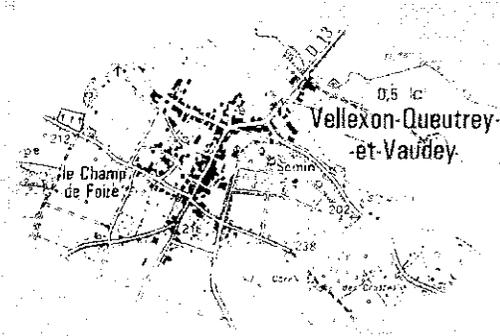
2 *La République du Centre* du 25 septembre 1993.

3 *Regards* 31 n°1, novembre 1990, p.5.

4 Voir dans ce même numéro de *REFLEXes* l'enquête sur le NSDAP-AO.

Photo 1
le château de Vellexon

Photo 2
l'entrée du château de Vellexon



La première société créée le 27 mars 1985, la société import-export LUG (SARL au capital de 20 000 frs, siège social au 95, rue de la Boétie 75008 Paris), a associé Atef Al Moula*, éditeur de nationalité libanaise (né en 1951 à Beyrouth), demeurant dans le douzième arrondissement de Paris, Trystan Mordrel, Monique Larrieu et Dominique Larrieu (annonçant comme adresse Juvisy-sur-Orge, qui agirait en qualité de gérant associé. On retrouve Monique Larrieu et Trystan Mordrel dans la SARL Ogmios. La société Ogmios, créée le 10 juin 1986 (SARL au capital de 60 000 frs) a eu pour siège social dans un premier temps le 10, rue des Pyramides à Paris dans le premier arrondissement, puis le 56b rue du Louvre. Ogmios a pour associés Mlle Geneviève Meunier (née le 8 juillet 1956 et demeurant à Paris dans le

quatorzième), Trystan Mordrel (né le 26 septembre 1958 et résidant à Treffragat) et Mlle Monique Larrieu (née le 24 octobre 1950 et demeurant rue de la Convention dans le quinzième arrondissement de Paris). Le gérant en est Dominique Larrieu (né le 29 octobre 1956 à St-Jean-de-Luz). Le 31 mai 1990, Ogmios est mis en liquidation judiciaire et en redressement judiciaire.

On retrouve encore Dominique Larrieu comme gérant de la Société Française de Documentation et de Prospective, qu'on trouve sous le nom Avenir international SFDP (42, rue Monge, 75005 Paris), dont la raison sociale est l'édition de revues et périodiques. SFDP a été créée le 14 décembre 1989, et est en 1993 en redressement judiciaire.

* Il serait un ancien membre du Parti populaire syrien.

La nouvelle droite EN SANDALES



Depuis le troisième reich, on associe au nazisme et à l'extrême droite en général le symbole de la croix gammée ou svastika. Or c'est un très ancien symbole indien. Pourquoi donc l'Inde intéresse-t-elle tant les occidentaux (hippies et autres mystiques mis à part) ? En quoi cela peut-il servir les extrêmes droites ?

À la suite de la découverte des Amériques et dans le contexte colonial, les Européens ont dû résoudre la question des critères de l'humanité. Ayant finalement tranché en faveur de l'humanité des Noirs et des Indiens, il leur fallait admettre, selon les croyances chrétiennes, que tous les humains descendent du même ancêtre, Adam. Cela était tout de même très gênant, étant donné l'idée qu'on se faisait à l'époque des peuples non-européens. La solution fut trouvée à la fin du XVIII^e siècle lorsqu'on découvrit la famille des langues indo-européennes. Du concept linguistique, les scientifiques et intellectuels européens ont immédiatement déduit l'existence d'une race. Cette découverte permettait de dégager la science de l'obscurantisme de l'Église et dans le même temps de se débarrasser de la parenté avec les Noirs et les Juifs. Les Européens devenaient alors les descendants d'un peuple de fiers guerriers qui avaient conquis et civilisé une immense part de l'Eurasie.

Par la suite, une grande partie du monde scientifique se mobilisa pour démontrer la véracité de la théorie d'une race indo-européenne. Les plus grands scientifiques et intellectuels apportèrent chacun leur contribution. Un certain nombre de théories farfelues virent le jour ; ainsi la « science craniologique », basée sur la notion d'indice céphalique (du savant suédois A. Retzius), selon laquelle d'après la forme du crâne on peut déduire les facultés d'âme de chaque « race ». Il y eut aussi la « télégonie », selon laquelle toute femelle souillée une seule fois par un mâle bâtard ou d'une autre race est condamnée définitivement à mettre bas une progéniture à l'image de celui-ci (cette théorie fut développée en 1914 dans un roman populaire d'Arthur Dinter, qui en 1933 était tiré à près d'un million d'exemplaires). Mais le plus grave est certainement la contribution de sciences encore considérées aujourd'hui, comme l'anthropologie ou la psychologie. Sous la plume de Jung par exemple, on trouve ces propos : « [...] l'inconscient aryen contient des tensions et des germes créateurs d'un avenir encore inexploré, qu'on ne peut pas dévaluer en qualité de romantisme infantile sans mettre l'âme en danger. Les peuples germaniques, qui sont encore jeunes, sont parfaitement capables de produire de nouvelles formes de culture, et cet avenir a son siège dans l'obscurité de l'inconscient

de chaque individu, en qualité de germe chargé d'énergie, capable d'un éclat puissant. Le Juif, en sa qualité de nomade relatif, n'a jamais produit et sans doute ne produira jamais sa propre culture, puisque tous ses instincts et dons exigent pour se développer un peuple-hôte plus ou moins civilisé. C'est pourquoi la race juive en son ensemble possède, suivant mon expérience, un inconscient qui ne peut être que conditionnellement comparé à l'inconscient aryen. Abstraction faite de certains individus créateurs, le Juif moyen est déjà bien trop conscient et différencié pour receler les tensions d'un avenir non encore conçu. L'inconscient aryen a un potentiel plus élevé que l'inconscient juif :



tel est l'avantage et le désavantage d'une jeunesse qui n'est pas encore complètement étrangère à la barbarie.» Ainsi, au début du XX^e siècle, les scientifiques étaient unanimes, à quelques rares exceptions près, pour appuyer la thèse d'une race indo-européenne dont une partie des Européens de l'ouest seraient les descendants.

Politiquement, cette thèse fut reprise tour à tour par les aigris de la révolution française, les antisémites, et les racistes de tout poil. Gobineau par exemple, qui ne fit que systématiser les idées de son époque en y ajoutant toutefois une conclusion pessimiste, une apocalypse de la civilisation, avouait que sa science était pour lui le « moyen de satisfaire sa haine de la démocratie et de la Révolution. » Ainsi, l'indo-européanisme fut la base sur laquelle se sont développées toutes les idées et pratiques racistes : l'eugénisme, la solution finale, l'ethno-différentialisme...

Trois mille ans plus tard... les mêmes

Aujourd'hui, les thèses sur les races humaines ne sont plus défendables, mais les indo-européens gardent un rôle primordial pour la nouvelle droite. Pour la GRECE, dédaignant le militantisme politique et s'appliquant à investir les sphères intellectuelles de la société pour manipuler l'opinion au moyen d'un travail de préparation culturelle, le thème des origines est extrêmement porteur ; il permet tout d'abord de faire de grandes démonstrations d'érudition (ce qui n'est pas pour leur déplaire), et il véhicule un discours idéologique. Enfin, la nouvelle droite cultive l'ambiguïté - et tout particulièrement au sujet du racisme - saisissant l'exemple de la découverte des langues indo-européennes, qui servit à la fois à se défaire des influences paralysantes de l'Église en matière de découverte scientifique, et à se séparer de toute parenté d'avec les Juifs.

Le GRECE (Groupement de Recherches et d'Étude sur la Civilisation Européenne) est né dans les années 1967-1968 à Nice. Il regroupe des intellectuels venus, entre autres, de la revue *Les Cahiers universitaires*. Il édite plusieurs revues : *Études et Recherche*, *Krisis*, *Éléments*, *Nouvelle École* et a une maison d'édition, les éditions Copernic. Il organise de nombreux colloques qui peuvent regrouper des intellectuels de tous milieux politiques sur des thèmes aussi variés que : « Crépuscule des dogmes ? Une réponse positive aux idéologies à la mode » (1971), « Contestation et décadence » (1972), « Des élites, pour quoi faire ? » (1975), « La révolution éthologique. Les sciences humaines devant la biologie du comportement » (1977), « Les illusions de l'égalité » (1977), « Contre les totalitarismes. Pour une nouvelle culture » (1979), « La bioéthique face aux idéologies » (1987), etc.

L'idéologie

« Le paganisme est la clef de voûte de la vue du monde qu'incarne et exprime la Nouvelle Droite. » P. Vial (*Éléments* octobre-novembre 1982). L'Europe a perdu sa culture avec l'hégémonie de la culture judéo-chrétienne. Celle-ci nous est totalement étrangère, elle apporte entre autres une idéologie égalitariste pernicieuse. Notre vraie culture est celle des indo-euro-

péens, d'une société virile, hiérarchisée, élitiste. Selon les propos de Pierre Vial, nous vivons une «avant garde» dont l'issue sera, si nous parvenons à tuer en nous la «morale du bourgeois» et à réintégrer nos mythes fondateurs, un «nouvel Empire» millénaire.

Tout cela pourrait laisser penser que les grecistes ne sont qu'un groupe de romantiques déçus de la démocratie occidentale, rien de très dangereux. «Nous estimons être en droit de choisir librement l'héritage indo-européen et la destinée qui s'y attache par un acte de fidélité qui ne concerne que nous-mêmes.» (A. de Benoist, *Nouvelle École* n°20-21). Mais la stratégie clairement déterminée d'infiltration des milieux culturels d'une part, les accointances avec d'autres groupes politiques d'autre part, dévoilent un visage autrement moins attendrissant.

Les petits détails qui trahissent

Le GRECE a de nombreux contacts avec des groupes politiques, des groupes de recherche ou d'autres organisations, en France et à l'étranger. On peut citer le MNR (Mouvement Nationaliste-Révolutionnaire) dont le GRECE se rapproche à quelques occasions ; Alain de Benoist était (vers 1975) à la ligue Nordique (forum et lieu de réunion pour les intellectuels nazis, pour la diffusion des idées «culturelles» du nazisme)... Dans la mouvance du GRECE, on trouve Jean Mabire, célèbre pour ses romans historiques racontant des histoires comme celles des valeureux soldats français engagés dans la SS. Dans les revues du GRECE, on trouve des articles élogieux consacrés à de sombres personnages, je ne citerai que Julius Evola, orientaliste et théoricien fasciste italien de Ordine Nuovo.

La liste est extrêmement longue des amitiés du GRECE (ou des membres du GRECE) qui trahissent son appartenance à l'extrême droite la plus radicale.

Dans les textes, on peut déceler les sources et inspirations des néo-droitiers, écoutez plutôt Alain de Benoist parler des femmes : «C'est parce que l'homme reste toute sa vie durant inachevé qu'il peut toujours faire quelque chose d'autre [...], il conserve les possibilités infinies de l'enfance», «la femme, elle, est au plus vite adulte. Terriblement adulte. C'est pour cela qu'elle atteint si vite ses limites [...]». Cela vous rappelle-t-il quelque chose ?

La troïka indo-européaniste

À l'université de Lyon III, nettement teintée vert-de-gris, l'Institut d'études indo-européennes voit le jour à l'initiative de membres éminents du GRECE. Jean Haudry, Jean Varenne et Jean-Paul Allard fondent en 1986 la collection «Études indo-européennes» en faisant s'associer

«Les Belles Lettres» (éditeur universitaire quasi-officiel) et Archè, éditeur milanais aux accointances fascistes et néo-nazies parfaitement avérées.

Jean VARENNE, grand sanskritiste, a été de 1984 à 1988 le président du GRECE. Depuis 1988, il étend son influence au conseil scientifique du FN.

Jean HAUDRY, professeur de sanskrit et de civilisation à Lyon III, est aussi au conseil scientifique du FN aujourd'hui. Il est rentré à *Nouvelle École* en 1974-75, bien qu'il ne soit pas officiellement au GRECE, il en est plus que proche. En 1978, il préside le XIII^e colloque du GRECE. J. Haudry a publié un «Que sais-je ?» sur les indo-européens qui a fait scandale, la conclusion de l'ouvrage étant un véritable traité de raciologie. Il a collaboré à *Sol Invictus* (traditions indo-européennes, où l'on trouve aussi Léon

Colas, ancien SS et directeur d'un centre d'études «Evola»), et aux éditions du Porte Glaive ; il est membre de l'UNI, il a été le contact pour l'association des Amis Français des Communautés de l'Afrique du Sud (AFCA, qui soutient le régime d'apartheid). Les 28 et 29 novembre 1987, il organise à



Thule-Gesellschaft

ALLEZ DONC VOUS FAIRE VOIR CHEZ LES GRECISTES...

Parmi les divers stands, on trouvait ceux des diverses librairies d'extrême droite comme Ogmios et la Librairie Française. Les éditions Pardès étaient également représentées, ainsi que les revues *Enquêtes sur l'Histoire*, *l'Anneau* (néo-nazis belges) et *Antaios* (idem). Le stand d'Europe Jeunesse, mouvement des jeunes et des scouts du GRECE, présentait des sculptures comportant de nombreuses runes (cf. article d'Olivier Biffaut et Edwy Plenel du *Monde*).

Dans les bacs de livres, il était étonnant de trouver mêlé un historico de la SS, un ouvrage de Bakounine, de Lénine ou de Trotsky.

L'assistance était aussi intéressante à observer. Environ 500 personnes sont passées, de tous les âges et des deux sexes. La clientèle regroupait des cadres supérieurs cultivés, un bon nombre d'étudiants (dont beaucoup du FNJ), lookés GUD ou bien Action française (dont la revue *Réaction* était présentée), et des vieux dont on n'ose pas se demander ce qu'ils faisaient il y a 50 ans. Des tracts de *Nouvelle Résistance* ont circulé sur le thème «Un colloque c'est bien, la pratique c'est mieux». Qui disait que la nouvelle droite était morte, alors qu'elle influence maintenant un grand nombre des courants d'extrême droite ? En passant, on a pu remarquer F. Chabillon derrière la table des éditions du Flambeau, Trystan Mordrel d'Ogmios, Philippe Nicolas de la revue des jeunes *Nouvelle Université* et de nombreuses personnalités (dont Pierre-André Taguieff). Le négationniste Henri Rocques était là, l'historien de la SS Jean Mabire dédicait son der-

Lyon un colloque sur «Mythe et histoire dans la pensée de Dumézil et Eliade», patronné par l'Institut d'études indo-européennes et Nouvelle Acropole (secte qui sous des dehors mystiques et spiritualistes cache une littérature et une imagerie inspirées du nazisme et du mussolinisme).

Jean-Paul ALLARD est professeur d'allemand, membre du GRECE, président de l'Institut d'études indo-européennes, ancien conférencier pour Nouvelle Acropole, membre du comité de soutien à la candidature de JM Le Pen. Il était le président de jury qui donna la mention très bien à la thèse révisionniste de Rocques niant la réalité des chambres à gaz.

Inspirés par les nombreux travaux faits sur les indo-européens et sur le monde indien, la nouvelle droite et certains courants de l'extrême droite reprennent les théories qui ont pu être développées sur ces sociétés et tentent de les adapter au monde moderne. Rejetant le concept d'égalité des hommes comme une vaste supercherie, ils nous proposent une société hiérarchisée, où chaque groupe remplirait une fonction définie (celle d'élite intellectuelle et politique leur étant bien entendu réservée). Les femmes élèveraient alors nos «têtes blondes» dans une religion «naturelle», au rythme des solstices, préparant les filles à prendre leur relève et les petits garçons à vivre dans l'honneur et la fierté du guerrier aryen. ■

nié livre et on a particulièrement noté la présence de Maurice Rollet, ex-dirigeant de l'OAS-métropole condamné à mort par contumace... Ni droite ni gauche ?

Quelques interventions :

- C. Champetier a fait un discours sur l'attitude à avoir face au modernisme ou développement de la «techné» dans nos sociétés. Après un historique de l'essor de l'industrialisation en Europe (depuis la révolution industrielle), il a évoqué deux façons de réagir : l'adhésion totale à la puissance croissante de la «techné» (en insistant sur le danger que cela représente pour les cultures de chaque pays) ; ou bien le rejet total du modernisme (peu réaliste, car il entraîne un retour en arrière inconcevable aujourd'hui). Rejetant dos à dos ces deux manières de réagir face à l'industrialisation toujours plus puissante, C. Champetier estime qu'il faut mesurer la croissance technique et s'engager dans le sens de la «techné», au service de la culture.

- Tomislav Sunic qui écrit dans *Éléments* a fait une attaque en règle du communisme dans les pays de l'Est comme système productiviste à outrance, digne père de Tchernobyl...

- Alain de Benoist, non-adhérent du GRECE comme chacun sait, a pas mal vieilli, son discours était plutôt soporifique. La partie sur les Verts était tout de même intéressante : «Si la droite les considère comme des gauchistes et la gauche comme étant de droite, il est possible qu'ils aient trouvé la bonne voie.» «Ni droite ni gauche» écrivait A. Waechter dans *Krisis*. La salle opinait du bonnet, et les Verts peuvent se faire du souci. ■

DOSSIER

le NSDAP-AO

à l'assaut de l'Europe

Pour l'année 1992, l'Office de protection de la Constitution allemande (Bundesverfassungsschutz, BvS) a recensé 2584 actes violents à caractère raciste. Ces 2584 actes violents se décomposent en 15 assassinats, 14 attentats à la bombe, plus de 700 incendies criminels, et 725 coups et blessures... Le nombre d'actes violents a augmenté de 74% par rapport à 1991. Les cibles de ces attentats sont des étrangers, des demandeurs d'asile en particulier, mais aussi des juifs, des sans-abris, des handicapés et des militants antifascistes. Pour le BvS, ces violences ne viennent pas automatiquement des groupes et groupuscules néo-nazis, ces actes semblent prémédités, condamnables mais imputables à des individus marginaux et isolés.

Une violence très bien organisée

Malgré le nombre plus qu'inquiétant de violences racistes, le gouvernement persiste dans une attitude anti-alarmiste, qui participe elle-même d'une poussée vers la droite que l'on peut observer chez les dirigeants, les journalistes et chez certains intellectuels allemands. On assiste en effet à tout un processus pour en finir avec le passé nazi allemand, processus qui prend une acuité nouvelle après la fin de la RDA et avec l'approche de la réunification. Divers journalistes présentent une relativisation du nazisme et de ses exactions en les intégrant à l'ensemble des crimes de guerre : «L'extermination des Juifs par Hitler [n'a été] que la répétition de ce principe de terreur que l'Union soviétique avait commencé par appliquer»¹. Cette pseudo-comparaison leur permet même d'arriver à la conclusion suivante : «Dès lors, sous cet angle, Auschwitz se réduit à une simple innovation technique»². Ce genre d'affirmations s'insère dans le cadre de la guerre froide et de l'anticommunisme virulent qui sévissait en Allemagne (cf. les Berufsverbote). Après la réunification, les journalistes vont plus loin, dans le souci de faire disparaître la culpabilité des Allemands : «Auschwitz ne restera pas cette formule ensorcelée qui plonge instantanément les Allemands dans une auto-contemplation douloureuse»³, et parfois même, la «comparaison» entre hitlérisme et communisme va plus loin : «[à propos du passé de la RDA] cette injustice ne peut ni disparaître dans la satisfaction qu'inspire la réunification, ni être relativisée par la comparaison avec le national-socialisme»⁴ ; un renversement s'est opéré entre le comparant et le comparé. À côté de cela, on assiste même à une véritable falsification de l'histoire ; des journalistes très en vogue vont jusqu'à reconsidérer le régime hitlérien, lui accordant certains bienfaits : «l'émancipation» de la femme (!) et le fait que Hitler était «indubitablement socialiste - et qui plus est un socialiste très efficace»⁵. Mais les journalistes ne sont pas les seuls à se déchaîner, le chancelier Helmut Kohl a aussi fait des siennes lorsqu'il a proposé à Reagan en visite officielle de se rendre au cimetière militaire de Bitburg où sont enterrés des SS avec des soldats de la Wehrmacht : les bourreaux deviennent des victimes.

La véritable question qui est posée est en fait celle de l'identité allemande : «Nous devons sortir de l'atmosphère toxique d'Adolf Hitler. Nous devons cesser d'être un peuple qui marche l'échine courbée, le cancre de l'histoire mondiale, nous devons avoir la démarche droite de citoyens conscients, fiers d'être allemands».

C'est justement cette poussée vers la droite de la société allemande (car il ne s'agit pas seulement de l'intelligentsia, cf. les violences racistes) qui permet de comprendre la confiance toute relative qu'il convient d'accorder au BvS. Non qu'il triche de façon flagrante sur les chiffres, mais il fait plutôt une interprétation plus que contestable de la montée de l'extrême droite en Allemagne. C'est encore une fois dans les médias que cela est le plus sensible. Ainsi, dans le *Spiegel*, des sociologues tentent d'expliquer les causes des violences racistes : il s'agit pour eux de la

protestation d'une jeunesse désorientée, sans travail ni logement la plupart du temps et qui n'a pas d'arrière-plan d'extrême droite : «C'est une grave erreur que de mettre les émeutes actuelles dans le même sac que l'extrémisme de droite»⁷. En 1991, après le pogrome de Hoyerswerda, le *Spiegel* titre «La ruée des pauvres - réfugiés - émigrés - demandeurs d'asile». À côté de cela, et toujours très lié à la question de l'identité allemande se pose le «problème» du droit d'asile. Ainsi, avant septembre 1992 (traité entre l'Allemagne et la Roumanie pour l'expulsion des Tziganes), Kohl avait même parlé d'une menace d'état d'urgence, non pas à cause des attaques dont les étrangers étaient (et sont encore aujourd'hui) les victimes, mais à cause de l'afflux d'étrangers : il s'agissait du «risque d'une crise de confiance profonde envers notre État démocratique» parce que «l'afflux des étrangers [avait] dépassé le seuil du supportable». La responsabilité du gouvernement et des médias allemands dans ces violences racistes est donc prouvée : 37% des Allemands estiment que «les Allemands doivent se défendre contre les étrangers», 51% approuvent le slogan «L'Allemagne aux Allemands» et 26% «Étrangers dehors»⁸.

Enfin, pour finir, à la fin de l'automne 1992, le gouvernement allemand est persuadé qu'il n'existe aucun «indice» permettant d'affirmer que ces violences racistes sont le fait d'une extrême droite organisée : lors des procès, les motifs invoqués sont la désorientation, l'alcool et la provocation de l'étranger⁹. Un seul exemple, Hoyerswerda : une circonstance atténuante est accordée aux accusés, leur irresponsabilité aux moments des faits, «en raison de leur consommation d'alcool». Par ailleurs, les juges n'estiment pas «[avoir] à juger la dimension politique de leur manière de procéder».

Opération «Werwolf»

Depuis quelques mois circule en Allemagne sur une disquette PC un petit manuel du militant, en quelque sorte, réalisé par le NSDAP-AO (parti d'extrême droite interdit en Allemagne car il vise à la reconstruction du NSDAP). Il est constitué de divers éléments : on trouve tout d'abord des fichiers de la forme After-Dark (économiseur d'écran) copies-conformes du drapeau du III^{ème} reich, agrémenté de slogans anti-étrangers, anti-immigrés, antisémites, parfois écrits en lettres gothiques (quel



3.2.1.5 Zeitzunder (Für 60 Minuten)
LH 635

Herstellung: 1. Bohre an der Detonationszeit entsprechenden Stelle ein kleines Loch in den äußeren Rand des Glases ein.
2. Befestige an Gehäuse der Uhr das zweite Kabel der Sprengkapsel.
3. Zündung erfolgt!
4. Zeitzunder am Sprengkörper platzieren.
5. Uhr auf 12 Uhr stellen und "in Gang setzen".
6. Berühren sich Minutenzeiger und Kontaktstift, erfolgt Detonation!

Extrait du manuel du NSDAP-AO

cachet !). Après quelques indications sur la façon de lancer ce programme, on trouve un message de bienvenue de l'auteur Bertram Scharpf (Waiblinger Straße 34, D-W-7056-2 Endersbach) : il s'agit de relancer l'écriture gothique ou écriture «allemande» (il se propose de commercialiser une police gothique) et à cette fin, il donne quelques règles d'écriture à ceux qui seraient éventuellement intéressés. Encore quelques indications techniques et nous arrivons au manuel en lui-même : il s'intitule *Eine Bewegung in Waffen*, ce qui signifie un mouvement en armes, et se propose de donner au lecteur quelques rudiments en ce qui concerne la fabrication d'explosifs en tout genre, tout cela sous le patronage de la maison d'édition Horst Wessel. Le groupe qui a réalisé ce manuel est l'organisation «Werwolf» (loups-garous, cf. page 15); ce nom est fortement connoté puisque c'est le nom que s'étaient donnés les opposants nazis à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais revenons au manuel : on lit tout d'abord une sorte d'avertissement sur le danger de fabriquer des bombes (!), sur le fait que leur utilisation est illégale, que les informations qu'ils livrent sont uniquement indicatives et que l'organisation «Werwolf» décline toute responsabilité par rapport à une éventuelle mésutilisation de ces informations. L'avertissement se clôt sur le chant des partisans baltes, commencent ensuite les recettes de fabrication : grâce à ce manuel, le lecteur peut confectionner des bombes incendiaires (des cocktails molotovs, entre autres, car c'est pratique, les ingrédients sont faciles à trouver, sic !), il y en a même certaines qu'on peut faire dans un préservatif. Autrement, il y a des bombes fonctionnant par réactions chimiques, d'autres à retardement ; la dernière étape de chaque «recette» est «Prêt pour l'utilisation!». Il est clair qu'il s'agit plus ou moins d'une incitation à utiliser ces bombes et on peut faire le rapprochement avec le grand nombre d'incendies provoqués par des cocktails molotovs l'année passée et cette année. Il y a également à la fin des formules pour savoir quelle bombe employer pour faire sauter tel ou tel matériau - sans commentaire.

Un «führer» américain

Cette disquette informatique est signée à plusieurs reprises NSDAP-AO (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei - Auslands- und Aufbauorganisation, Parti national-socialiste allemand des

ouvriers - organisation extérieure et constitutive). Cette organisation a été fondée par Gary Rex Lauck qui la dirige toujours. Gary Lauck est né en 1953 à Milwaukee, Wisconsin. Selon Lauck, il avait 11 ans quand il fut pour la première fois conscient de sa race. À 13 ans, il lisait *Mein Kampf*, et à l'âge de 18 ans, il commença à s'appeler Gerhard, la traduction allemande du prénom Gary¹⁰. Lauck n'a dans sa famille aucun antécédent allemand, mais il apprend l'allemand, qu'il parle aujourd'hui couramment : il parle même anglais avec un faux accent allemand. Lauck devient actif dans les cercles néo-nazis. Peu de temps après, il fonde le NSDAP-AO à Lincoln dans le Nebraska, où il est toujours basé aujourd'hui, bien que certaines sources indiquent qu'il a été fondé en Allemagne en 1973¹¹. Lauck est marié avec une femme d'origine croate, Janina Biresa, qui travaille dans une nurse-rie. Ils vivent aujourd'hui à Syracuse dans le Nebraska. Auparavant, ils vivaient à Chicago et son père Frank Lauck, qui est mort récemment, faisait suivre le courrier du NSDAP-AO à partir de Lincoln, qui était la seule adresse publiée.

Lauck travaille chez lui. Il a un frère et une sœur jumeaux : en 1979, il est jugé pour avoir tiré sur son frère pendant une dispute familiale à propos de sa soeur. Par ailleurs, Lauck use des pseudonymes suivants : Karl Hammer et F. Hansing.

Le 25 mars 1976, Lauck est arrêté à Mayence par la police allemande qui saisit près de 30 000 tracts néo-nazis. Il avait été placé sous surveillance depuis 1974 par la police allemande, lorsqu'il avait fait un discours antisémite très violent. Il fut condamné à six mois de prison et expulsé aux États-Unis afin de finir sa peine de prison¹². Il demeure interdit de séjour en Allemagne, deux exceptions furent cependant faites à ces règles ; la première fois en 1979, où il fut autorisé à témoigner au procès de Michael Kühnen et en 1992 pour témoigner encore une fois à un procès de néo-nazis à Stuttgart. À plusieurs moments, il semble qu'il se soit rendu en Allemagne clandestinement¹³. Après un bref séjour à Lincoln Nebraska, il est retourné en Europe à plusieurs reprises afin d'établir des contacts internationaux avec des camarades sympathisants. Il prit contact avec la CEDADE, Ordine Nuovo, le National Front et d'autres, et organisa une tournée de meetings, résultat de la signature d'un accord avec ces groupes à Londres le 26 septembre 1976. Cet accord avait pour but de renverser les lois antiracistes et antinazies dans un certain nombre de pays européens. Apparemment, Lauck envoie assez irrégulièrement de l'argent en Allemagne par l'intermédiaire d'une banque suisse. Il vit de son service de vente par correspondance de propagande nazie à travers une compagnie : RJC Engineering Inc, qui est aussi basée à Lincoln Nebraska.

Le NSDAP-AO est le descendant officiel du parti nazi allemand. Ce parti focalise ses activités vers l'Allemagne, et Lauck fournit les néo-nazis allemands en propagande, autocollants, drapeaux, livres, K7,

vidéos, et argent. Il apporte aussi soutiens et contacts. L'importance du NSDAP-AO ne doit pas être sous-estimée. Selon le premier amendement de la Constitution américaine, la libre expression est un droit garanti et par conséquent le parti est légal. En Allemagne et dans beaucoup de pays européens, un parti ouvertement nazi est interdit. La littérature néo-nazie est imprimée légalement aux États-Unis mais sa distribution en Allemagne est illégale. C'est pourtant par la poste qu'arrive en Allemagne cette propagande.

Une organisation internationale

Le journal officiel du NSDAP-AO *The New Order* est publié en neuf langues : anglais, français, espagnol, portugais, hongrois, suédois, néerlandais, allemand et italien. La plupart des éditions étrangères sont en fait des traductions de la version américaine. La date sur les journaux est toujours suivie par un chiffre entre parenthèses, le nombre d'années écoulées depuis la naissance de Hitler. Ainsi, le numéro 98 du *New Order* est daté May/June 1992 (103). Aux États-Unis, *New Order* est lié au KKK et aux groupes terroristes comme The Order. Le numéro 82 du *New Order* était dédié à David Lane, un ancien activiste du Klan et un membre de The Order qui purge une peine de 150 années pour meurtre, vol et autres crimes. Lauck réalise par ailleurs un programme

LIESHICR.TXT

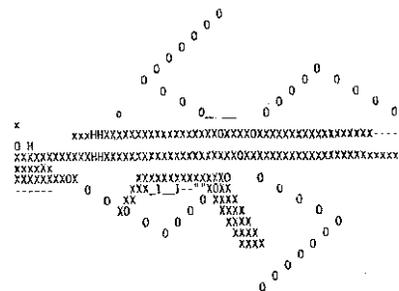
Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei/
Auslands- und Aufbauorganisation

NSDAP/AO: [logos] USA

EINE BEWEGUNG IN WAFFEN

Band IIB
Handbuch für improvisierte Sprengtechnik

Hrsg.: AUTORENKOLLEKTIV WERWOLF



Copyright 1992/103 by Horst-Wessel-Verlag

HANDBUCH
FÜR
IMPROVISIERTE
SPRENGTECHNIK
DER
ORGANISATION "WERWOLF"

Ausgabe 1992/103

ACHTUNG: Die in dieser Schrift erläuterten und vorgestellten
Prozeduren und Rezepte können äußerst gefährlich sein. Ihre
Anwendung ist in der Regel illegal. Sie dienen daher nur
der reinen Information des Lesers. Es wird von Seiten der
Herausgeber Verantwortung weder für mißbräuchliche
Verwendung dieser Informationen, noch für etwaige



Gary Lauck à son émission télévisée *Race & Reason*

de télévision intitulé *Race and Reason* qui est diffusé à Tampa, Floride. Un numéro récent de son journal télévisé montrait la Brigade Jacques Doriot de Michel Faci en action en Croatie. Un autre programme télé intitulé *White Viewpoint* a été lancé à Tampa, un troisième à Chicago. Les K7 de ces programmes télé sont envoyées à différentes stations dans l'espoir qu'elles soient diffusées ; la loi américaine permet que ce genre de programme soit diffusé bien qu'il doive y avoir un avertissement avant la projection.

On trouve des organisations liées au NSDAP-AO dans différents pays européens. En Grèce, le NSDAP-AO est en contact avec une organisation national-socialiste née en 1981 sous le nom de Golden Dawn, qui publie un mensuel. En Suède à Malmö, c'est Lars Göran Heden-gard, l'éditeur de *Sveriges Nationella Förbund*, qui a fondé le Nordie National Socialist Bloc avec les terroristes du réseau suédois Storm et leurs contacts norvégiens du Vitt Ariskt Motstånd. Au Danemark, Riis-Knudsen, leader du parti nazi danois le DNSB, a été expulsé de son parti. Il était depuis 20 ans un des piliers du World Union of National Socialists, le principal rival du NSDAP-AO. La section danoise de la WUNS a donc rejoint le NSDAP-AO et publie *Fædrelandet*¹⁴. En Hongrie, le principal contact de Gary Lauck est Istvan Györkös, le leader du Groupe d'action national-socialiste hongrois. Györkös a été arrêté en juillet 1992 pour possession d'armes. Il a été arrêté peu de temps après le néo-nazi autrichien Gottfried Küssel. Le journal du groupe, *Uj Rend* (Ordre nouveau), est financé et imprimé par Lauck. Récemment, un ordinateur d'une valeur de 10 000 dollars a été envoyé des États-Unis à Györkös pour l'aider. Györkös revendique pour son magazine plusieurs milliers d'abonnés, et il a remercié Lauck de lui avoir permis d'établir des contacts en Australie, en Suède et au Danemark. La Hongrie est considérée par Lauck comme une cible clé. Le NSDAP-AO finance par ailleurs une publication russe intitulée

Our March, publiée par Ilya Lazarecki et son groupe l'Union de la jeunesse russe qui est basé à Moscou.

Kühnen, l'homme du NSDAP-AO en Allemagne

L'Allemagne est en fait le noyau central du NSDAP-AO, car c'est le pays où l'on trouve le plus de militants et d'organisations qui lui sont liées. Le NSDAP-AO étant interdit, il fonctionne par le biais «d'organisations-écrans» ou organisations avancées qui servent à former des cadres prêts à assumer les hautes responsabilités au sein du NSDAP, s'il venait à se reformer. Il n'y a donc pas un seul groupe correspondant du NSDAP-AO en Allemagne, mais une multitude, selon les interdictions gouvernementales. En revanche, les hommes «restent» et on retrouve en effet toujours les mêmes têtes : le plus important de ces correspondants en Allemagne a été Michael Kühnen (celui à qui l'on doit le «nouveau» salut nazi), leader du GdNF, groupe dont il sera question plus loin. Kühnen, mort du Sida le 24 avril 1991, a été quelqu'un de très dangereux : il militait depuis l'âge de 14 ans (NPD, Aktion

Widerstand) et sur ses 18 années de militantisme, il en a passé sept et demi en prison, où il a écrit, comme son modèle Adolf Hitler. On peut notamment retenir son livre *Politisches Soldatentum : Tradition und Geist der SA* (Le soldat politique : la tradition et l'esprit de la SA). Un de ses projets était de reformer une SA¹⁵ qui participerait à la renaissance du NSDAP. Il évoque également le «combat» des soldats de la SA après 1945. La deuxième partie de ce livre consiste en une sorte de liste des dix commandements que le nouveau soldat de la SA doit respecter : croire, obéir, combattre, être fidèle, être solidaire de ses camarades, s'imprégner de l'idéologie national-socialiste, être discret, être courageux, être fier, être impitoyable.

L'autre pays qui joue un rôle important au sein du NSDAP-AO est l'Autriche : elle est étroitement liée à l'Allemagne, puisqu'elle constitue l'un des sept *Bereiche* allemands du GdNF¹⁶, le *Bereich Ostmark* (c'était le terme utilisé après l'*Anchluss* pour parler de l'Autriche). Cette terminologie montre que la volonté de rattacher l'Autriche à l'Allemagne est toujours très vivace (il existe d'ailleurs en Autriche un nationalisme germanique très important). Le leader autrichien (un moment Gauleiter de Salzbourg) est Gottfried Küssel : il appartient à la VAPO (*Volkstreue Außerparlamentarische Opposition*, opposition extraparlamentaire fidèle au peuple) qui est l'organisation avancée autrichienne du NSDAP-AO. Cette organisation s'illustre par des actions particulièrement violentes contre la gauche ou contre des projets d'alternatives.

Par ailleurs, on peut remarquer que la VAPO est toujours présente lors des actions spectaculaires organisées par le GdNF en Allemagne. Après la mort de Kühnen, Küssel devient le leader : c'est quelqu'un d'extrêmement violent, qui organise des entraînements paramilitaires qui ont d'ailleurs été filmés en mai 1990 par Michael Schmidt et son équipe (exercices de bâton, de corps à corps, simulation de combats avec des pistolets à peinture). Il semblerait même que la VAPO soit impliquée dans la vague d'attentats à la lettre piégée qui a mis l'Autriche en émoi au début décembre 1993. En effet, la



de g. à d. Christian Worch, Michael Kühnen, Gottfried Küssel



Gottfried Küssel

police tchèque a arrêté mercredi 8 décembre un Autrichien, Peter Binder, chez qui elle a trouvé les ingrédients nécessaires à la fabrication de bombes, d'un type inconnu jusqu'alors. Selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur : «Peter Binder est connu par nos services pour ses contacts étroits avec la VAPO». On a trouvé dans son carnet d'adresses les adresses du leader de la Deutsche Alternative de Berlin, Arnulf Winfried Priem, également impliqué dans le réseau du NSDAP-AO, de Christian Worch et de Michael Petry. L'autre personne arrêtée à Vienne, également membre de la VAPO, Alexander Wolfert, est un ancien de la Croatie, il aurait combattu dans la même unité que Michel Faci. La police a trouvé une cache d'armes comprenant des centaines de mitraillettes, de mortiers, de grenades et 20 kg de TNT¹⁷. Il semble qu'en Autriche certains aient démarré l'opération «Werwolf».

Un député européen NSDAP-AO ?

En 1990, alors que Michael Schmidt faisait son film *Wahrheit Macht Frei*, il a eu l'opportunité de faire une interview avec Lauck qui est très révélatrice¹⁸. L'interview aurait été faite soit en Allemagne, soit au Danemark chez un négationniste, l'ancien officier SS Thies Christophersen. Kühnen était aussi présent à cette interview. Lauck fait la déclaration suivante sur l'Holocauste : «Je pense que les Juifs ont été traités un peu trop bien dans les camps de concentration. Personnellement, je pense que cela a été une erreur de faire comme cela». Lauck a été étroitement questionné à propos de l'adhésion au NSDAP-AO (selon les statuts du parti, personne ne peut révéler l'adhésion au parti). Lauck n'a répondu que par ces deux mots : «No Comment». Idem à la question de savoir si un des membres du parti siège au Parlement européen. Kühnen avait déjà tuyauté Schmidt en lui disant qu'un ancien membre du NSDAP-AO était membre du Parlement. Kühnen décide alors de parler, tandis que Lauck se tait car il sent que son intégrité est en cause : «Je sais qu'il y a un de nos membres au Parlement européen... Je l'ai vu de mes yeux

vus, et cela m'a été confirmé par deux camarades avec qui j'ai travaillé dans le temps et qui travaillaient avec Neubauer». Dans ce film, Kühnen déclare : «Harald Neubauer a occupé des fonctions au NSDAP-AO dans le nord de l'Allemagne entre le début et le milieu des années 1970, et pour autant que je sache il a été trésorier dans le Schleswig-Holstein»¹⁹. Harald Neubauer est actuellement parlementaire européen de la Deutsche Liga für Volk und Heimat. C'est un ami proche de Jean-Marie Le Pen. Quand Neubauer lui-même est interviewé dans le film, il dit pour sa défense : «1972, à l'époque je n'avais que vingt-et-un ans, c'était donc avant mon époque». Mais Neubauer ne nie pas formellement son ancienne appartenance au NSDAP-AO dans les années 1970. Kühnen en vient à déclarer : «En 1977 ou 1978, nous avons eu une réunion de la DVU avec le colonel Rudel. Pour cette raison, Neubauer est entré en contact avec un ancien camarade de l'AO qui était son contact personnel pour la protection des salles de réunion lorsqu'il avait besoin de nous. Il savait exactement qui nous étions ; il est venu nous voir avec ce camarade et il a dit : «Êtes-vous prêts à vous occuper du service d'ordre, voilà ce que nous faisons»²⁰. Dans le livre, Kühnen déclare à Lauck : «Oui, c'est un hypocrite. Et il était content et reconnaissant que nous lui ayons fourni des gardes du corps... Je vois en lui un ennemi public. Même s'il est toujours de l'AO».

Reconstruction d'un parti interdit ?

Le NSDAP-AO fonctionne donc par organisations avancées, afin que d'une part il y ait un cloisonnement de toute l'organisation néo-nazie et que d'autre part, elle puisse ainsi se soustraire aux éventuelles interdictions des gouvernements : il n'y a donc pas de NSDAP-AO en Allemagne, et si une organisation est interdite comme la Deutsche Alternative (alternative allemande) le 8 décembre 1992, une autre peut en récupérer les membres, le matériel et l'argent. L'organisation clé du NSDAP-AO en Allemagne est le GdNF²¹ qui sert d'intermédiaire entre le NSDAP-AO et ses organisations avancées en Allemagne. Le GdNF s'est formé autour d'un journal interne, *Die Neue Front*, qui s'occupe de la coordination des néo-nazis : il s'agit d'une organisation qui forme des cadres. Elle est, comme son prédécesseur l'ANS/NA²², «la branche légale du mouvement national-socialiste de la nouvelle génération dans la tradition de la SA et mène un combat politique pour la levée de l'interdiction du NSDAP. Elle se reconnaît dans le programme en 25 points [du NSDAP] du 24 février 1920»²³. De 1989 à 1991, les principales activités du GdNF ont été :

- construire des structures, surtout en RDA
- organiser des marches comme à Wunsiedel, Bayreuth et Dresde
- propager les idées révisionnistes
- développer des entraînements paramilitaires

taires et étendre l'organisation du GdNF en SA

• effectuer un travail centré sur une utilisation habile des médias allemands pour se faire connaître du public (et ce grâce à Kühnen).

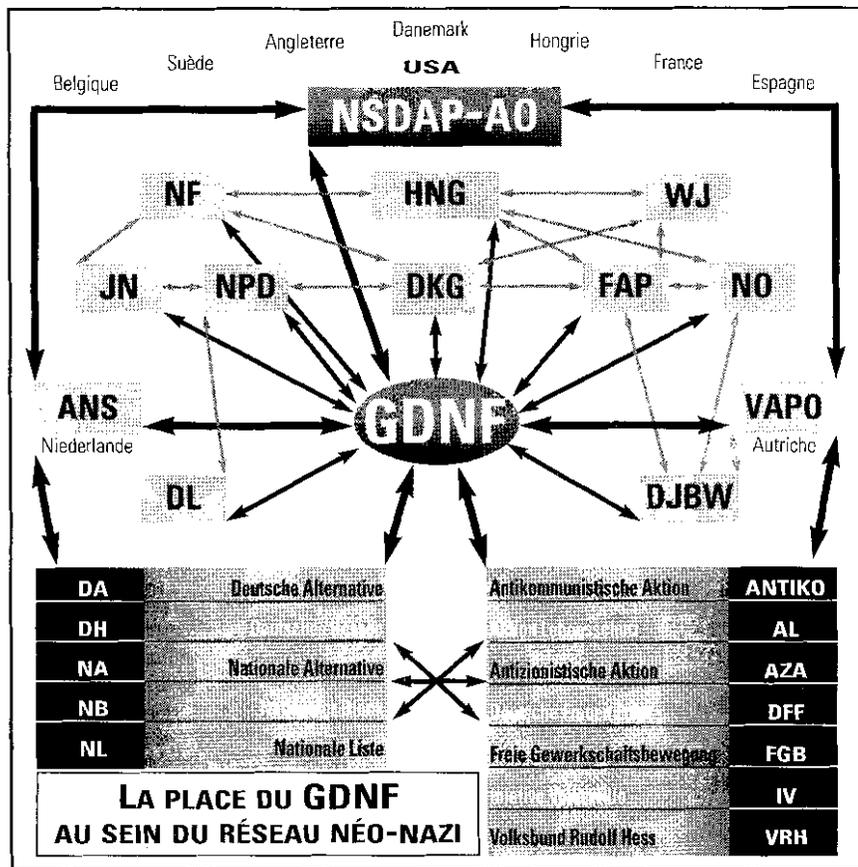
À côté du GdNF se développent donc beaucoup d'autres structures qui ont d'autres centres d'intérêt (plus particuliers) comme le Deutsches Hessen, la Deutsche Alternative ou le Nationaler Block (cf. schéma). Le GdNF fonctionne sur le modèle du NSDAP pour ce qui est de son organisation nationale : le territoire allemand, ainsi que les Pays Bas et l'Autriche sont divisés en Bereiche, eux-mêmes divisés en Gaue : on a ainsi le Bereich ANS-Niederlande (Belgique), le Bereich Ostmark (Autriche) et, pour l'Allemagne à proprement parler, les Bereiche du nord, du sud, du milieu, de l'est et de l'ouest.

Le schéma proposé ici permet de mieux cerner la sphère d'influence du GdNF et montre les diverses ramifications de cette organisation, que ce soit à l'étranger, dans des partis ou dans des associations ayant un but plus particulier, tout cela se rattachant au NSDAP-AO domicilié aux États-Unis. Il est intéressant de voir qu'en plus des organisations précitées (VAPO, ANS-Niederlande) ou connues comme étant des partis d'extrême droite (FAP, NPD, NF²⁴), le GdNF est étroitement lié à des organisations comme le HNG qui s'occupe de soutenir (financièrement, entre autres choses) les néo-nazis emprisonnés et leur permet de s'exprimer dans un journal : *Nachrichten der HNG* (nouvelles du HNG) ; par ce biais, certains arrivent à nouer de nouveaux contacts pour s'engager dans d'autres groupes comme Waldemar Pfeffer, ancien activiste de la DVU et du NPD, qui

WERWOLF

Le mythe du loup-garou n'a pas la même signification en Europe de l'Ouest et en Allemagne : alors qu'en Europe de l'Ouest il est associé au mal, il est en Allemagne le symbole de la résistance : résistance des héros teutons contre l'oppression, résistance du peuple contre l'envahisseur.

Réfugié au cœur des forêts, le werwolf frappe la nuit, disparaît sans laisser dans la neige que l'empreinte du loup. Ce mythe bavarois très ancien a été réactualisé après la Seconde Guerre mondiale ; en effet, un groupe d'officiers SS, pensant que l'occupation alliée ne durerait pas, entraîna des groupes de jeunes pour faire du sabotage contre les alliés. Ces groupes réfugiés en Bavière furent neutralisés par les Américains, et alors que le réseau Odessa se constitue, son premier chef, un ancien Werwolf, garda ce surnom.



après un séjour en prison s'est recyclé chez les Republikaner. À côté de cela, le GdNF est lié à des organisations plus spécifiques et donc susceptibles de mobiliser des gens sur des terrains plus particuliers : ainsi, le Deutsche Frauen Front (front des femmes allemandes) se présente comme un groupe « autonome de l'opposition alternative allemande », bien qu'il n'ait rien à voir ni avec l'autonomie ni avec l'alternative, et qui met en avant une conception national-socialiste du rôle de la femme dans la société, c'est-à-dire la femme comme mère au foyer (avec un salaire maternel) soumise à son mari : ce groupe se prononce également contre l'avortement. On peut noter à ce propos une autre association proche du GdNF, Aktion Lebensschutz (action pour la protection de la vie). Le GdNF est également lié à un groupe antisémite (AZA²⁵), un groupe anti-communiste (ANTIKO²⁶), et à un syndicat d'extrême droite, le FGB (Freie Gewerkschaftsbewegung, mouvement syndicaliste libre), qui est en fait une antenne du GdNF chargée de propager des idées racistes dans le monde du travail²⁷.

Depuis la mort de Kühnen, le GdNF est dirigé par plusieurs personnes, parmi lesquelles Gottfried Küssel d'Autriche, Christian Worch de Hambourg et Arnulf Priem de Wotans Volk (le peuple de Wotan).

En France...

Le NSDAP-AO avait développé depuis des années des contacts avec les Faisceaux nationalistes européens de Mark Fredrikson, faisceaux qui succédaient à la FANE, dissoute en 1980. Les FNE ayant une activité très réduite (la publication de leur

feuille d'infos mensuelle, et un repas en l'honneur de Hitler une fois par an), la coopération se bornait à l'échange d'informations. Michel Faci, en contact avec le NSDAP-AO depuis des années, a servi d'intermédiaire avec le PNFE de Claude Cornilleau qui entretenait déjà grâce à l'Euroring des contacts avec le British National Party et avec le FAP. Les contacts se sont officialisés très récemment avec le message de soutien au congrès du PNFE à Velleuxon (dans la Haute-Saône) en avril 1993 ; Lauck s'est rendu en Croatie pendant l'été et y a rencontré Faci. Par ailleurs, des militants du PNFE se font arrêter en banlieue parisienne avec des autocollants du NSDAP-AO et des armes. Dernièrement, une rumeur a couru sur la présence dans le nord de la France d'un représentant du NSDAP-AO à une réunion de skins. Or, on comprend la nouvelle stratégie du PNFE²⁸ uniquement dans ce contexte d'accroissement des contacts avec le NSDAP-AO. Lors du dernier congrès du PNFE, ses dirigeants ont appelé leurs militants à s'implanter, à s'armer légalement et à former des communautés rurales. En effet, ce genre de stratégie a déjà été développé aux États-Unis par le groupe The Order²⁹, groupe néo-nazi terroriste implanté à la campagne. Sombres perspectives...

1 Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), 9 janvier 1974, éditorial de Joachim C. Fest.
 2 Le souvenir engagé, Joachim C. Fest.
 3 Eckhard Fuhr, commentateur de la FAZ.
 4 F. K. Fromme, commentateur de la FAZ.
 5 Sebastian Haifner.
 6 Helmut Kohl à Passau en 1988.
 7 Interview de Klaus Hurrelman, spécialiste de

l'éducation dans le Spiegel.

8 Sondages publiés par l'Infas, peu après les événements de Rostock.

9 Le livre de Michael Schmidt *Néo-nazis, la terrible enquête* fait état d'une conversation avec Michael Kühnen, le leader du NSDAP-AO (pp. 268-269) : «Toujours dire : "J'étais soûl... Je m'ennuyais. J'ai été provoqué". Comme ça, tu ne prends que la moitié !».

10 Le récit des débuts dans la vie de Gary Lauck est tiré de *Néo-nazis, La terrible enquête* par Michael Schmidt.

11 Comme *The Radical Right, a World Directory*, Cioran O'Maolain, Keesing's Reference Publications, Longman, Grande-Bretagne, 1987.

12 Voir *Dossier Néo-nazisme*, Patrick Chairoff, éditions Ramsay, 1977.

13 Michael Schmidt op.cit.

14 Jensen Erik «International Nazi Cooperation. A Terrorist-Oriented Network», in *Racist Violence in Europe*, Macmillan, 1993, p.85 et suivantes.

15 Il s'agit de la Sturmabteilung, section d'assaut existant sous Hitler et dont Kühnen retrace longuement l'histoire dans son livre.

16 Il s'agit des divisions territoriales effectuées par le GdNF pour s'organiser nationalement (et extra-nationalement) sur le modèle du NSDAP de Hitler. Les Bereiche étaient ensuite divisés en Gaue avec chacun un Gauleiter à sa tête.

17 Brenda Williams «Death List Suspects Released; Nazi Arms Cache near Vienna» in *Germany Alert*, vol III n°25, 13 décembre 1993.

18 Michael Schmidt op.cit. Toute l'interview n'est pas dans le film, on trouve certains passages de l'interview dans le film français *La Peste brune*, mais pas dans le livre, et à d'autres moments, on trouve des passages de l'interview dans le livre mais pas dans le film.

19 Citation extraite du film *La Peste brune*, mais absente du livre.

20 idem.

21 Gesinnungsgemeinschaft der Neuen Front, c'est-à-dire communauté d'opinions du nouveau front.

22 Arbeitsgemeinschaft Nationaler Sozialisten/Nationaler Aktivisten, c'est-à-dire communauté de travail de nationaux-socialistes et d'activistes nationaux. Cette organisation fut interdite en 1983.

23 *Die neue Front* janvier 1990

24 Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei (parti ouvrier de la liberté), Nationaldemokratische Partei Deutschlands (parti national-démocratique allemand) et Nationalistische Front (Front national).

25 Antizionistische Aktion, c'est-à-dire action anti-sioniste.

26 Antikommunistische Aktion, c'est-à-dire action anticommuniste. Ce groupe s'occupe plus particulièrement de recruter des activistes dans le milieu skinhead hooligan.

27 Depuis 1988, ils appellent à faire à nouveau du premier mai «le jour du travail allemand». Selon eux, les travailleurs ne doivent pas s'élever contre les mesures de licenciements prises par les entreprises, mais contre les travailleurs immigrés et doivent se réunir dans un mouvement soumis à l'État.

28 Voir «PNFE le retour» in *REFLEXEs* n°40, octobre 1993.

29 Voir Kevin Flynn and Gary Gerhardt, *The Silent Brotherhood*, Signet, New York, 1990.

BABYLONE

SUR SEINE

PAR GIL

Le vieux train métallisé entre en gare dans un bruit assourdissant de ferraille. Vautré sur son banc, Karim entreouvre à peine les paupières pour voir défilier les wagons dégingnés couverts de tags et de graffitis multicolores. Il reconnaît au passage ceux de Djamel et son gang de Mantes-la-Jolie. Il sourit. Dans un chuintement obscène, le convoi s'immobilise, vomissant de ses flancs un flot de banlieusards salariés, semblable à une boîte de conserve crevée perdant son contenu. Karim s'ébroue, jette la clope qu'il vient de taper à un lycéen look SOS-Racisme et grimpe sur le banc de pierre pour tenter d'apercevoir Sid.

Sid, c'est son pote. Il entretient avec soin sa vague ressemblance avec l'autre Sid, le Vicious des Sex Pistols. Perfecto noir, cadenas autour du cou, coupe pétard... tout y est ! L'un des derniers punks de la ville ! Un monument !

- « Quand tu mourras, on t'empaillera et on te collera au musée » lui promet Karim en se tapant sur les cuisses à chaque fois qu'ils se retrouvent. Dans le quartier, plus personne ne se souvient de son vrai nom, à Sid. Même les vieux du square Lénine l'appellent comme ça. Ça fait un bail qu'il zone dans le secteur, trimballant sa tronche de piaf déjanté et ses grosses godasses de la gare au centre commercial ou dans le foyer de la MJC.

Au début, les autres de la cité Gagarine (la cité Mazarine, comme on l'a baptisée ici) reprochaient plus ou moins à Karim de traîner avec le keupon, se demandant ce qu'il pouvait trouver d'intéressant chez cet épouvantail. Puis, il n'y prêtèrent même plus attention, jugeant sans doute qu'il collait bien, avec le reste du décor.

- « Ah, le v'là enfin, cet enfoiré ! » se dit Karim en repérant au bout du quai la silhouette dégingandée de son copain, coincé entre une mémère en fourrure 100% acrylique et un Portugais qui ressemble comme deux gouttes d'eau à Charles Bronson, sauf qu'à la place du lingue, le type porte une gamelle de chantier, le détail qui casse tout...

Karim saute de son perchoir en ciment, bousculant dans son élan un employé de banque qui marmonne entre ses dents que quand Le Pen arrivera au pouvoir, etc. et cavale à la rencontre de Sid.

- « Putain ! ça fait une plombe que je poireaute ! Qu'est-ce que t'as branlé ? »

- « J'ai dû sauter du train à Bois-Colombes, y'avait les contrôleurs avec les CRS... Remarque, je les ai bien niqués, ces gros cons ! »

Les deux arsouilles regagnent le banc en se marrant comme des bossus.

- « T'as l'air bien allumé, toi ! T'as méfu, hein ? » remarque S

- « Ouais, c't'aprême, j'suis passé chez Tonio et on s'est bien éclaté. Sa copine avait du shit du first qualité, mon pote... » répond Karim en se bidonnant. « T'as des feuilles et ton tabac ? J'ai de quoi nous en rouler un petit vite fait ! C'est du bon, pas d'la daube comme la semaine dernière ! »

Sid fouille les poches trouées de son cuir crasseux.

- « Galère, mec ! J'ai dû paumer mon paquet de tabac en sautant du train tout à l'heure, sûr ! Et j'ai pas une thûne. »

- « Laisse tomber, j'ai dix balles, viens, on va en acheter en face... »

Les lascars traversent la place de la Gare envahie d'honnêtes travailleurs qui se les gèlent en attendant un hypothétique bus qui les ramènera dans leurs clapiers à loyers modérés vu que c'est jour de grève rapport à l'agression d'un chauffeur la veille. Banlieues blues...

Ils arrivent de l'autre côté de la place et poussent la porte du bar-tabac, se frayant un chemin au milieu des prolos qui tuent leur ennui à coups de pastis et de demi-pressions avant de rejoindre leurs téléés, leurs bonnes femmes et leurs marmailles.

- « No future ! » ricane Sid en les montrant du menton à son pote.

- « Un paquet de Samson et un rizla +, M'dame... »

- « Ça nous fera treize francs cinquante centimes. »

- « Merde ! J'ai que dix balles ! », souffle Karim à l'oreille du jeune punk hilare. « T'as vraiment plus une thûne ? »

- « Rien, keude, nibe, nada ! »

La balceine échouée derrière son comptoir s'impatiente :

- « Alors ? C'est pour aujourd'hui ou pour demain ? J'ai pas qu'ça à foutre, moi ! » râle-t-elle.

- « Prêt pour un plan baskets, man ? » chuchote Karim.

Il arrache le tabac et le précieux paquet de feuilles à rouler des mains graisseuses de la bonne femme et pique un cent mètres, suivi de Sid écroulé de rire. Cavalcade, slalom entre les voitures dans un concert de klaxons et de jurons...

Un quart d'heure plus tard, Karim et Sid se retrouvent sur leur banc, bien planqués par un cabanon jaune des travaux publics.

- « Comment qu'on l'a baisée, la vioque, elle a rien vu venir ! » expose Sid entre deux hoquets.

La gare se vide peu à peu. La nuit tombe. À part un groupe d'Africains qui discutent avec de grands gestes, le quai reste désert.

- « Vas-y, roule, mon pote, y'a personne pour mater... »

Karim sort son zippo et chauffe la minuscule boulette brune qu'il a déballé de son papier d'aluminium.

- « Sens-moi ça, mon frère ! C'est con, on a pas de musique, mon frangin a récupéré son Walkman et les cassettes de Bob Marley... Ça aurait été encore meilleur avec un peu de reggae... »

Sid étend ses longues jambes et se décroche consciencieusement le nez.

- « Putain, hier soir, j'ai été voir les Dirty District. Ça t'aurait plu, c'est vachement reggae, par moment. En plus, c'est un pote qui m'a fait rentrer gratos ! Le méga-concert, j'te dis pas ! Y'a juste eu embrouille avec deux skins, mais ils se sont faits lasser par le S.O. !... »

Karim sourit. Son pote lui raconte toujours la même histoire à chaque concert, c'est-à-dire deux ou trois fois par semaine... Une fois, Karim l'a accompagné dans une salle enfumée pour voir un de ces groupes dont Sid lui rabat les oreilles, mais ça n'est vraiment pas son truc. C'est pas d'la musique, ça ! Et puis il trouve les gens si tristes dans ces concerts... C'est pas l'ambiance fête, quoi ! Lui, il écoute, quand il en a l'occasion, du reggae ou de la soul. James



Brown, ça c'est de la vraie musique !
 Et Bob Marley, évidemment... Le prophète rasta a toujours été là quand il n'allait pas bien dans sa tête. Il connaît toutes ses chansons par cœur, sans toujours comprendre, parce que l'anglais et Karim, ça fait deux... mais il s'en fout ! Il ressent plein de choses et ça lui suffit...
 Le pétard peut être allumé. Karim tire une longue bouffée. Le shit lui grimpe au cerveau immédiatement. Ça doit être le dixième joint qu'il s'envoie aujourd'hui... le bonheur !
 Il le tend à Sid.
 - « Il est raide, fais gaffe, mais il dégage ! Tiens tu sais, la petite meuf du Mac Do de la rue Aragon, ben j'ai rencardé avec elle demain soir... »
 - « La p'tite brune ? Tu t'emmerdes pas ! Elle est canon ! »
 - « Sans dec', ça accroche bien avec elle, j'ai le ticket choc ! Elle flippait un peu au début de sortir avec un rebeu, enfin je crois, alors j'ai assuré dans le baratin... »
 - « Tu lui as fait gober que t'étais Suédois ou que ton père était un viking ? »
 - « Arrête tes conneries ! Non, elle me botte bien et en plus, elle est super cool, elle aime pas les fafs, tout ça... »
 - « Ah ouais ! Tu va te faire Arlette Laguiller, c'est ça, hein ? »
 - « Va mourir, sale punk ! En tout cas, j'ai plus de classe que toi, parce qu'avec ta dégaine, t'es pas prêt de lever quelque chose, ou alors faut draguer dans les poubelles ! »
 - « Ouah ! Mais c'est qu'il se vexe, le bougnoule ! Tiens, mec, tire une taffe... »
 Sid repasse le joint à Karim. À ce moment, des glapissements retentissent dans le hall de la gare.
 - « C'est les deux jeunes là-bas ! le crouille et l'ébouriffé ! C'est eux ! Voleurs ! Voyous ! »
 Karim se penche. Il a la tête qui tourne et plein de putains de couleurs qui dansent devant ses yeux.
 La grosse du tabac gesticule sur le quai, tout là-bas, si loin, entourée de types pas nets... il rigole.
 - « La salope, elle a rameuté les keufs ! Faut s'arracher, mec ! » gueule Sid en sautant du banc.
 Karim regarde son pote et se marre de plus belle.
 - « J'suis cassé, j'peux pas bouger ! » s'esclaffe-t-il.
 Sid le cramponne par le bras et l'entraîne vers la voie.
 - « Magne-toi, bordel, on va se faire gauler ! »

Les flics arrivent en courant. Karim s'en balance. Il s'amuse bien ! Ce Sid, quel parano !
 Ils atterrissent tous les deux sur la voie. En face, ils seront sauvés. Ils connaissent parfaitement le dédale de wagons vides, de piles de palettes pourries, de containers. Une fois là-dedans, les lardus pourront toujours les chercher !
 Karim se retourne. Comme au cinéma, il voit un gros flic rougeaud sortir son arme.
 - « Hé Sid, mate comment il se la joue, le cowboy ! » lance-t-il à son ami en trébuchant sur le ballast.
 Il entend Sid hurler :
 - « Ils vont nous tirer dessus, ces enculés ! »
 Une détonation. Karim croit d'abord qu'un train fantôme vient de le percuter. Il ne distingue plus rien qu'une lumière aveuglante qui semble vouloir l'engloutir...
 - « Putain que c'est beau ! le soleil... »
 Puis c'est le néant, comme lorsqu'il éteint sa petite lampe de chevet, le soir, à côté de son pieu.

Le SAMU éclaire les murs sales de la gare d'un bleu violent. La foule des curieux, des mouches attirées par le sang, entoure le corps de Karim qu'un flic vient de cacher aux regards des vampires à l'aide d'une couverture de la SNCF.
 - « J'ai vraiment cru qu'il allait sortir un flingue ou un truc comme ça ! Il me regardait en rigolant ! C'est vrai quoi, j'ai eu peur ! » bégaye le gros policier.
 Sur leur banc de pierre, Sid fixe la sale tache rouge qui s'élargit doucement sur la couverture, indifférent aux questions des flics et à l'agitation autour de lui.
 Machinalement, il farfouille dans ses poches... Il en extrait un vieux paquet de tabac chiffonné et quelques feuilles à rouler qui avaient glissé dans la doublure de son blouson râpé...
 - « Tiens, je ne l'avais pas paumé, alors... » pense-t-il. « C'est con, un truc comme ça... » et il éclate en sanglots.
 Une voiture passe lentement sur le boulevard. Elle ralentit et un black jette un œil distrait sur l'attroupement dans la gare. Il repart, laissant derrière lui quelques notes de musique, échappées de son autoradio.
 - « I shot the sheriff... » chante Bob Marley.

Gil



REFLEX

europée

Supplément à REFLEXes n° 1

Les orphelins DU SANG ET DE L'HONNEUR

Cette année, le groupe Blood and Honour' a accru d'une manière très importante ses activités en Europe et aux États-Unis, alors qu'il avait des problèmes graves en Angleterre, dont le dernier est la mort de son «führer» Ian Stuart dans un accident de voiture.

Au niveau international, 1993 a été une bonne année pour Blood and Honour, avec quelques succès retentissants. Depuis cet été, deux éditions étrangères du magazine ont été publiées et distribuées. Premièrement, une édition américaine intitulée *Blood and Honour USA* a été distribuée à partir d'une boîte postale de Californie, avec l'aide du White Aryan Resistance Movement de Tom Metzger, qui a son siège dans cet état. Ensuite, *Blut und Ehre*, la version allemande, a été distribuée depuis l'adresse londonienne. Blood and Honour avait déjà testé un supplément en allemand inséré dans la version anglaise, qui fut si populaire qu'ils décidèrent de publier une version allemande pour leurs fans. Toujours en Allemagne, un nouveau label appelé Skull records a vu le jour afin de combler la très forte demande en rock nazi. Ce n'est que l'un des nombreux labels qui viennent de se lancer cette année à travers l'Europe. Blood and Honour a passé beaucoup de temps à construire des liens avec le Veneto Fronte en Italie, White Aryan Resistance aux

États-Unis, Accion radical en Espagne, l'AWB en République sud-africaine, le réseau Storm en Suède et les Jeunesses nationalistes-révolutionnaires de Serge Ayoub en France, sans compter les nombreux liens avec des groupes allemands comme la Deutsche Alternative. Les groupes britanniques de Blood and Honour ont très souvent joué en Allemagne et en Europe de l'Est cette année, mais ils n'ont toujours pas pu organiser de concert en France. Des rumeurs à propos de deux concerts ont circulé cette année dans le milieu skin français.

Les problèmes de Blood and Honour sont principalement venus de l'intérieur du groupe. D'abord, ils ont été obligés de séparer les boîtes postales de Blood and Honour et de Skrewdriver Services, en dépit du fait que c'est exactement la même chose. Cela vient de l'enquête menée par la police sur Skrewdriver. La séparation des boîtes postales permettait de s'assurer que si l'une était fermée par les autorités, l'autre pourrait continuer son travail. En février 1992 a commencé le procès contre

Skrewdriver Services. Les frères Roy et Kevin Johnson devaient répondre à neuf accusations pour distribution de propagande raciste par courrier. Ils ont plaidé coupable à cinq des accusations et ils ont été condamnés à payer 15 000 frs d'amende chacun, en plus des frais de justice. Chacun des frères a pris également six mois de prison ; ils n'ont pas encore été relâchés. Roy avait déjà été condamné pour avoir attaqué une famille antillaise dans une station service en 1986.

À la même époque, Ian Stuart est poursuivi pour violence et trouble à l'ordre public avec sa petite amie Diane Calladine, qui est liée à la League of St George, une des organisations neo-nazies les plus importantes au niveau international. La perte des frères Johnson (dont les vacances ont été payées par Sa Majesté) a causé de sérieux problèmes à Blood and Honour, car Roy et Kevin étaient chargés de la vente par correspondance, qui est une grande partie des activités de Blood and Honour. Ils ont été remplacés à ce poste par Neil Parrish, qui avait été auparavant

édito

L'actualité internationale de l'extrême droite a été fournie ce mois-ci. En Italie et en Russie, elle a fait des scores électoraux que nul ne pouvait prévoir. Atteindre 30 et 40% dans des élections semblait être un rêve impossible pour ses leaders. Aujourd'hui c'est possible, et l'extrême droite va jouer dans ces deux pays un rôle qu'on ne lui connaissait pas jusqu'ici : celui de la recomposition politique du camp conservateur. Car en Italie comme en Russie, la droite classique a totalement disparu et l'électorat conservateur ne peut que se retrouver dans des partis d'extrême droite rénovés, populistes, capables de surfer sur la vague de mécontentement et d'offrir des alternatives à la misère ambiante.

L'autre événement du mois a été la campagne de terreur qui a eu lieu en Autriche pendant le mois de décembre. L'envoi par des néo-nazis autrichiens de lettres piégées à des personnalités réputées pour leur combat contre le racisme a mis en émoi la population autrichienne. Il semble que cette campagne de bombes ait été extrêmement bien planifiée, les moyens logistiques étant supérieurs à ceux de la RAF. L'arrestation des auteurs présumés ne nous rassure en aucun cas : il s'agit de militants néo-nazis ayant des connexions internationales en Allemagne et en Europe. De là à ce que cette campagne n'ait été qu'un galop d'essai pour de plus ambitieuses et meurtrières opérations...

Sur ce, bonne année quand même !

partie prenante dans l'organisation des concerts en Angleterre (un travail très difficile) et dans la publication du magazine. Parrish avait la confiance de Stuart, mais apparemment à tort. Le dernier numéro de *Blood and Honour* (été 1993), accuse Parrish d'avoir volé une grosse somme d'argent pour son compte personnel. Il était chargé de la trésorerie, et le compte en banque était à son nom. Parrish a été viré par un Stuart en colère qui a fermé dans le même temps Skrewdriver Services et a eu le projet d'ouvrir un nouveau service de vente par correspondance avec une nouvelle boîte

† Ian Stuart †

GONE BUT NOT FORGIVEN

BON DÉBARRAS !



Ian Stuart, 35 ans, chanteur du groupe Skrewdriver et fondateur de Blood and Honour, s'est tué dans un accident de voiture dans la nuit du 24 septembre 1993. Il y avait quatre autres personnes dans la voiture avec Stuart, alors qu'ils retournaient vers Derby. Un des autres, Steven Flint, est mort aussi. C'était le batteur de Skrewdriver. Les trois

autres passagers n'ont été que blessés, dont David Roy Mee (surnommé Cat) qui était un des plus anciens membres de l'équipe de service d'ordre de Skrewdriver. La première organisation fasciste à rendre compte de la mort de Stuart était le journal de White Aryan Resistance aux États-Unis. Tom Metzger a décrit Stuart comme le «grand-père du rock

raciste». Stuart vivait depuis quelques temps à Derby, après que les antifascistes l'ont forcé à quitter Londres. Blood and Honour était dans la quasi impossibilité d'organiser des concerts à Londres depuis 1989. Cependant, et c'est moins connu, Stuart avait quitté Londres autant à cause des antifascistes, que des menaces de mort de certains nazis. Stuart, dont le nom complet était Ian Stuart Donaldson, a monté son premier groupe Tumbling Dice avec des copains de lycée en 1975. Deux ans plus tard, ils en changeaient le nom pour Skrewdriver. À cette époque, Stuart était un dirigeant de la section jeune du National Front du nord de l'Angleterre. À la fin des années 1970, le National Front et Stuart installèrent Rock Against Communism, leur version du très populaire Rock Against Racism. Skrewdriver était l'un des principaux groupes du RAC, qui devint bientôt le White Noise Club. White Noise organisa des concerts fascistes à travers toute l'Angleterre pour les skinheads néo-nazis.

En 1987, Stuart quittait le National Front en scission permanente pour des raisons financières et politiques. Stuart déclara que le NF avait volé des centaines de livres à White Noise. Il forma ensuite Blood and Honour, dont le nom vient des vieux albums de Skrewdriver, avec des amis des groupes White Noise. Au début, Blood and Honour n'était qu'un magazine pour le mouvement proche de White Noise, puis Stuart mit en place son service de vente par correspondance vendant CD, K7, T-shirts, affiches SS, autocollants et propagande nazie. On estime que Blood and Honour rassemblait des milliers de livres chaque année pour le mouvement fasciste international. Mais en dépit de ses succès dans le mouvement skinheads, il était totalement inconnu en Angleterre, en particulier à cause du boycott officieux dans la presse, qui refusait toute

publicité au rock nazi. Mais dans le reste de l'Europe, et aux États-Unis, Stuart était une star. Il avait de nombreux supporters en Allemagne et aux États-Unis dans la scène néo-nazie. Mis à part Blood and Honour, Stuart était un membre actif du Ku Klux Klan britannique. Juste avant sa mort, il avait enregistré un album rockabilly sous le nom de Klansmen. Il avait aussi enregistré des morceaux heavy métal sous le nom de White Diamond. Ses changements de style musicaux visaient à amener au néo-nazisme d'autres pans de la jeunesse. Stuart avait un contrat lucratif avec le label allemand Rock-O-Rama, qui le payait autour de 400£ par mois. Stuart avait une longue liste de condamnations, la plupart du temps pour des attaques contre des Noirs et des gays dans la rue. Il a passé quelques temps en prison aussi. Mais il était terrifié à l'idée d'y retourner - il attendait de passer en procès pour violence au moment de sa mort. Il avait changé les paroles de ses chansons pour éviter des poursuites.

Depuis sa mort, Stuart a été érigé en martyr par les supporters de Blood and Honour. Quelques-uns de ses supporters, comme Charlie Sargent de C18, croient que Stuart a été tué par ZOG*. Sargent a écrit récemment que par deux fois la voiture de Stuart avait été sabotée en 1993. Stuart lui-même croyait qu'il serait assassiné par ZOG ; dans une interview récente, alors qu'on lui demandait ce qu'il ferait dans cinq ou dix ans, il avait répondu qu'il serait «probablement en prison ou mort». Pour ceux qui ont travaillé dur pour empêcher que le rock de la haine diffusé par Stuart gagne de l'influence, sa prophétie ne paraissait pas totalement infondée. Qu'il ait été assassiné par ZOG ou pas, la nouvelle de sa mort fut reçue comme un immense soulagement. Un souci en moins. ■

* Zionist Occupation Government.

LES ORPHELINS DE SANG ET DE L'HONNEUR (SUITE)

postale. Ce n'était pas le bon moment pour Parrish. Quelques semaines auparavant, lui et son frère Paul ont été accusés d'agression contre le personnel d'un restaurant indien. Paul Parrish a été envoyé en prison pour 27 mois, mais Neil est ressorti libre. Après la disgrâce de Parrish, c'est un de ses amis, Charlie Sargent, chef du groupe terroriste néo-nazi C18², qui a repris en main l'organisation. La nouvelle carrière de Sargent s'est arrêtée net avec le fiasco de l'European Aryan Festival, qu'il avait organisé. Ce concert devait se tenir dans une ferme des Midlands. Des tracts annonçant cet «événement international», dont un concert de Skrewdriver, avaient été distribués ; des skinheads de toute l'Europe étaient attendus. Searchlight avait été averti en avance de ce festival, avait obtenu une décision de justice pour interdire le rassemblement et avait refilé l'information à la police locale qui préparait un dispositif d'envergure. Le jour du concert, la police descendit dans la ferme et trouva plus de 10 000 canettes de bière, une scène et une sono. Plus de deux cents skins ont été arrêtés sur le chemin, dont un car d'une cinquantaine de skins français liés à Serge Ayoub. Des Allemands, des Suédois et des Hollandais ont aussi été arrêtés. La perte financière a été estimée à près de 200 000 francs.

Mais le plus sérieux problème de Blood and Honour est la mort de Ian Stuart dans un accident de voiture à la fin septembre

1993. Il est encore trop tôt pour estimer les conséquences à long terme de la mort de son «führer», mais celles-ci seront importantes. Bien qu'il ne fût plus impliqué dans le travail quotidien de Blood and Honour à cause de son rôle dans Skrewdriver, il restait important dans le travail de tous les jours et dans l'image du groupe. C'était son enfant. Il est clair qu'au moins en Grande-Bretagne, Blood and Honour mettra longtemps à se refaire une santé, s'il s'en remet un jour. Le leadership symbolique de Stuart était si fort qu'il est difficile d'envisager son remplacement : et on peut imaginer une longue lutte pour lui succéder. Au niveau international, les choses sont moins claires ; Blood and Honour est beaucoup mieux organisé qu'en Angleterre, et l'avenir du réseau sans Stuart est plus difficile à prédire. Une chose est certaine : avec ou sans Stuart, la scène skinhead nazie continuera à exister. Des concerts continueront à être organisés en Allemagne ou ailleurs, des groupes continueront à enregistrer sur leurs cinq labels comme Rock-O-Rama, et la violence et la haine qui accompagnent les partisans de Blood and Honour continueront à se propager. ■

1 Pour connaître l'histoire de Blood and Honour voir «Blood and Honour bat la cadence du White Noise», REFLEXes n°37

2 Voir REFLEXes n°39.

Brême, laboratoire de l'extrême droite allemande

De 1985 à 1987, les Republikaner ont été représentés par trois députés au Landtag de Brême. Tous trois venaient de la CDU (union chrétienne démocrate). Ainsi, avant même le succès électoral de la DVU-Liste-D' deux ans plus tard, l'extrême droite parlementaire fut représentée à un Landtag. C'était la première fois depuis les succès du NPD (parti national-démocrate) datant de la fin des années 1960. Mais malgré ces conditions de départ favorables, les Republikaner ont dû s'incliner face à la DVU-Liste-D de Gerhard Frey. Cela surprend d'autant plus que la DVU-Liste-D ne semble pas capable de disputer le rôle hégémonique des Republikaner au sein du mouvement d'extrême droite.

La période des Republikaner (1985-1987)

Il y a d'abord eu la rencontre de la crise locale de la CDU et de la crise nationale des Republikaner. Le passage de trois députés de la CDU aux Republikaner a été l'aboutissement d'une crise interne de la CDU locale. Elle était cantonnée à Brême, depuis la fin de la guerre, à un rôle d'opposition face à un SPD surpuissant. De plus, elle était muselée de l'intérieur par un chef de parti, Bernd Neumann, qui ne permettait aucun débat interne entre les ailes libérale et ultra-conservatrice. En 1985, l'aile ultra-conservatrice, représentée par Thorolf Oeing (porteur de l'environnement) et Rudolf Polley (chef du parti à Bremerhaven) claqua la porte. Elle rejoignit les Republikaner à un moment où ceux-ci entamaient seulement leur mutation d'un parti à dominante ultra-conservatrice issu de la CSU (union chrétienne sociale), en un mouvement clairement d'extrême droite.

L'enjeu politique à Brême était pour la direction des Republikaner d'une telle importance que Schönhuber, Voigt et Handlos,

qui s'étrépaient pour avoir le contrôle du parti, ont organisé un meeting commun dans cette ville pour soutenir leurs nouvelles recrues. Le changement du rapport de force au sein de la direction nationale des Republikaner a eu avec le temps des conséquences importantes sur le comportement et le développement de ce parti à Brême.

La crise de la CDU fut de courte durée. Neumann verrouilla l'appareil et empêcha l'éclatement du parti, mais plus d'une centaine de ses membres le quittèrent. Cependant, les nouveaux Republikaner n'ont pas pu intégrer durablement ces transfuges. C'est d'autant plus étonnant qu'au congrès fondateur des Republikaner, le 27 novembre 1983, les Brêmeois étaient déjà fortement représentés. Handlos, dirigeant du parti de 1983 à 1985, comptait en 1985 sur 150 membres fondateurs et beaucoup plus par la suite. Il en sera autrement. En 1985, il y avait 74 membres à Brême et 104 à Bremerhaven. En 1987, ils n'étaient plus que 70 adhérents sur tout le land (dont 20 seulement à Brême même).

Cet effondrement a deux raisons principales. D'une part, la CDU de Brême arrivait assez efficacement à discréditer les nouveaux Republikaner. Pour elle, leur passage à ce nouveau parti était uniquement lié à une soif de pouvoir non satisfaite et à des querelles personnelles, dénuées de toute signification politique. Le fait que les nouveaux Republikaner n'arrêtent pas d'étaler sur la place publique le vieux linge sale qu'ils avaient ramené de leur ancien parti et qui n'intéressait plus personne, confortait apparemment cette explication de la CDU. Leur crédibilité était atteinte avant même qu'ils aient pu développer leur activité politique. D'autre part, la mutation des Republikaner d'un parti à dominante ultra-conservatrice en un parti d'extrême droite a déconcerté ceux de Brême et ralenti, voire

stoppé le développement de leur activité dans cette ville. Une certaine méfiance envers la nouvelle direction nationale a conduit non pas à une rupture totale exprimée, mais à une sorte de «séparatisme brêmeois» qui a gelé toute extension de l'activité de ce parti à Brême. On en était arrivé à une situation paradoxale. Schönhuber soutenait ostensiblement les Republikaner de Brême, car ils avaient été une pièce maîtresse du transfert sud-nord de son parti, et ce, même s'ils faisaient partie du courant ultra-conservateur qu'il venait d'écarter des principaux postes de pouvoir. Les Republikaner de Brême restèrent parce qu'une marche arrière leur semblait impossible, à moins de se ridiculiser complètement.

L'inefficacité des Republikaner a préparé le terrain à la DVU-Liste-D

L'étude de l'institut Sinus relevait déjà en 1980 un important potentiel d'opinions d'extrême droite, qui avaient comme plus grand dénominateur commun le racisme et la xénophobie. Ce potentiel votait à 99% pour les partis traditionnels. D'autre part, la droite vomissait révisionnisme et banalisation du passé nazi. Elle rendait par là possible la «libération électorale» des gens qui votaient pour elle, mais qui néanmoins n'avaient jamais cessé d'avoir des opinions d'extrême droite.

Les Republikaner de Brême, en contradiction avec la nouvelle orientation de leur parti, ne mettaient pas le racisme mais les thèmes sécuritaires et écologiques au premier plan de leur activité militante. Ils continuaient à s'affirmer en tant que CSU du nord et s'approprièrent le titre de «petit-fils du DP».

Cette orientation des Republikaner de Brême, qui laissait transparaître leur méfiance envers leur direction, ne permettait pas d'envoyer au poten-

tiel d'extrême droite en cours de «libération électorale» des signaux clairs et précis. Autre faiblesse : la percée médiatique de Schönhuber n'était pas encore accomplie. Sans un «führer» connu à Brême, les Republikaner étaient encore plus affaiblis pour affronter les élections locales de 1987. La DVU-Liste-D s'est engouffrée dans cette brèche et a mis les Republikaner définitivement hors jeu à Brême.

L'extrême droite de Brême de 1987 à nos jours

L'élection de 1987 était un enjeu de taille pour ces deux partis d'extrême droite électorale. Chacun a mis tous ses moyens en œuvre pour arriver à une victoire. Mais le combat était trop inégal. Les Republikaner avaient une image confuse. Alors qu'ils étaient devenus au plan national un parti d'extrême droite, ses membres à Brême renâclaient à mettre le racisme au premier plan de leur bataille électorale. La DVU-Liste-D, par contre, alla droit au but et dépensa deux millions de mark en propagande électorale à caractère raciste, c'est-à-dire plus d'argent que n'en avaient dépensé la CDU et le SPD réunis.

Non contente de dépenser d'énormes sommes d'argent, la DVU-Liste-D a aussi fait parler d'elle. Ce parti a envoyé à chaque ménage une lettre de propagande. 341 000 lettres furent ainsi envoyées par la poste qui en retira un bénéfice substantiel de 40 000 marks. Le syndicat des postiers appela à ne pas diffuser ces lettres, mais la direction en décida autrement. L'affaire devint publique et tout le monde se mit à parler des lettres de Frey, avant même qu'elles n'aient pu être distribuées.

Pour la diffusion de sa propagande, la DVU-Liste-D a acheté des pages de publicité dans les journaux locaux, et en particulier dans la *Weser Report* proche de la CDU. Le SPD (dont une partie des militants s'était associée à une pétition pour l'interdiction de la DVU-Liste-D et du FAP, avec les communistes et les verts) vociféra contre la CDU, jusqu'au jour où le journal *Umschau* de Bremerhaven (proche du SPD) se mit aussi à publier une page de publicité pour la DVU-Liste-D. Match nul : mais la CDU reprit l'avantage en

peu de temps. En effet, l'entreprise Weser-Union, qui lui était proche, se révéla être un des distributeurs du matériel de propagande de la DVU-Liste-D. Cependant, le SPD ne put même pas reprendre son souffle pour dénoncer à nouveau la CDU, car les Verts révélèrent que l'administration de Bremerhaven, à direction social-démocrate, vendait des listings de jeunes électeurs à la DVU-Liste-D.

Il va sans dire qu'après cette surenchère du ridicule, l'antifascisme proclamé par ces deux partis a été sérieusement discrédité aux yeux de la population. Frey a pu tirer bénéfice de l'attitude grotesque des deux grands partis et résultat : 5,4% des voix à Bremerhaven. Ce score lui a permis d'envoyer un député au Landtag : Hans Altermann. Quant aux Republikaner de Brême, ils ont quitté le parti peu de temps après les élections et ont disparu de la scène politique.

De 1987 à 1991, la DVU-Liste-D confirme son implantation dans le land de Brême et devient même en 1991 la troisième force politique de la ville de Bremerhaven. D'un seul député, elle passe à six. Elle constitue un groupe parlementaire et reçoit 45 000 marks par mois de subventions pour financer son activité locale. Mais de 1987 à 1991, son activité connaît des hauts et des bas. L'unification des deux États allemands a mis provisoirement l'extrême droite de Brême dans une situation difficile. Ce malaise a donné naissance à une nouvelle stratégie. Le vieux discours « ethnique », qui s'appuyait sur les éléments racistes de la constitution allemande, a été peu à peu remplacé par un racisme et une xénophobie beaucoup plus généraux.

Tous les thèmes de la DVU-Liste-D, y compris le racisme de ses campagnes électorales, étaient soumis à la logique de la réunification. Altermann revendiqua par exemple la « pureté raciale » et donc l'arrêt de l'immigration pour une réunification conforme à l'esprit de la loi fondamentale allemande⁷. Mais la chute du mur a tout remis en question : tout à coup, la « réunification » (problématique d'extrême droite) devient une thématique utilisée par pratiquement toutes les forces politiques. La DVU-Liste-D perd alors une partie de sa spécificité

par rapport aux autres partis. Sa problématique réunificatrice et son racisme sont mis entre parenthèses à cause de l'euphorie suscitée par l'unification des deux États allemands. Elle ne peut que constater amèrement que le « problème » de l'immigration n'est plus au centre des discussions politiques. Mais ce regret annonce déjà sa nouvelle stratégie. L'immigration et non plus la réunification devient le principal cheval de bataille de la DVU-Liste-D.

Mais très vite l'extrême droite allemande fait du « chauvinisme de bien-être » (Konrad Schacht) la logique principale de son action politique. Dorénavant, le contenu des campagnes électorales et des discours tenus dans les parlements fédéraux sont en parfaite harmonie. Ce discours pouvait compter sur la sympathie d'une partie non négligeable de la population brémoise. Déjà fin 1988, le journal

maintenant des voix de l'ancien électoral traditionnel du SPD. Malgré ces conditions de départ favorables, la DVU-Liste-D est aujourd'hui à Brême dans un état de décomposition avancée. La Deutsche Liga für Volk und Heimat, autre parti d'extrême droite, a su en profiter.

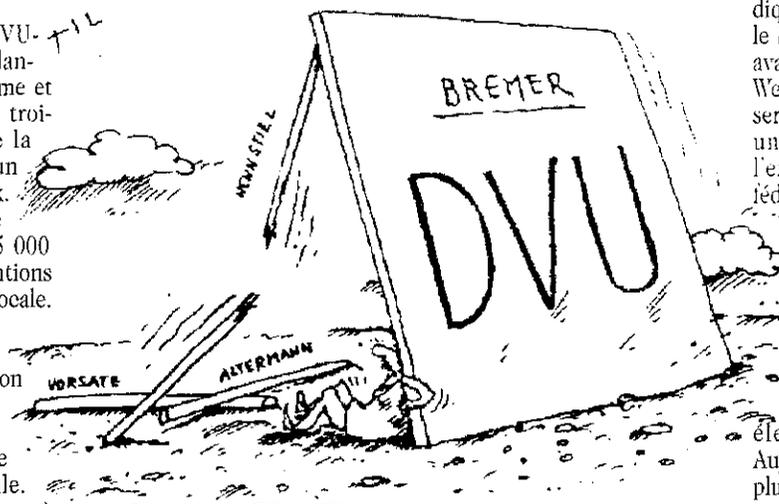
Voici tout d'abord les méthodes de travail de la DVU-Liste-D, sous le diktat munichois. À la fin des années 1960, les députés du NPD de Brême avaient une bonne connaissance des dossiers de la politique locale. La DVU-Liste-D, elle, n'envoya que de médiocres marionnettes au parlement. Leur activité se bornait en fait à répéter les mots d'ordre des journaux de Frey. Ils ne pouvaient même pas choisir lesquels, puisque Frey leur communiquait par fax les discours à lire devant l'assemblée. A leur tour, les journaux de Frey rendaient compte des « exploits » de

Le SPD est en effet depuis 1991 une cible régulière de la DVU-Liste-D. Dans presque tous les discours de ce parti, les députés sociaux-démocrates peuvent s'attendre à une citation presque raciste d'un de leurs camarades.

Non contente d'attiser les contradictions existant entre les membres du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, la DVU-Liste-D a tenté de s'en approprier le patrimoine historique. Dans sa propagande brémoise, Frey a essayé d'accréditer que Friedrich Ebert (important dirigeant de la social-démocratie allemande du début du siècle) et Friedrich Engels auraient voté pour son parti. Le SPD, furieux, a traîné la DVU-Liste-D devant les tribunaux. Le 20 août 1992, le tribunal hanséatique a décidé que ce parti pouvait continuer de battre campagne avec ces deux personnalités du mouvement ouvrier. Ce fut la deuxième victoire juridique de la DVU-Liste-D contre le SPD. Déjà en 1989, la justice avait rejeté la requête du maire Wedemeier (SPD) de ne pas laisser siéger Hans Altermann, alors unique représentant de l'extrême droite au parlement fédéral. Quelques jours avant les

élections de 1991, Altermann résuma parfaitement la stratégie du SPD et son inefficacité : « Les discours de Wedemeier sur l'immigration sont une mauvaise propagande électorale. Il essaye de tromper les électeurs d'extrême droite. Aujourd'hui, ils ne se laisseront plus avoir. Monsieur Wedemeier, ne vous faites pas faire une radio, sinon vos électeurs pourraient remarquer que vous n'avez plus de colonne vertébrale ! Comme la CDU, vous essayez de prendre le train de la DVU en marche. » Altermann avait vu juste. Après une campagne marquée par le racisme, le SPD a perdu 12% et est descendu à 38%. La DVU-Liste-D atteint 6,1%. Les Verts, quant à eux, changent de stratégie : ils n'exigent plus l'interdiction de la DVU-Liste-D, mais veulent qu'elle dispose de tous les moyens pour pouvoir faire un travail local. Un député vert, Martin Thomas, résuma cette stratégie de la façon suivante : « Nous-mêmes avons été marginalisés par les grands partis. Cela, nous voulons l'épargner aux extrémistes de droite. »

En 1991, les Verts dénonçaient le climat raciste entretenu par tous les partis y compris le SPD.



Bremer Nachrichten relevait que lors d'un « droit d'expression » par téléphone, 83,9% des 186 appels se déclarèrent contre le droit de vote des immigrés vivant depuis plus de 4 ans dans la ville. Ceux qui appelaient tenaient souvent des propos ouvertement racistes. Cette tendance s'aggravait au fil du temps. Selon un sondage du Spiegel de 1992, l'immigration est la première préoccupation de la population allemande.

La DVU-Liste-D, les autres partis et la dissidence

La DVU-Liste-D a pu doubler son score en 1991. Le scrutin de 1991 a également vu la remontée de la CDU et la chute vertigineuse du SPD. L'extrême droite, après avoir eu la droite comme sage-femme, se nourrissait

leurs députés. C'était un recyclage idéologique parfait.

Mais ces méthodes lui ont causé de sérieux ennuis avec la justice. En effet, tout l'argent qui était destiné au parti pour une activité locale allait en fait directement à Munich enrichir le Konzern de Frey. Le land arrêta de verser les 45 000 marks mensuels et la justice obligea le parti à ouvrir un bureau d'élu afin qu'il puisse faire un travail local. Mais sans le cordon ombilical de Munich, la DVU-Liste-D était paralysée. Cela explique aussi l'inactivité de ce parti dans toutes les instances qui s'occupent des problèmes concrets. Par contre, la DVU-Liste-D a su profiter d'éléments à la limite du nationalisme contenus dans les discours du SPD, comme elle a su tirer parti du climat de renouveau nationaliste créé par la CDU quelques années aupara-

Italie

Ça va, MSI !

Pour le MSI, malgré sa défaite en nombre de voix, c'en est une. Ne devient-il pas le premier parti de ces villes contre un regroupement de tendances uniquement formé contre le fascisme ? En outre, l'extrême droite a remporté des maires de moyenne importance comme Chieti, Caltanisseta et Benevento. Enfin, pour un parti qui ne sortait pas de ses éternels 5% au niveau national, l'avalanche de voix est de bon augure pour une percée politique à long terme. Le secrétaire général du MSI, Gianfranco Fini, se défend d'être un nostalgique ; devant les caméras et les journalistes, il

insiste sur le fait que son parti est bien devenu «post-fasciste».

Un flash back s'impose

À la fin de la guerre, en 1945, les fascistes sont en fuite, pourchassés par les partisans. Certains font un rapide retour sur la scène politique via le «mouvement de l'homme quelconque», poujadiste avant la lettre : anti-communiste, anti-fiscal, il prône le refus de l'épuration et critique durement l'apologie de la résistance. D'autres, plus activistes, plus violents, s'attaquent clandestinement aux anciens partisans ou sabotent les dépôts

«Avalanche progressiste», «La droite n'est pas passée», «La nouvelle Italie est née»... Au lendemain des élections du 5 décembre, la grande presse se rassure : la droite néo-fasciste ne l'a pas emporté. Les résultats définitifs donnent 53,1% à la coalition des gauches contre 46,9% au MSI pour Rome, 55,6% contre 44,4% à Naples où se présentait la petite-fille de Mussolini. Victoire ?

d'armes devant revenir aux alliés. Ceux-là, autour du jeune haut fonctionnaire mussolinien Giorgio Almirante, créent en 1946 le Movimento Sociale Italiano (MSI). Les temps s'y prêtent : inquiets de la mainmise communiste sur une région sensible dans le nouveau conflit Est-Ouest, les Américains remettent en place une grande partie de l'administration fasciste en Italie et modèrent fortement l'épuration.

Le MSI se spécialise donc tout d'abord dans les attaques de locaux et de manifestations communistes. Mais les suffrages ne suivent pas (2% des voix aux

législatives de 1948). La revendication ouverte du fascisme pur et dur semble avoir fait son temps. Au sein du parti commencent les luttes de tendances entre les durs d'Almirante et les pragmatiques de Augusto Marsanich, favorables à l'intégration dans l'OTAN aux côtés des alliés.

Ces derniers l'emportent. Non qu'ils soient moins mussoliniens, mais la répression reste tenace et exige d'autres formes de stratégies politiques, jouant avec le système et adoptant un discours à tonalité plus conservatrice. Effectivement, les élections de 1953 leur donnent raison : 5,8% des suffrages, 29 députés. Marsanich tente de jouer l'alliance avec la droite de la démocratie chrétienne. Certes, dans ses fiefs du sud où le clientélisme est la forme centrale de la vie politique, le MSI a une importance incontournable. Au niveau national, l'antifascisme est trop puissant pour que les mussoliniens puissent espérer un retour favorable à leurs beaux gestes : en 1955, le président de la République Giovanni Gronchi est élu grâce aux voix du MSI. Pas de réponse. En 1960 en revanche, le démocrate chrétien Tambroni appelle officiellement le MSI à soutenir son gouvernement. Ce sera sa perte : des émeutes antifascistes à Gênes provoquent 12 morts et des centaines de blessés. Les fascistes perdent tous leurs acquis et sont en proie à de graves scissions internes. Parmi les partants, Pino Rauti, compagnon d'Almirante. Ce dernier hésite aussi sur la voie à suivre, mais il reste. En 1969, il prend même le contrôle du MSI pour le garder jusqu'à sa mort.

Pendant la période de la stratégie de la tension, des attentats «bruns» et des tentatives de coup d'État, le MSI reste prudemment à l'écart et adopte la stratégie de la double voie : d'un côté, il se pose en parti de l'ordre contre la «subversion gauchiste» et de l'autre, il fomenté et soutient pendant un an les agitations agraires en Calabre : bilan, des dizaines de morts et de blessés. En 1972, il

BREME (SUITE)

Quand ils sont entrés dans la coalition avec le SPD et le FDP (parti libéral), ils ont commencé à passer sous silence que c'était avec des citations de personnalités social-démocrates que la DVU-Liste-D nourrissait son tir de barrage fasciste.

Mais les problèmes internes sont rapidement au rendez-vous. En 1988, Hans Altermann refuse de se laisser encadrer par le NPD, comme l'aurait souhaité Frey, mais préfère travailler avec ses compagnons de beuverie. Frey avait à l'époque trop besoin de son unique parlementaire pour être trop regardant. Après le succès de 1991, les vieux comptes se règlent. Altermann et un autre député d'extrême droite, Nennstiel, quittent en novembre 1991 le parti pour s'affilier à la Deutsche Liga für Volk und Heimat, la voiture balai de l'extrême droite. Une autre opposition vient du député Karl-Heinz Vorsatz qui, contrairement à tous les autres de la liste, avait une carrière politique. En 1963 déjà, il était sur la liste commune DP/DRP¹. Entre 1967 et 1971, il était député à Brême. À l'intérieur du NPD, il était un partisan du dialogue avec Frey. Il devint même le porte-parole de son parti au niveau national. Vor-

satz ne voulait pas se contenter de lire les discours envoyés par Frey, mais avoir une problématique adaptée aux enjeux locaux, comme le NPD entre 1967 et 1971. Le refus de Frey mit Vorsatz dans une situation difficile. S'il rejoignait comme Altermann la DL, il contribuait à la division du camp de l'extrême droite, alors qu'il avait toujours combattu cette division. Vorsatz devait prendre ce conflit très à cœur, car il est mort d'une attaque cardiaque le 19 septembre 1991. Cela lui évitait de prendre une décision difficile. La DVU-Liste-D a continué sa décomposition. La présidente du groupe (Blohm) n'habitait pas à Brême au moment des élections. Elle fut relevée de ses fonctions de députée. La DVU-Liste-D perdit son statut de groupe et tous les avantages matériels liés à celui-ci. Le parti de Frey se retrouve, comme au Landtag du Schleswig-Holstein, aspiré par la DL. Il est plus qu'improbable que la DL arrive à être plus qu'une voiture balai des déçus des Republikaner de Frey et du NPD. La recomposition de l'extrême droite à Brême pourrait être accélérée par les résultats des Republikaner en 1994, qui annonceraient leur retour.

La boucle serait ainsi bouclée.

1 La DVU-Liste-D (Deutsche Volkunion Liste Deutschland) représente l'alliance électorale entre le NPD et les organisations de Frey.

2 À l'époque, le NPD rata de peu son entrée au Bundestag.

3 Le succès de la DVU-Liste-D dans le Schleswig-Holstein en 1992 constitue cependant une autre exception.

4 Le Deutsche Partei était un parti allemand ultra-conservateur et intégré par la CDU dans les années 1960.

5 Il y a actuellement une discussion en Allemagne pour savoir si la poste est autorisée à distribuer la propagande d'extrême droite.

6 «Ethnique» semble être la meilleure traduction du mot allemand «völkisch», qui caractérise toute la problématique nazie et pré-nazie.

7 La loi fondamentale allemande définit l'appartenance à la communauté nationale par la loi du sang.

8 Discours tenu le 22 août 1991 devant le parlement fédéral.

9 Voir le Spiegel du 24 février 1992, page 63.

10 Deutsche Reichspartei (parti du reich allemand), parti d'extrême droite qui connut ses plus grands succès dans les années 1950 en Allemagne du nord.

s'allie avec les monarchistes et soutient les candidatures de leurs camarades poursuivis par la justice : Pino Rauti est élu à Rome. 1972 voit l'apogée du MSI : 8,7% des voix dans la péninsule, 30% des voix à Catane. La peur du rouge paye. Mais les outrances d'une fraction du MSI, celle de Rauti, l'enfant prodigue, inquiètent la démocratie chrétienne, même si l'Almirante se déclare lui aussi régimiste : c'est l'ère du «fascisme en complet-veston» ; rassurer, encore rassurer, et agiter le chiffon rouge.

Les années 1980 sont le tournant : Bettino Craxi consulte le MSI pour la composition de son gouvernement.

prix de combien de sang, de larmes, d'erreurs judiciaires : la loi des suspects. La déconfiture de tous les partis institutionnels ayant flirté avec le pouvoir laisse donc la place libre à la droite et... au centre. Fini revendique le mérite «d'avoir coalisé autour de lui des votes démocratie chrétienne et catholiques» et se propose, pour «éviter une majorité de gauche» de créer un pôle de droite autour d'une «alliance nationale» en formation. Des appels du pied ont été lancés en direction de la Ligue du Nord, sans trop de répondant pour l'instant.

Quel va être dans ce cas-là le rôle d'un Berlusconi qui, après avoir soutenu le MSI entre les

Néo-nazis en Allemagne : le terrorisme continue...

Au début du mois de décembre, le journal néo-nazi *Der Einblick* (L'aperçu), qui se dit être «une revue de résistance nationaliste contre le terrorisme du front rouge et des anarchistes» a publié une liste d'environ 250 adresses d'antifascistes et de personnes qui se sont engagées d'une manière ou d'une autre contre le fascisme : par exemple, on y trouve les noms et adresses de plusieurs journalistes, syndicalistes, professeurs, députés, travailleurs sociaux, etc. N'y sont pas seulement indiquées les adresses, mais aussi des informations parfois détaillées sur les habitudes quotidiennes de ces personnes, sur leurs voitures, leurs maisons, etc. Le but des auteurs est de «casser définitivement les anarchistes, le front rouge et l'Antifa» et «d'éliminer toutes les forces destructives, anti-allemandes et anti-nationalistes en Allemagne.» D'autre part, les auteurs prétendent dans leur éditorial : «Nous n'allons pas faire appel à la violence en forme de coups et blessures ou d'assassinats contre nos adversaires. Chacun de nous doit savoir ce qu'il fera [de ces] informations [...]. Mais nous espérons bien que vous allez les utiliser !!!»

réseaux informatiques bien protégés, les nazis peuvent se procurer les informations nécessaires pour construire différentes sortes de bombes. Une bombe à base de TNT a été envoyée par courrier à un jeune qui avait quitté la scène nazie à Berlin. Seule une petite erreur dans la fabrication a empêché l'explosion qui aurait détruit deux étages de l'immeuble dans lequel il habite.

Derrière ces appels à la violence se trouve la soi-disante Anti-Antifa, dont un des dirigeants est le néo-nazi Christian Worch de Hambourg, leader de la Nationalc Liste. L'année dernière, *Index*, la publication de ce groupe, a demandé aux lecteurs de rassembler le plus de données et d'informations possibles sur des antifascistes, même sur des antifascistes bourgeois et de les documenter pour qu'elles soient accessibles aux fachos. Ces données ont ensuite été mises sur disquettes où les personnes sont classées en quatre catégories : de 1 («adversaire politique») à 4 («personne pouvant être tuée»). Pour que les fachos qui ne disposent pas d'ordinateurs puissent participer au terrorisme nazi, les noms et les adresses ont été publiés dans la revue *Einblick* qui, quant à elle, est éditée au Danemark pour rendre plus difficiles d'éventuelles démarches de la justice allemande.

Le parti obtient des présidences de commissions parlementaires et des postes au conseil d'administration de la RAI. À chaque congrès sont invitées des délégations d'autres partis, jusqu'aux socialistes. En 1988, à la mort d'Almirante, le PCI lui-même envoie sa couronne.



A. K. A. T. U. Z. E

deux tours, chante les vertus de la Ligue d'Umberto Bossi ?

Berlusconi, déjà compromis dans l'enquête sur la mystérieuse loge P2, retrouverait-il les chemins de son chef Licio Gelli, ancien candidat pour la Ligue de Vénétie et toujours fasciste ? En ce qui concerne le MSI («Mussolini, Sei Immortale» pour les intimes), il serait bon de rappeler cette petite phrase du «néo-démocrate» Gianfranco Fini lors du congrès de 1987 : «Ne nous laissons pas séduire par le craxisme, c'est le fascisme qui demeure notre rêve.» Post-fascisme ?

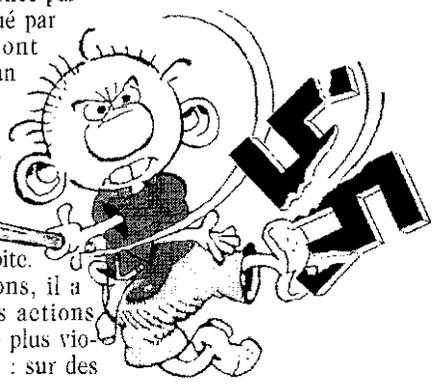
Si en 1990 Rauti devient pendant un an secrétaire général, la majorité passe vite au rassurant Gianfranco Fini, qui n'a pas connu la guerre et dont les idées restent officiellement conservatrices.

Et aujourd'hui ?

L'opération «mains propres» en cours en Italie a servi le MSI. Non seulement il peut se vanter d'être un des rares partis épargnés par la corruption, mais il peut aussi à bon droit rappeler que Mussolini a, en son temps, éradiqué la Mafia en Sicile... Au

Les fachos les ont déjà utilisées, en particulier à Aurich, une ville au nord de l'Allemagne. Deux fois, un jeune antifasciste, dont le nom se trouve sur la liste publiée par *Einblick*, a été attaqué par trois fachos qui ont essayé de lui crever un œil à coups de couteau. Un peu plus tard, ils ont cassé les

fenêtres de la maison où il habite. Suite à ces agressions, il a déménagé. Mais des actions plus dures et encore plus violentes sont possibles : sur des



L'Europe forteresse se construit à l'Est



Cet article a principalement été réalisé à partir des informations et des impressions recueillies lors d'un voyage sur la frontière est de l'Allemagne, en Pologne et en République tchèque, voyage organisé par Claudia Roth, députée des Verts allemands au Parlement européen, et par Petra Hanf. Nous les remercions de cette initiative qui a rendu possible un contrôle des activités sécuritaires du gouvernement allemand autour de la frontière est par des parlementaires, des journalistes, des chercheurs et par de nombreux représentants d'associations qui travaillent dans ce domaine.

Un vent très froid souffle à la frontière est de «l'espace Schengen» : les polices des frontières de l'Allemagne, de la Pologne et de la République tchèque ferment systématiquement cette frontière qui a été plutôt ouverte depuis les années 1960. Un nouveau «rideau» se construit, non loin de l'ancien «rideau de fer» qui existait entre les deux Allemagne, moins visible, mais non moins efficace.

Les enjeux politiques sont pourtant radicalement différents : l'ancienne RDA avait construit son «rideau de fer» par peur de perdre sa population tentée par le niveau de vie plus élevé à l'Ouest. Les gouvernements des pays capitalistes n'arrêtaient pas de contester cette restriction des libertés individuelles. Aujourd'hui, les pays du groupe Schengen construisent un nouveau rideau à la frontière est pour se protéger contre les réfugiés et contre l'immigration.

Les mesures sont radicales : on a non seulement augmenté d'une façon très sensible les effectifs des polices de frontière, mais on procède aussi à une surveillance de cette frontière à l'aide de technologies modernes : des policiers vont bientôt contrôler toute la frontière entre l'Allemagne, la Pologne et la République tchèque à l'aide d'appareils de surveillance infrarouge qui, installés dans des minibus, servent à observer trois kilomètres de frontière à partir de n'importe quel endroit où il n'y a pas d'obstacles (arbres, bâtiments).

La police des frontières de la RFA avait perdu une partie de son travail avec l'ouverture du «rideau de fer» en 1989-1990. Aujourd'hui, les responsables sont contents de retrouver une fonction qui leur permet même d'augmenter les effectifs. Il ne semble y avoir aucun scrupule par rapport à cette mission diri-

gée contre les plus démunis du monde, même dans le milieu des syndicats policiers : les policiers et les politiciens de droite ont pris l'habitude de ne plus parler d'hommes et de femmes ou de réfugiés dans ce contexte. Aujourd'hui, ils ne parlent que de «clandestins», de «Schüblinge» et de «Schubwesen»¹.

La libre circulation des personnes en Europe qui était encore, il y a quelques années, un sujet de discours des politiciens de toutes tendances n'est plus qu'un beau rêve aujourd'hui. L'ouverture des frontières internes est devenue moins réelle que jamais, pendant que l'Europe forteresse, c'est-à-dire le renforcement des frontières extérieures, se réalise. Les gouvernements de droite en France et en Allemagne sont les moteurs de cette double restriction. C'est la politique sécuritaire de la nouvelle majorité française qui a réinstallé des contrôles quasi-systématiques aux frontières avec les autres pays du groupe Schengen, de facto supprimés auparavant. Et le premier juillet 1993, une modification importante de la constitution allemande est

entrée en vigueur. Le droit d'asile qui était un des droits fondamentaux garantis par la constitution depuis 1949 a été supprimé et remplacé par une nouvelle «garantie» constitutionnelle qui ne maintient presque rien du droit d'asile : le nouvel article 16a de la constitution allemande (cf. encadré). Il constitue une catastrophe non seulement au plan politique, mais aussi au plan juridique parce qu'il élève du rang de constitutionnelles des réglementations très mal rédigées, sorties d'un conflit actuel et qui ne seront plus d'actualité dans quelques années.

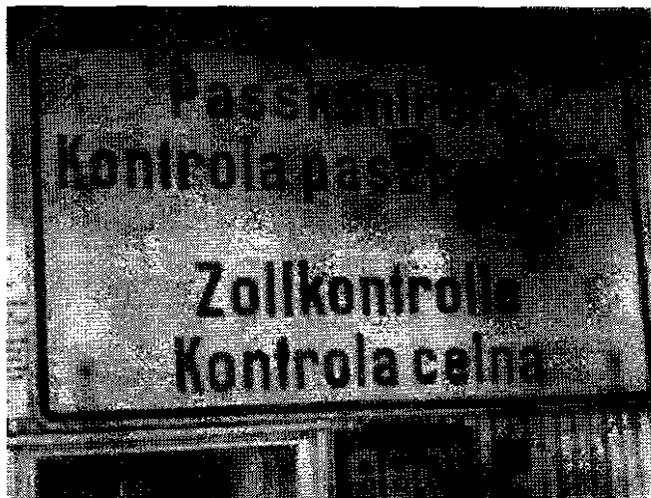
Les impacts de la suppression du droit d'asile en Allemagne

Sous la pression du populisme de droite et d'extrême droite, le parti social-démocrate (SPD) a donné certaines de ses voix afin qu'existe la majorité nécessaire pour voter la quasi-suppression du droit d'asile, garanti auparavant par la constitution allemande. Un «compromis» écrit entre la droite au gouvernement et le SPD a précédé, avisant une

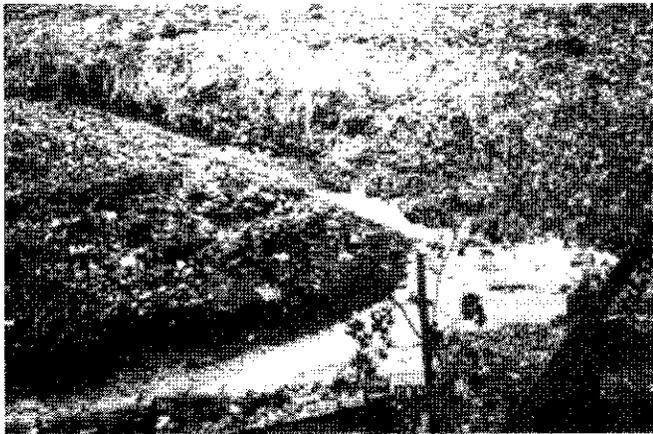
limitation radicale du nombre des demandeurs d'asile. En réalité, ce résultat est loin d'être un «compromis» entre la gauche et la droite. Il s'agit plutôt de la mise en œuvre de revendications formulées au milieu des années 1980 par les Republikaner, parti d'extrême droite.

L'élément central de la quasi-suppression du droit d'asile est le nouvel a priori selon lequel une personne qui quitte un pays jugé «sûr» pour l'Allemagne, c'est-à-dire un pays où il n'y aurait pas de persécution, n'a plus le droit de demander l'asile en Allemagne. Et comme la liste des pays sûrs contient tous les pays voisins, la Pologne et la République tchèque incluses, pour tous ceux qui arrivent en voiture, en train ou à pied, si l'administration arrive à le prouver, il n'est plus possible de rester en Allemagne en tant que réfugié. Les accords de Schengen qui prévoient des amendes pour les compagnies aériennes amenant des personnes sans visa sur le territoire d'un pays-membre du groupe, coupent également cette voie-là aux réfugiés. La seule possibilité d'arriver légalement sur le sol allemand serait donc d'arriver avec un titre de séjour. Mais comme l'attribution des visas par les ambassades et les consulats des pays européens est particulièrement restrictive, cette voie est presque fermée, elle aussi. L'entrée clandestine sur le territoire allemand, rendue de plus en plus difficile ces derniers temps, ne constitue pas non plus une réelle possibilité d'obtenir l'asile en Europe.

Depuis l'entrée en vigueur du «compromis» supprimant le droit d'asile, le nombre de réfugiés arrivant en Allemagne a très sensiblement baissé. En octobre 1993, on a compté 16 660 demandeurs d'asile, soit un tiers seulement des demandes d'octobre 1992.



Frontière germano-polonaise



La «frontière verte» entre la RFA et la République tchèque

Les frontières est de l'Allemagne : un «rideau de fer» modifié

Deux rivières, l'Oder et la Neisse, forment depuis 1945 la frontière entre l'Allemagne de l'Est et la Pologne. Désormais, c'est aussi la frontière est de «l'espace Schengen». L'Oder est une rivière moyenne dont la traversée nécessite un effort considérable. La Neisse, par contre, est une petite rivière qu'on peut même traverser à pied à certains endroits. Plus au sud, près de Zittau, commence la frontière avec la République tchèque. Ici, il s'agit d'une véritable «frontière verte» qui n'a plus été surveillée systématiquement depuis longtemps déjà. Dans un premier temps pendant l'après-guerre, une clôture en fer barbelé de deux mètres de haut séparait les deux pays. Cette barrière entre les pays-frères socialistes a bientôt disparu. La surveillance de la frontière fut encore une fois renforcée à l'époque du Printemps de Prague, en 1968. Mais depuis les années 1970, seules des pierres de bornage indiquaient la frontière entre la RDA et la Tchécoslovaquie. Les habitants de la région frontalière pouvaient sans problème gagner à pied le prochain village du pays voisin pour prendre un pot ou voir des amis.

Avec la réunification allemande et l'instauration d'une monnaie «dure» en Allemagne de l'Est, cette frontière est devenue aussi la frontière entre la richesse et la pauvreté, ce qui a entraîné un nouveau problème. Les pavillons proches de la frontière sur le territoire allemand, désormais équipés de télévisions et d'autres produits de consommation, sont cambriolés régulièrement. La population s'inquiète, se fâche contre les Tchèques et

surtout contre les Tziganes tchèques qu'ils accusent d'être les auteurs des cambriolages. L'hiver dernier, ils ont commencé à s'organiser et à faire des patrouilles nocturnes. Heureusement, la police et l'administration de la région les ont mis en garde contre l'auto-défense (dans l'un des cas par exemple, le propriétaire d'un pavillon près de la frontière avait protégé ses fenêtres avec des fils électriques à 220 volts).

Les populistes de droite qui aimeraient bien fermer la frontière est pour empêcher l'accès des réfugiés au territoire allemand ont beaucoup profité de cette tension. Sur place, le climat est très favorable au renforcement de la frontière. À Seiffenhennersdorf, un village près de Zittau à l'extrême sud-est de l'ancienne RDA, on a déjà coupé les arbres tout le long de la frontière tchèque pour mieux pouvoir la surveiller. Un groupe d'anciens chômeurs participant à un programme de réinsertion payé par le gouvernement fédéral est en train de creuser un fossé d'un mètre de large pour empêcher les malfaiteurs de gagner par les champs le premier village tchèque qu'on voit à quelques centaines de mètres seulement. Des voitures volées en Allemagne et dans les autres pays d'Europe de l'ouest auraient traversé la «frontière verte» par ces champs. Le discours des habitants et parfois aussi celui des policiers sur cette criminalité est xénophobe et raciste, un discours qui a même été repris par les plus importants responsables de la «sécurité intérieure» au niveau fédéral : des bandes d'étrangers, les nomades, la mafia russe, infiltreraient l'Europe de l'ouest en traversant cette frontière verte. On espère ainsi avoir trouvé un argument suffisam-

ment fort pour convaincre tous ceux qui n'acceptent pas la restriction de l'immigration et du droit d'asile comme raison pour le renforcement de la frontière et pour la limitation d'une liberté qui, pour la population de cette région, n'a été acquise que récemment.

Quelques questions critiques suffisent pourtant à relativiser cette image. En vérité, la délinquance liée à la frontière comme les cambriolages et le trafic de voitures volées, qui existe effectivement, n'est commise qu'à moitié par des étrangers, c'est-à-dire pour l'autre moitié par des Allemands. Les Tziganes ne constituent qu'une petite partie des auteurs de ces délits. Quant à la théorie bien-aimée des policiers — selon laquelle il s'agirait du «grand crime organisé» (dont la définition reste d'ailleurs très floue) — se révèle incorrecte dans la plupart des cas. Le plus souvent, il s'agit de petits groupes d'individus ; les liens au «grand crime international» qui servent de justification au renforcement des structures internationales de la police ne concernent qu'une petite partie de cette criminalité. Une politique d'information plus objective de la part des gouvernements pourrait endiguer les discours xénophobes dans ce domaine.

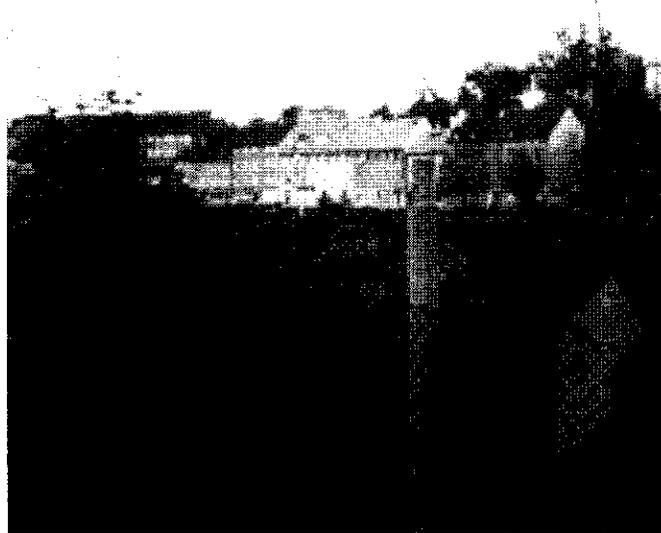
L'accueil des réfugiés en Allemagne

Le gouvernement allemand poursuit pourtant sa stratégie populiste : il évite un discours ouvertement xénophobe, mais il répond au populisme d'extrême droite, sans essayer de calmer les esprits par une politique

d'information objective. Au contraire, il répond par des mesures qui donnent en fin de compte raison au discours populiste.

La quasi-suppression du droit d'asile n'est que l'exemple le plus extrême dans ce domaine. S'y ajoute l'incrimination du simple fait d'entrer en Allemagne sans titre de séjour. Ce «délit» n'a pas eu de grande importance pendant longtemps parce qu'on donnait la priorité aux expulsions ou à la régularisation du séjour. Aujourd'hui, on poursuit beaucoup plus systématiquement ces «illégaux» par la voie pénale. À la frontière, cela sert en plus de mesure dissuasive. Les Roumains par exemple, concernés par un accord de reconduite directe entre l'Allemagne et la Roumanie depuis 1992, doivent payer dès leur arrestation 500 marks pour les frais de la procédure pénale et 1000 marks pour le vol de reconduite (environ 5000 F au total) s'ils disposent d'argent lors de leur arrestation pour le délit d'être un «clandestin».

Comme le nombre de demandeurs d'asile a très sensiblement baissé depuis les dernières restrictions, les foyers du premier accueil sont à moitié vides aujourd'hui. À Rostock où un tel centre avait été la cible d'attaques d'extrême droite très violentes en août 1992, l'accueil des réfugiés a été déplacé, ce qui était d'ailleurs prévu déjà avant les attaques. Maintenant, il se trouve à Hinrichshagen sur un terrain de l'ancienne armée est-allemande, à une vingtaine de kilomètres du centre de Rostock. L'endroit symbolise parfaitement la politique de non-intégration des demandeurs d'asile. Les conditions d'accueil



sont particulièrement mauvaises. L'ambiance de l'ancienne caserne avec sa clôture en barbelé rappelle une prison : certes, elle protégée en même temps des attaques d'extrême droite, mais il s'agit quand même d'un accueil effroyable pour des réfugiés persécutés dans leurs pays d'origine et arrivés en Allemagne après un voyage difficile.

Le jour de notre visite, les dispositions autour du foyer avaient été très sensiblement renforcées. Les services de renseignements avaient travaillé de façon encore plus inefficace que d'habitude : ils avaient apparemment annoncé un groupe d'extrême gauche qui préparait une action violente. En réalité, nous étions un groupe d'experts d'associations travaillant dans ce domaine, de députés verts de plusieurs parlements, de chercheurs et de journalistes. Le ministre de l'Intérieur du land de Mecklembourg-Poméranie a fait confiance à ces renseignements et est revenu sur l'autorisation donnée pour notre visite : seule une petite délégation a pu visiter l'intérieur de la caserne gérée par une entreprise privée qui a des difficultés à prendre en compte les différences culturelles existant entre les réfugiés, surtout en ce qui concerne la nourriture.

Un autre domaine dans lequel la majorité de droite a cédé au populisme d'extrême droite est celui de l'accueil des réfugiés sur le plan matériel. Jusqu'ici, les demandeurs d'asile avaient droit à une aide sociale financière, comme tous ceux en Allemagne qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour vivre². Quelques rares cas de fraude ou de demandeurs d'asile qui arrivaient à se payer une belle voiture étaient parmi les sujets les plus répandus dans le discours populiste de l'extrême droite.

Dans ce domaine encore, la majorité de droite en alliance avec les sociaux-démocrates a adopté cette position populiste. De fait, la plupart des gens sensibles au populisme pensent que les conditions d'accueil du point de vue financier constituent la première raison pour laquelle les réfugiés demandent l'asile politique à l'Allemagne. Le mot de « fraudeurs d'asile » (Asylbetrüger) a été inventé dans ce contexte. Quelques rares cas ont donc été généralisés, et par conséquent, tout réfugié est aujourd'hui suspect d'être un « fraudeur d'asile » aux yeux de la population. Une nouvelle loi

entrée en vigueur le 1er novembre 1993 répond à ce populisme. Désormais, les demandeurs d'asile ne touchent qu'un peu d'argent de poche (80 marks, c'est-à-dire environ 280 francs par mois) et pour le reste des coupons ou, encore pire, des paquets de nourriture, pendant la première année de leur séjour en Allemagne, s'ils ne séjournent pas dans un foyer où des repas collectifs sont prévus. Le système des paquets en particulier ne répond pas aux besoins des réfugiés d'origines culturelles très différentes. En plus, il s'agit forcément de produits de longue conservation qui ne garantissent pas une nourriture équilibrée. Seules quelques grandes entreprises d'aliments à longue conservation en profitent. Une seule entreprise a remporté le contrat pour tout le territoire de l'Allemagne de l'Est.

Heureusement, la plupart des communes refusent le système des paquets et préfèrent les coupons. Mais là aussi persiste un problème : l'argent de poche prévu est insuffisant. Souvent, il ne suffit même pas pour payer l'abonnement aux transports locaux. Le maintien du contact téléphonique avec le pays d'origine qui coûte également très cher, n'est pas assuré.

Un autre aspect d'incrimination des demandeurs d'asile concerne l'informatisation systématique de leurs données personnelles. Désormais, il n'existe pas seulement un fichier central automatisé des étrangers séjournant en Allemagne (Ausländerzentralregister), mais aussi un fichier central automatisé d'empreintes dactyloscopiques. On espère ainsi retrouver des demandeurs d'asile qui demandent l'asile ou l'aide sociale sous plusieurs identités à la fois. En même temps, ces fichiers automatisés servent à identifier très vite tous ceux qui ont déjà séjourné en Allemagne ou qui ont essayé d'y entrer quand ils se présentent de nouveau à la frontière.

Avec toutes ces modifications, la situation des réfugiés en Allemagne s'est très sensiblement dégradée. Toute une série de mesures revendiquées par l'extrême droite à la fin des années 1980 a été adoptée par les grands partis et réalisée entre temps.

L'effet domino : l'Europe forteresse s'étend vers l'est

L'élément central de la nouvelle politique restrictive dans le domaine de l'asile est la définition de « pays sûrs » où il n'y aurait pas de persécution. Les ressortissants de ces pays et, ce qui est plus important, ceux qui gagnent le territoire allemand en traversant ces « pays sûrs » n'ont plus le droit de demander l'asile en Allemagne. Il s'agit d'une version élargie d'une construction inventée dans le cadre des accords de Schengen, prévoyant qu'une personne ayant déjà demandé l'asile dans un pays-membre ne pourra plus le faire dans les autres. C'est d'ailleurs la même disposition qui a conduit récemment à une modification de la constitution française.

Mais la version élargie de cette disposition entrée en vigueur

avec le nouvel article 16a de la constitution allemande ne fonctionne qu'en coopération avec les pays concernés et surtout avec les pays voisins. Ainsi, le gouvernement allemand a entrepris des efforts considérables pour se mettre d'accord avec les pays voisins n'appartenant pas au groupe Schengen par lesquels transite un grand nombre de réfugiés : la Pologne et la République tchèque.

Pour la Pologne, l'effort a abouti en premier. Le 29 mars 1991, elle a conclu un accord avec les pays du groupe Schengen. Sur la base de cet accord, les Polonais ont le droit d'entrer sans visa dans tous les pays de Schengen. En revanche, la Pologne (de même que tous les pays de Schengen) s'est engagée à reprendre les sujets d'un pays

Texte de l'article 16a de la constitution allemande

- (1) Les persécutés politiques bénéficient du droit d'asile.
- (2) Le droit établi dans le premier alinéa ne peut pas être réclaté par celui qui vient d'un pays-membre de la Communauté européenne ou d'un autre pays tiers, dans lequel est assurée l'application de l'accord sur le statut juridique des réfugiés d'une part et de la convention pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales d'autre part. Les États n'appartenant pas à la Communauté européenne qui remplissent les conditions de la phrase 1 sont définis par une loi qui nécessite l'accord du Bundesrat. Dans les cas relevant de la phrase 1, des mesures mettant fin au séjour peuvent être prises sans prendre en compte un recours contre celles-ci.
- (3) Par une loi qui nécessite l'accord du Bundesrat, des États peuvent être définis pour lesquels il semble assuré qu'il n'y a ni persécution politique, ni punitions, ni traitements inhumains ou dégradants, en vertu du droit, de l'application du droit et des conditions politiques en général. Il est supposé qu'un étranger ressortissant d'un tel pays n'est pas victime de persécutions à moins qu'il n'évoque des faits permettant de supposer qu'il est victime de persécutions politiques malgré la première supposition.
- (4) Dans tous les cas relevant de l'alinéa 3 et dans les autres cas qui sont manifestement non fondés ou considérés comme manifestement non fondés, les mesures mettant fin au séjour ne peuvent être suspendues par le tribunal que s'il persiste des doutes sérieux sur la conformité au droit de cette mesure ; l'étendue de la vérification peut être limitée et des faits livrés en retard peuvent rester hors considération. Les détails doivent être réglés par une loi.
- (5) Les alinéas 1 à 4 n'empêchent pas des accords de droit public international entre les pays de la Communauté européenne ou entre ceux-ci et des pays tiers, accords qui décident des règlements de compétence pour la vérification d'une demande d'asile, comprenant la reconnaissance réciproque des décisions d'asile, tout en respectant les obligations contractées avec l'accord sur le statut juridique des réfugiés d'une part et avec la convention pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales d'autre part.

tiers qui ont gagné le territoire des pays de Schengen par la Pologne sans le visa nécessaire ou après la fin de la validité du visa. L'accord bilatéral du 7 mai 1993 entre la Pologne et l'Allemagne a encore concrétisé le premier accord pour le domaine de l'asile. L'Allemagne s'est achetée la coopération de son pays voisin. Pour une aide financière de 120 millions de marks (400 millions de francs environ), la Pologne s'est engagée à mieux contrôler sa frontière est avec les États de l'ancienne URSS, d'où de nouveaux «flux migratoires» vont arriver.

Apparemment, ces mesures dissuasives fonctionnent bien. En plus, les deux groupes de réfugiés les plus importants qui arrivaient par la Pologne étaient les Roumains et les Bulgares. Ces deux pays sont maintenant également jugés «sûrs», c'est-à-dire sans persécution d'après la nouvelle logique de la législation allemande. Alors on a, là encore, conclu des accords obligeant ces deux pays à reprendre leurs ressortissants contre une aide financière. Pour ce faire, des charters réguliers sont organisés à partir de l'aéroport de Berlin-Est¹. Ainsi, le nombre de réfugiés qu'a dû reprendre la Pologne est resté peu important, ce qui est en même temps conforme à la volonté de l'administration polonaise : «jouer le jeu» anti-migratoire du gouvernement allemand sans toutefois devoir prendre trop d'expulsés.

En ce qui concerne la République tchèque, un tel accord est encore en négociation : les gouvernements tchèque et allemand doivent se mettre d'accord sur le délai au terme duquel l'étranger, arrivé sur le territoire allemand en passant par la République tchèque, y sera reconduit. Mais malgré une certaine volonté de modération (l'interlocuteur du ministère de l'Intérieur que nous avons vu à Prague est un ancien activiste d'Amnesty international), la République tchèque ne pourra pas longtemps résister aux pressions économiques exercées par le gouvernement allemand pour arriver à cet accord. Entre temps, on pratique déjà la reconduite des réfugiés sur la base d'un accord provisoire conclu avec l'ancienne Tchécoslovaquie. Dans le cadre de cette politique, la République tchèque sera notamment obligée de renforcer sa frontière est avec la Slovaquie, une mesure particulièrement dure pour la popula-

tion des deux pays qui viennent de se séparer.

En plus, l'Allemagne a conclu des accords avec la Hongrie (22 mars 1991), la Pologne (6 novembre 1991), la Bulgarie (14 septembre 1992) et avec l'ancienne Tchécoslovaquie (29 septembre 1992) sur la coopération dans la «lutte contre le crime organisé et la criminalité liée aux stupéfiants» qui étend vers l'est la coopération policière déjà mise en place en Europe de l'ouest avec les groupes Trévi et Schengen et avec Europol⁴.

«L'espace Schengen» d'une Europe forteresse se crée ainsi une zone de protection à l'est. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une initiative solennelle du gouvernement allemand. À plusieurs reprises ces derniers temps, des délégations de parlementaires français ont visité la frontière est de l'Allemagne, car ils avaient peur qu'il y ait une brèche par laquelle passeraient les flux migratoires et les criminels.

La peur des migrations et la situation difficile des Tziganes

C'est en premier lieu la peur de nouveaux flux migratoires qui a mené à la nouvelle politique restrictive dans le domaine du droit d'asile. D'après des bruits qui ont joué un rôle important dans les campagnes populistes ces derniers temps, des millions de gens frustrés par le manque de perspectives économiques dans l'ancienne URSS seraient prêts à partir pour l'Ouest d'un moment à l'autre. Bien qu'il y ait sûrement un peu de vérité dans cette hypothèse, les craintes sont largement exagérées.

Parmi les principales victimes des restrictions se trouve un groupe persécuté et discriminé partout en Europe depuis plusieurs siècles : les Tziganes. Malvus et en grande partie mal intégrés dans tous les pays européens, ils ont été les victimes de discriminations particulièrement graves en Roumanie ces dernières années. Et ce sont surtout eux qui ont été en butte à la xénophobie en Europe de l'ouest. Leurs façons de vivre, de mendier avec des enfants dans les transports et sur les voies piétonnes dérangeaient et confrontaient trop directement avec la misère. Ainsi, c'est directement contre eux qu'une grande partie des mesures res-

trictives est dirigée, par exemple la reconduite en Roumanie par avion.

En République tchèque, il y a également une importante minorité de Tziganes, particulièrement discriminée ces dernières années par une grande partie de la population. Théoriquement, tous les citoyens de l'ancienne Tchécoslovaquie avaient le droit de choisir librement la nationalité tchèque ou slovaque, sauf un certain nombre de Tziganes refusés d'un côté comme de l'autre. Durant l'après-guerre, on a envoyé un grand nombre de Tziganes dans la région frontalière avec l'ancienne RDA pour peupler cette zone. Mais aujourd'hui encore, ils sont très mal intégrés socialement. À Ustina-Labem où les tensions avec la mairie de majorité droite sont particulièrement fortes, on a vu des Tziganes logés dans des garages, sans aucun confort, dans des conditions véritablement inhumaines. D'autres habitent dans des maisons à moitié cassées qui sont dans un état déplorable. Améliorer la situation des Tziganes partout en Europe et surtout en Europe de l'est est donc une nécessité urgente pour lutter contre les vagues de discrimination et de violences racistes et xénophobes.

Quelles perspectives pour le droit d'asile ?

Avec les dernières restrictions au niveau du groupe Schengen et des constitutions de l'Allemagne et de la France, quelles perspectives reste-t-il pour le droit d'asile ?

Ces dernières années, il était à la mode de réclamer une «politique d'asile européenne». Mais dans les discours officiels, ce n'était qu'un euphémisme pour la coordination d'une politique restrictive jugée : préalablement nécessaire pour ouvrir les frontières intérieures aux seuls citoyens privilégiés des États-membres du groupe Schengen et plus tard de la CEE.

Une politique d'asile et d'immigration au niveau européen qui mériterait ce nom serait pourtant nécessaire pour reconstruire le droit d'asile et l'accueil pour un nombre de personnes aussi grand

que possible. La nécessité principale est de rendre la possibilité à tous les persécutés du monde de se rendre facilement en Europe. Cela ne peut fonctionner que si les titres de séjour sont délivrés de façon beaucoup plus libérale par les ambassades et les consulats européens dans les pays d'origine et si l'on supprime le règlement tout à fait arbitraire qui exclut du droit d'asile ceux qui arrivent sur le «territoire Schengen» par des pays jugés «sûrs».

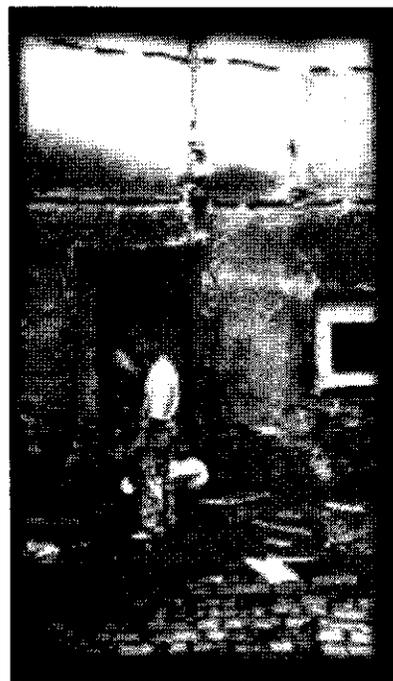
Hartmut Aden

1 Ce sont deux expressions assez techniques et très cyniques : la première désigne la personne qui est reconduite à la frontière (plutôt comme un vieux sac) et la seconde désigne le procédé en lui-même.

2 Il s'agit d'un système qui a plus de bénéficiaires et qui donne légèrement plus de moyens aux personnes concernées que le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) en France.

3 Accord Allemagne-Roumanie du 24 septembre 1992 ; Allemagne-Bulgarie du 26 avril 1993.

4 Pour les accords et leur contexte, voir : Initiative gegen das Schengener Abkommen (éd.), *Der Domino-Effekt, Materialien zum Export der Politik der Inneren Sicherheit und der Flüchtlingsabwehr nach Osteuropa*, Bonn 1993, brochure à commander à Claudia Roth (membre du Parlement européen), Bundeshaus HT, D 53113 Bonn.



Tziganes habitant dans des garages abandonnés en République tchèque

SEARCHLIGHT

THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

Si vous voulez lire tous les mois Searchlight en VO vous pouvez :

- vous abonner : individus (24€), organisations (32€) à envoyer par mandat international ou Eurochèque à Searchlight 37B New Cavendish Street London W1M 8JR Grande-Bretagne (Chèque à l'ordre de Searchlight).
- acheter chaque mois Searchlight à Publico 145, rue Amelot 75011 Paris Métro République (20frs le numéro).
- ou commander les numéros à Réflex 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. (20frs le numéro, frais d'envoi inclus).

brèves • brèves • brèves • brèves • brèves • brèves

★ Le National Front a fait en novembre 1993 sa marche annuelle vers le mémorial britannique de la guerre, le Cénotaphe à Whitehall. Ils sont loin les jours où le NF paradait avec des milliers de supporters derrière des centaines de drapeaux et au moins un groupe de musique. Seulement 80 ou 100 fascistes ont traîné les pieds dans Whitehall après que la police eut réduit la marche à un tiers de sa longueur. Des antifascistes qui protestaient ont été retenus là où normalement les fascistes se rassemblent ; certains ont pu montrer combien la présence autorisée du NF près du mémorial national pour la guerre les dégoûtait. Quelques-uns ont été arrêtés par la police.

Un photographe de Searchlight a été bousculé mais un membre du NF (du Kent) est venu à son secours avant qu'il n'y ait de dégâts. Ce membre du NF serait contre la violence en elle-même et en particulier si elle devait avoir lieu près du Cénotaphe.

Pour le NF, ça va un peu mieux depuis que le parti a gagné plus de 16% à une élection locale dans les Midlands, remportant la quatrième place et battant par là les Libéraux-Démocrates, et depuis qu'il a fait 10% des voix à une élection locale dans l'ouest de Londres où un membre du Parti conservateur était le candidat du NF. Les conservateurs ont exclu cet homme sur le champ.

Quoi qu'il en soit, il semblerait que les Conservateurs prennent la suite d'un certain nombre d'anciens activistes du BNP et du NF qui sont aujourd'hui dans leurs rangs à travers tout le pays. Stuart Millson, Steve Brady et Tom Acton, pour n'en nommer que trois, sont toujours membres du Parti conservateur, bien que leur passé fasciste ait été mis à jour.

On dit que ces élections locales ont été un succès pour le NF : le parti a porté à leur maximum les efforts au niveau local, il a une

longue histoire dans ces deux quartiers et porter le nom National Front, c'est un peu comme avoir les droits de Coca-Cola : tout le monde connaît, même si le NF est sur son déclin ces quinze dernières années du fait de la montée du BNP.

Les journalistes qui couvraient les élections ont noté que la plupart des militants du NF avaient moins de la majorité électorale (18 ans). Certains avaient l'air de ne pas avoir plus de 14 ans.

★ Combat 18 a encore intensifié ses activités en attaquant à la bombe incendiaire une librairie progressiste à Durham, dans le nord-est de l'Angleterre. Searchlight a donné des preuves orales à la commission pour les affaires intérieures du parlement britannique (qui a mené une enquête sur les attaques racistes) lors d'une session de la commission le 8 décembre. Searchlight a révélé, preuves écrites à l'appui, les plans de Combat 18 pour l'année prochaine, qui sont extrêmement violents et inquiétants.

On sait qu'un certain nombre d'activistes de Combat 18 ont été expulsés des Pays Bas avant le match Angleterre / Pays Bas, il y a environ deux mois. Il est certain que des photos de quelques hooligans ont donné des pistes pour savoir qui était là pour semer le trouble et gêner un sport fait pour les fans ordinaires et les familles.

L'autre raison qui laissait à penser que les membres de Combat 18 allaient utiliser la violence là-bas, c'était leurs liens avec le trafic de drogues et d'armes.

Un grand nombre d'armes, parmi lesquelles des automatiques, circulent en ce moment autour de Londres. Beaucoup sont utilisées lors de rackets liés à la drogue ou à la «protection» : ces deux façons d'extorquer de l'argent sont les deux facettes du crime qui sont chères aux officiers de Combat 18.

★ Une grosse querelle a éclaté à Londres à propos d'un programme spécial diffusé en novembre 1993 par Channel Four News sur la montée de l'extrême droite en Europe. Des néo-nazis de France, d'Allemagne, des Pays Bas et de Belgique avaient été invités dans le studio de télévision où ils ont rejoint John Morse, l'éditeur du journal du BNP British Nationalist (Morse a d'ailleurs été jugé et reconnu coupable). Actuellement, il vit sous la protection de la police dans le Hampshire, où il est conducteur de bus. C'est un enragé antisémite et raciste ; en 1986, il a purgé une peine de prison avec John Tyndall, le chef du BNP, pour incitation à la haine raciale.

Les néo-nazis ont pu s'en tirer en niant que leurs organisations soient responsables de la violence raciste et en disant qu'ils ne suivaient pas la doctrine nazie, sans qu'il y ait de réelle récusation de la part du présentateur. Selon les sources de Channel Four, les protestations des téléspectateurs par rapport au temps d'antenne accordé aux néo-nazis ont été beaucoup plus nombreuses que sur n'importe quel programme précédent. L'Anti Nazi League et d'autres ont fait un piquet de 60 personnes devant les studios, la nuit après la diffusion de ce programme.

Une semaine après, il y a eu une émission de délation, diffusée par World in Action, le magazine d'actualité d'habitude excellent de Granada Television, et cette émission a tenté de présenter le mouvement antifasciste comme un mouvement violent. Résultat : une vague de nouvelles demandes pour devenir membres des groupes antifascistes les plus activistes de la part de gens qui en ont assez d'être attaqués par des néo-nazis et des gens racistes ou alors qui en ont marre de regarder la police taper sur les gens quand

ils protestent contre les meurtriers néo-nazis.

Il s'est avéré que Tim Scargill, ex-Class War, ancien membre du British Movement et actif de Combat 18, avait gavé les responsables de l'émission de fausses informations sur le mouvement antifasciste, et en particulier sur l'Anti-Fascist Action (AFA). Il a persuadé World in Action d'envoyer quelqu'un avec une caméra cachée à un meeting de l'AFA, en leur disant que là-bas, 100 personnes s'entraînaient aux arts martiaux. Mais tout ce que le cameraman a filmé, c'était huit personnes en train de discuter sur les origines de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, Scargill a refusé de faire une interview promise depuis longtemps. Actuellement, il est en procès avec Searchlight, ainsi que son compère Larry O'Hara ; de toute façon, le mouvement antifasciste international a été mis au courant de leurs manigances.

★ La frange raciste du Parti conservateur a commis une nouvelle sorte de matériel de haine. Lorsque, aux dernières élections législatives, les conservateurs ont choisi un Noir comme candidat à Cheltenham, le candidat, John Taylor, a fini submergé de propagande raciste. Il semblerait que cela soit venu de gens racistes au sein même du parti et de leurs amis de l'extérieur.

Une partie de ce matériel consistait en de grandes caricatures haineuses, très bien dessinées, signées «Waspman». Taylor a perdu les élections, bien que Cheltenham soit un fief des conservateurs depuis des années.

Lorsque Peter Lilley, un ministre du gouvernement, a fait des remarques racistes à la conférence du Parti conservateur en octobre de cette année, Taylor a dit de lui qu'il était un incapable et un ignorant. Résultat : encore plus de propagande haineuse, dont une partie a été

envoyée à des homosexuels noirs et à des groupes de lesbiennes. Cette fois-ci, les dessins sont accompagnés d'une requête : ceux qui les reçoivent doivent les copier et les faire suivre.

Taylor a dit à Searchlight que la police n'était arrivée à rien dans ces recherches lorsqu'il avait été la cible de cette campagne raciste pendant les élections législatives. Selon Searchlight, un indice éventuel aurait été la provenance du matériel : il y avait deux enveloppes provenant de l'ouest de l'Angleterre, l'une avec du matériel de Mark Cotterill, un ancien organisateur du NF du sud-ouest aujourd'hui membre du Parti conservateur, et l'autre avec les caricatures signées Waspman (WASP = white anglo-saxon protestant) : l'écriture et le style des enveloppes étaient identiques.

★ Le numéro 4 de la publication de l'International Third Position (groupe tercériste) *Final Conflict* vient juste de paraître. Plus les numéros passent, plus cette publication ressemble à un skinzine. On y retrouve tous les vieux trucs, comme *Le Protocole des Sages de Sion* mais aussi le matériel d'entraînement interne de l'ancienne Third Position du National Front, comme par exemple le manuel sur la sécurité interne. Le style et le contenu du manuel indiquent qu'il s'agit d'un groupe terroriste ou du moins d'un groupe qui poussera ses membres à se complaire dans des actes criminels.

Pour un tout petit groupe, l'International Third Position, comme la Third Way de Patrick Harrington, semble vivre en deçà de sa signification apparente, en produisant constamment une réserve de matériel de propagande, de même que ses membres font beaucoup de voyages à l'étranger. Celui qui paye l'addition reste inconnu, étant donné que la ITP a fait de très étranges alliances au fil des ans, aussi bien avec des terroristes italiens vivant en exil à Londres, qu'avec des ministres officiels de Bagdad et de Libye. La ITP a également des liens avec les opérations menées par Léon Degrelle en Espagne, et un intégriste catholique d'extrême droite, Derek Holland, l'a mise en contact avec quelques personnes bien friquées de France et d'Espagne. Ce sont des gens très étranges qui continuent à faire traîner des slogans comme «Long Live Death».

La violence porte un sacré coup à l'image du BNP

Le maintien en détention préventive de l'un des chefs du British National Party, Richard Edmonds, a gravement affecté le parti après sa victoire à une élection locale dans l'East End.

Les charges retenues contre Edmonds sont son implication présumée avec trois autres membres du BNP dans une rixe dont un Noir est sorti avec de sérieuses blessures au visage. Le délit dont il est accusé, trouble à l'ordre public, est l'une des accusations les plus importantes portée contre des dirigeants du BNP ces dernières années. Accusés avec lui, il y a Simon Bigg (tatoué sur le front), Paul Steele et Stephen O'Shea. Le BNP a été surpris par la sévérité de la cour vis-à-vis des quatre néo-nazis. Normalement, ils auraient dû être libérés sous caution, ce qui leur aurait permis de continuer leurs activités. Mais les magistrats ont renvoyé Edmonds et Bigg en prison jusqu'à leur procès, qui aura lieu dans un an, avec un peu de chance. Les deux autres ont été libérés sous caution mais doivent se présenter tous les jours à la police.

En décembre 1993, l'équipe Combat 18 / BNP de Mansfield et de Chesterfield, constituée de Simon Chadwick, Graham Tasher et les frères Bellshaw, Adrian et Steven, a comparu devant un tribunal du Leicestershire, accusée de violences graves. Ceux qui surveillent les néo-nazis espéraient que les liens existant entre le BNP et C18 seraient complètement exposés au procès.

Le BNP a été forcé d'arrêter d'envoyer de la propagande incitant à la haine. Cela a eu pour effet de réduire la propagande distribuée par le parti et, par ailleurs, cela a signifié une perte d'argent. Le BNP a dû prendre cette décision après que le tribunal les a condamnés à une amende pour les autocollants et les affiches qui dégradent les murs du sud de Londres.

La décision de justice provient d'un précédent traité au conseil Merton, l'administration locale de Londres. Avec l'aide de Sear-



de g. à d. Simon Bigg, Ian Dell et Richard Edmonds

chlight, le conseil a pris des mesures légales contre le BNP qui dégrade les murs avec sa propagande de haine. Malgré les premiers contretemps des tribunaux au début, le conseil a persisté à poursuivre de tribunal en tribunal le BNP qui a finalement été condamné à une amende. Comme on l'attendait, il y a eu ordre, dans le dernier bulletin intérieur du BNP (le mois dernier), d'arrêter de distribuer des autocollants et des affiches. Les antifascistes sont en train de demander aux autres administrations locales de mener des actions similaires contre le BNP, de sorte que les verdicts coûtent une jambe ou un bras au parti en amendes et en pertes.

La tendance violente existant au sein du BNP s'est à nouveau révélée lorsque son conseiller municipal nouvellement élu, Derek Beackon, est allé assister à la première réunion du conseil municipal. Les conseillers du Labour Party n'ont même pas voulu être dans la même pièce que lui, et après la rencontre, il a lancé des insultes à caractère sexuel à une journaliste d'un grand journal londonien et l'a agressive physiquement. Malgré la présence de la police, il n'y a encore aucun signe de procédures menées contre lui pour avoir agressé cette femme.

David Irving a été poursuivi par les autorités allemandes et peut-être par ses anciens amis du BNP. Des histoires ont circulé dernièrement, selon lesquelles le chef du BNP, John Tyndall, aurait fini par en avoir assez d'être traité de façon cavalière par l'apologiste du III^e reich et il

semblerait que la scission se soit accentuée lorsque Irving a choisi d'aller parler à Atlanta à un meeting tenu pour un juriste du Ku Klux Klan, Sam Dixon, au lieu d'accepter une invitation pour parler à la fête annuelle du BNP. Le fait que Dixon soit un vieil ami de Tyndall et qu'il l'ait aidé à organiser sa visite aux États-Unis il y a quelques années a dû rendre tout cela encore plus pénible au «führer» du BNP.

Comme consolation, il reste toujours Claude Cornilleau, le leader du PNFE (France), toujours fidèle au BNP, qui est venu pour la deuxième année consécutive à cette fête, où le mouvement néo-nazi américain était représenté par Kink Lyons, un autre juriste du Klan. Ce dernier vient d'ailleurs de se marier avec la sœur de David Tate, qui purge pour le moment une peine perpétuelle.

Bien sûr, Richard Edmonds n'a pas pu prendre part à la commémoration de la mort de Franco qui a lieu tous les ans en novembre en Espagne, car il était en prison et attendait son procès. Quelques autres membres (mal assortis) du BNP y sont allés à sa place. C'est dommage, car Edmonds était l'instigateur du représentant du Nouvel Ordre européen en Grande-Bretagne et aurait donc joui d'une certaine considération parmi les vieux criminels de guerre vivant en Espagne, comme Léon Degrelle. Degrelle, ancien général de la SS, vit en exil en Espagne : en Belgique, son pays natal, il est toujours recherché pour ses crimes de guerre.

La société duale : ISSUE ou IMPASSE ?

Le concept de « société duale » décrit un modèle de fonctionnement du capitalisme développé encore virtuel, mais dont les prémices n'ont cessé de s'accumuler au cours de ces dernières années. La « société duale » est présentée par les défenseurs du système (économistes libéraux, hommes politiques) comme la seule issue possible de sa crise actuelle, et de fait elle constitue bien l'objectif stratégique que semble s'être fixée l'offensive que patronat et gouvernants, qu'ils soient de droite ou de gauche, mènent contre le prolétariat et le mouvement ouvrier depuis en gros la fin des années 1970. Reste à savoir si cette soi-disante issue n'est pas en définitive une nouvelle impasse.

À la source de la société duale, la crise du fordisme

Pour comprendre l'articulation de la « société duale » avec l'actuelle crise du capitalisme occidental, un détour historique s'impose. Il faut rapidement revenir sur le modèle de développement suivi par ce dernier après-guerre : le fameux fordisme¹. Ce modèle a vu le jour dans le cadre socio-institutionnel dessiné après-guerre par un compromis véritablement historique entre la fraction monopoliste du capital et un mouvement ouvrier de modèle social-démocrate, sous l'égide de l'État. Ce compromis revenait, pour le prolétariat, à renoncer à « l'aventure historique » contre la garantie de sa « sécurité sociale ».

Renoncer à « l'aventure historique » ? C'était renoncer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la transformation communiste de la société ; renoncer à contester la légitimité du pouvoir de la classe dominante sur la société, notamment son appropriation des moyens sociaux de production et les finalités ainsi imposées aux forces productives. C'était consentir du même coup aux nouvelles formes capitalistes de domination qui vont se développer après-guerre, c'est-à-dire à l'ensemble des transformations des conditions de travail et plus largement d'existence que le développement capitaliste va imposer au prolétariat au cours de cette période.

En contrepartie de ces renoncements, le prolétariat obtenait la garantie de sa sécurité sociale. Entendons non seulement sa protection sociale, mais plus largement la satisfaction de ses intérêts de classe les plus immédiats, les plus vitaux : une relative stabilité de l'emploi ; une croissance de son « niveau de vie » ; une réduction du temps de travail ; la satisfaction d'un certain nombre de ses besoins sociaux fondamentaux (le logement, la santé, l'éducation, la formation professionnelle, la culture, les loisirs, etc.). En un mot, la perspective de sortir de la misère, de la précarité, de l'incertitude du lendemain et de l'oppression sans retenue qui avaient,

pour l'essentiel, caractérisé la condition prolétarienne.

C'est dans le cadre de ce compromis que s'est déployé le fordisme. Impliquant un partage des gains de productivité entre salaires et profits, il permettait le couplage entre production de masse (fondée sur la taylorisation et la mécanisation du procès de travail) et la consommation de masse (fondée sur l'augmentation des salaires réels, directs et indirects). C'est sur cette base que vont reposer tout à la fois la croissance économique des « Trente Glorieuses » ; le développement de la protection sociale ; l'État-providence qui sera aussi un État régulateur et planificateur ; l'idéologie du progrès matériel ininterrompu, synonyme de productivisme, sans égard pour les dégâts écologiques et sociaux. En un mot, tout l'univers matériel, social, institutionnel et culturel du capitalisme occidental d'après-guerre.

Cet univers a bien évidemment profondément marqué le mouvement ouvrier occidental lui-même. En favorisant en premier lieu son intégration dans les structures de pouvoir de la société capitaliste, de l'entreprise à l'État, il s'est ainsi progressivement transformé en simple garant et gérant de cet « équilibre de compromis » entre prolétariat et capital, jouant un rôle médiateur entre eux. Dans cette mesure même, sa bureaucratisation ne pouvait que s'aggraver, plaçant ainsi les sommets des appareils syndicaux et partiétaires hors du contrôle de leur base, en en faisant de simples rouages parmi d'autres de l'administration de la vie sociale.

Cette période a également vu se transformer profondément la condition du prolétariat. De la triple expérience de la parcellisation et de la mécanisation du procès de travail d'une part, de l'intégration à l'univers marchand du procès de consommation d'autre part, enfin de la dépendance accrue, tant pratique qu'idéologique, à l'égard de l'État, résulte la figure de « l'ouvrier masse », théorisée notamment par A. Negri. Sa révolte à la fin des années 1960 indique les limites du compromis fordiste, en marquant l'émergence d'une nou-

velle génération de prolétaires qui n'étaient plus disposés à « perdre leur vie à la gagner », en aspirant à davantage d'autonomie aussi bien en dehors que dans leur travail.

La véritable rupture du compromis d'après-guerre se produit cependant à l'initiative de la classe dominante, sous l'effet de la crise du modèle fordiste auquel il avait donné naissance. Les premiers signes (lente montée du chômage, poussée inflationniste, exacerbation de la concurrence internationale) en sont perceptibles dans tous les pays occidentaux, dès la seconde moitié des années 1960 ; il faudra cependant attendre la décennie suivante pour lui voir prendre son véritable visage.

La crise du fordisme est en fait double. On assiste à un essoufflement de son régime d'accumulation, sous l'effet conjugué du ralentissement des gains de productivité, de la hausse de la composition organique du capital², de la saturation de la norme de consommation, et de l'augmentation constante de la vie sociale, le tout provoquant une baisse de la profitabilité du capital.

Pour y faire face, la classe dominante doit se résoudre tout à la fois à « apurer les comptes » en éliminant les entreprises, branches, secteurs non rentables ; faire pression sur les salaires réels (directs et indirects) par une politique d'austérité ; rechercher de nouvelles conditions d'exploitation du travail, grâce à l'automatisation des procès de travail (flexibilité et précarité), le tout sur le fond d'un haut niveau de chômage structurel ; enfin impulser une internationalisation accrue des marchés et de la production, conduisant à un éclatement de son mode de régulation : en l'espace d'une décennie, on passe ainsi d'une économie internationalisée, mettant en rapport des espaces économiques nationaux plus ou moins intégrés par l'action régulatrice et planificatrice des États, sur la base du partage des gains de productivité précédemment évoqué à une économie transnationalisée dans laquelle l'imbrication des appareils productifs et la densité des flux d'échange privent rapide-

ment tous les États de leur capacité à assurer une relative cohérence et autonomie au développement économique national.

Ainsi s'explique le passage de la contrainte intérieure d'équilibre dans le partage entre salaires et profits, seule capable d'assurer le cercle vertueux de la croissance fordiste, à la contrainte extérieure de compétitivité. Signe éminent de cette évolution : le ralliement au néo-libéralisme de tous les gouvernements occidentaux, de droite comme de gauche, au tournant des années 1980. Ce qui ne rendait que plus nécessaire une politique d'austérité impliquant la fin du plein emploi (chômage structurel massif), la baisse des salaires réels (abandon de l'indexation, démantèlement partiel du système de protection sociale), la déréglementation du rapport salarial (remise en cause des acquis légaux ou conventionnels, développement des formes de travail «atypiques», individualisation du rapport salarial) parallèlement à la déréglementation des autres marchés.

Ainsi, par-delà la remise en cause du compromis qui lui avait donné naissance, la crise du fordisme a donc signifié une offensive en règle contre le prolétariat, ses acquis sociaux et institutionnels de la période fordiste. Bref, une fois de plus, il s'est agi de «faire payer la crise aux travailleurs».

La résultante générale en a été une fragmentation du prolétariat, conduisant à remettre en cause son unité et son identité de classe. Tout d'abord sous la forme de son éclatement en trois massifs distincts :

- d'une part, les travailleurs auxquels sont plus ou moins garantis un emploi, la croissance ou du moins le maintien à niveau du salaire réel, une négociation collective des conditions de travail, une protection et une expression syndicale, des possibilités plus ou moins étendues de «carrière» et de promotion sociale dans l'entreprise à travers la formation continue, etc. Au fur et à mesure que la crise se prolonge et s'approfondit, non seulement ce noyau de travailleurs stables tend à se rétrécir tandis que leurs «garanties» tendent à se restreindre, mais encore le rapport salarial fordiste se trouve infléchi, voire remis en cause au moins partiellement pour eux aussi (par exemple dans le sens d'une plus grande flexibilité du contrat de travail).

- d'autre part, les exclus du travail, voire du marché du travail tout court. Il s'agit des ouvriers et des employés que la crise jette durablement ou même définitivement sur le pavé (c'est le cas notamment des travailleurs âgés ou des travailleurs peu qualifiés des secteurs en déclin) ou auxquels elle interdit tout simplement de pénétrer dans la vie active (c'est le cas notamment des jeunes prolétaires sans expérience ni qualification professionnelles). Les uns et les autres sont donc voués au chômage de longue durée, donc à l'assistantat, entrecoupé de divers stages, avec au bout du compte, pour un nombre croissant d'entre eux, la plongée dans la pauvreté et la misère.

- entre les deux, une masse flottante des travailleurs précarisés : prolétaires des



entreprises opérant en sous-traitance et en régie, généralement des PME ; travailleurs à domicile ; travailleurs à temps partiel ; travailleurs temporaires (intérimaires ou sous contrat à durée déterminée) ; stagiaires ; enfin au comble de la précarité, les travailleurs du secteur dit «informel», de «l'économie souterraine».

Et ces trois ensembles tendent à se coupler les uns des autres, à «fonctionner» comme des sas étanches. Ainsi, les travailleurs stables et garantis tendent à développer des réactions corporatistes à l'égard des travailleurs précaires et des chômeurs de longue durée, procédant de la volonté de préserver catégoriellement les positions acquises au détriment de l'unité de classe. Par ailleurs, si, pour les jeunes diplômés, le travail précaire (essentiellement intérimaire) n'est souvent que transitoire et préparatoire à une insertion durable, d'autres catégories de travailleurs (femmes, hommes adultes, jeunes dépourvus de formation) tendent au contraire à s'enfermer dans le cycle ininterrompu travail précaire/chômage ou inactivité/travail précaire, voire à sortir de la précarité par le bas : en plongeant dans le chômage de longue durée. L'expérience montre enfin que, passée une certaine durée, le chômage provoque de véritables phénomènes d'exclusion et d'auto-exclusion à l'égard du marché du travail, ne serait-ce que du fait de la dévalorisation d'une qualification professionnelle déjà faible au départ. Les chômeurs de longue durée sont ainsi progressivement enfermés dans un véritable ghetto social et institutionnel.

Signalons de plus que toutes les études effectuées sur le développement du chômage et de la précarité montrent que ceux-ci tendent à réactiver et renforcer les anciennes divisions et inégalités de statut au sein du prolétariat : ils frappent d'avantage les travailleurs non qualifiés que les travailleurs qualifiés, les femmes que les hommes, les travailleurs jeunes ou âgés que les travailleurs d'âge mûr, les étrangers que les nationaux. Dans cette mesure même, ces processus confortent les réactions racistes, sexistes et paternalistes, avec les conséquences que l'on devine.

La «société duale» comme alternative au fordisme

Dans l'esprit de ses promoteurs¹ et de ses défenseurs, la «société duale» doit intégrer l'ensemble des transformations et des tendances précédentes en un nouveau modèle de développement du capitalisme occidental (rebaptisé pour l'occasion «société informationnelle»), destiné à prendre la relève d'un fordisme devenu impraticable.

En prenant cette proposition au sérieux, nous pouvons décrire comme suit les principaux traits de ce nouveau modèle.

Sur le plan socio-économique :

La «société duale» se caractériserait par la coexistence au sein même de l'économie capitaliste de deux secteurs à la fois opposés et complémentaires

- d'une part, un secteur de pointe, mettant systématiquement en oeuvre les nouvelles technologies (informatiques et télématiques, biotechnologies, nouveaux matériaux, etc.), à forte composition du capital, tourné vers le marché mondial, pouvant garantir à ses salariés un statut stable (impliquant une forte intégration et implication dans l'entreprise), des salaires élevés et croissants (indexés sur les gains de productivité), des conditions de travail intéressantes (formation permanente, plan de carrière), une forte protection légale et syndicale : le maintien grosso modo du rapport salarial fordiste

- d'autre part, un environnement de PME, couvrant des activités moins rentables, à faible composition organique de capital, tournées vers les marchés locaux ou au mieux nationaux, mais aussi éventuellement placées en situation de sous-traitance par rapport au secteur précédent, et dans lesquelles les salariés connaîtraient la précarité (oscillation entre le chômage et l'emploi temporaire), de faibles salaires non indexés sur la croissance de la productivité, de mauvaises conditions de travail, une moindre défense légale et une quasi absence de défense syndicale

- à cela s'ajouterait enfin tout le secteur dit de «l'économie informelle» (ou «souterraine») qui introduirait dans les métropoles capitalistes les conditions de surexploitation du travail expérimentées à grande échelle depuis des décennies dans le Tiers-Monde.

Cela conduirait en fait à juxtaposer deux régimes différents d'accumulation du capital. L'un à dominante intensive, fondé sur la recherche permanente des gains de productivité, impliquant non plus une production de masse destinée à la consommation de masse comme à l'époque fordiste, mais une production sélective et changeante destinée à une consommation «élitique», grâce notamment à une flexibilité accrue du procès de production (rendue possible tant par les nouveaux moyens de travail automatique que par la flexibilité imposée à la force de travail «garantie»). L'autre à dominante extensive, fondée sur l'augmentation de la durée et de l'intensité du travail. Juxtaposition qui rend a priori problématique tout mode de régulation de

l'ensemble de l'économie capitaliste ; nous y reviendrons.

Évidemment, un pareil mode de fonctionnement de l'économie capitaliste impliquerait l'aggravation de toutes ses inégalités constitutives, que ce soit entre classes et fractions, âges et sexes, régions et pays. Ces inégalités concerneraient en particulier :

- l'emploi : garanti aux uns (les travailleurs statutaires) et incertain pour les autres (précaires et chômeurs)
- le revenu : continu et croissant pour les uns, aléatoire et stagnant pour les autres
- la formation initiale et continue : assurée aux uns, réduite au minimum voire inexistante pour les autres ;
- la protection sociale : le système de protection sociale publique se verrait démantelé, la part de protection socialisée réduite au minimum, le complément étant assuré (à ceux qui en auront les moyens) par recours accru à l'assurance (privée ou mutualiste)
- le droit social : les uns se voyant couverts par des conventions plus ou moins avantageuses, les autres se voyant assurés une seule protection légale en peau de chagrin, assortie éventuellement de multiples dérogations.

Sur le plan institutionnel

La « société duale » se caractériserait par une transformation du mode d'insertion de l'État dans la société civile ainsi que par un remodelage en conséquence de l'appareil d'État, auxquels les politiques néo-libérales des années 1980 ont ouvert la voie.

Cela se traduirait simultanément par :

- a) « moins d'État » pour le capital : un désengagement relatif de l'appareil d'État à l'égard de ses fonctions de gestionnaire de l'accumulation du capital, qui s'étaient renforcées pendant la période fordiste, que ce soit :
 - en tant qu'État entrepreneur : producteur des moyens sociaux de production (cf. les privatisations d'un grand nombre d'entreprises et de services publics aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Italie, au Japon, etc.)
 - en tant qu'État protecteur (État-providence), producteur de moyens sociaux de consommation (services publics et équipements collectifs) : outre le démantèlement déjà signalé des systèmes publics de protection sociale, cf. la « marchandisation » des services publics (par exemple celle des PTT en France)
 - en tant que régulateur : abandon par l'État de toute fonction de régulation macro-économique (du moins sur le plan national), ce qui correspond à la « déréglementation » des marchés (de marchandises, de l'argent, du capital et bien évidemment de la force de travail)
 - enfin en tant qu'État planificateur : abandon par l'État de toute action visant à assurer la cohérence et l'autosuffisance relatives de l'appareil de production national ; concentration de l'aide de l'État sur les seuls secteurs de pointe, compétitifs sur le plan mondial.
- b) « plus d'État » contre les travailleurs :

un renforcement de l'appareil d'État dans ses fonctions répressives d'assistance, de surveillance et de contrôle social (assistance sociale, travail social, police, justice) pour faire face à la montée du mécontentement, de la marginalité, de la délinquance mais aussi des révoltes sporadiques qui ne peuvent que résulter de l'aggravation des conditions de vie de la masse de la population placée du mauvais côté de la « société duale ».

En même temps, très probablement, on assisterait à de profondes transformations de ces mêmes appareils répressifs, allant dans le sens de leur décentralisation (administrative et politique) et de leur « civilisation » : leur inbrication avec des organismes de la société civile (issus en particulier des mouvements associatifs). Les propositions du rapport Bonnemaison visant simultanément à la généralisation de l'« otage policier » dans les banlieues et à la collaboration entre policiers, éducateurs de rue, élus locaux et représentants de mouvements associatifs, préfigurent sans doute les nouveaux modes de contrôle social alliant décentralisation des pouvoirs répressifs et « autogestion conviviale de la misère » par les réseaux associatifs.



Ainsi, à la figure de l'État garant de la croissance économique et du bien-être social, dominante pendant la période fordiste, se substituerait la figure double d'un État libéral-autoritaire, libéral à l'égard du capital, autoritaire à l'égard des travailleurs, dont le régime de Madame Thatcher a fourni le modèle au cours des années 1980. Sa chute nous avertit déjà de la fragilité d'un pareil modèle, qui n'est sans doute pas étranger à sa nature contradictoire.

Sur le plan idéologique

On retrouverait cette double tendance, à la fois libérale et autoritaire, de la « société duale ». Dans une société qui réserve à une minorité l'accès à un statut garanti et qui voue la majorité à la précarité et à l'exclusion, l'acceptation de l'ordre établi ne peut reposer que sur :

- L'individualisme et ses illusions : l'individualisme triomphant des « établis » et des « parvenus » ; l'individualisme militant de ceux qui rêvent d'être des gagnants ; l'individualisme désabusé de ceux qui se résignent au « chacun pour soi » du « système D », pour rester dans la course ; enfin l'individualisme réactif, nourri de l'angoisse et de la culpabilité que fait naître l'échec, prompt à se métamorphoser en ressentiment à l'égard du premier « bouc émissaire » venu, des vaincus et des laissés pour compte.

Et il est à peine nécessaire d'ajouter que, dans un pareil contexte, les valeurs traditionnelles de gauche (action collective, solidarité, justice sociale, égalité des droits et des statuts, etc.) sont vouées à disparaître. D'autant plus facilement que sa base sociale traditionnelle, le mouvement ouvrier, verrait sa crise se prolonger.

- L'idéologie sécuritaire : car, avec le développement massif du chômage et de la précarité, avec l'aggravation de la pauvreté et de la marginalisation comme phénomène de masse, avec la montée de la délinquance, avec les révoltes sporadiques des ghettos sociaux, la « société duale » sécréterait toutes les conditions d'un fort sentiment d'insécurité dans la majeure partie de la population. L'entretien et l'exploitation de ce sentiment, par les médias mais aussi par le pouvoir politique (mise en spectacle de la « nouvelle pauvreté », de la délinquance, du terrorisme, etc.), fourniraient le terrain sur lequel pourrait s'établir un consensus social minimal : l'adhésion de la majeure partie de la population aux organes du pouvoir et à leurs ordres, moyennant la désignation de « boucs émissaires », proches (immigrés, jeunes des banlieues, délinquants) ou lointains (États, communautés étrangères : les Arabes aujourd'hui, éventuellement les Slaves demain), sur lesquels pourraient être rejetée la responsabilité des maux accablant la communauté nationale (ou européenne, ou occidentale). Donc une cohésion idéologique fondée sur l'hétérophobie : des sentiments de peur et de haine à l'égard de l'étranger, du marginal, du différent ; ainsi que sur des politiques de ségrégation, d'exclusion, d'enfermement.

En ce sens, on voit immédiatement quelle profonde solidarité unit d'ores et déjà des mouvements comme le FN d'une part, la droite classique et la gauche recentrée, convertie aux valeurs libérales, d'autre part : celle d'une division de travail idéologique sur fond d'un même modèle de société.

Les contradictions de la « société duale »

Je l'ai précisé dès le début de cet exposé : la « société duale » apparaît encore plus comme une possibilité que comme une réalité. Elle n'est encore que l'horizon des transformations en cours dans les sociétés capitalistes développées. De plus, ce qui précède correspond à la version « hard » de la « société duale ». J'ai moi-même discuté ailleurs de ce que pourrait être une version « soft » de ce même modèle¹.

Cependant, si j'ai choisi d'en présenter cette version «hard», c'est parce qu'elle fait parfaitement ressortir les contradictions du modèle, que l'exposé précédent de ses caractéristiques aura laissé deviner par moments. Contradictions qui me font douter de sa valeur et de sa pérennité. Autrement dit, avant même d'être achevée, la «société duale» m'apparaît déjà comme un échec en tant que modèle de développement du capitalisme.

Au niveau économique, la dualisation du procès de production, si elle a permis de redresser en partie le taux de profit, risque d'aggraver à terme les difficultés liées à sa réalisation, en privant le capitalisme occidental du mode fordiste de régulation, fondé sur une croissance de l'ensemble des salaires proportionnés au rythme moyen des gains de productivité.

En effet, la dualisation de l'économie capitaliste correspondrait, d'une part, au développement d'un secteur hyperproductif, à la recherche constante de gains de productivité ; d'autre part, à la marginalisation économique d'une masse croissante de salariés (chômeurs et précaires), dont elle n'aurait plus besoin (si ce n'est temporairement) comme producteurs mais dont elle aurait encore besoin comme consommateurs. Dans ces conditions, la production croissante du premier secteur, que celui-ci serait bien incapable d'absorber à lui seul, risquerait de ne pas trouver dans le second secteur, celui où règnent chômage et précarité, la demande solvable nécessaire. Cette contradiction est d'ores et déjà perceptible, et elle est la principale responsable du rythme syncopé fait de «stop and go» (de reprises successivement interrompues par des mini-récessions), selon lequel fonctionne l'économie capitaliste depuis le milieu des années 1980.

Évidemment, comme toujours, les effets de cette contradiction se trouvent en partie atténués et différés par un certain nombre de contre-tendances. Mais les limites en sont immédiatement perceptibles.

Par exemple, en rendant plus flexible les systèmes de production, les nouvelles technologies informatiques permettent de produire, de manière rentable, en petites séries, en s'adaptant au goût variable de la clientèle aisée et limitée, assurant une demande continue. Il est cependant difficile de concevoir que les secteurs de pointe de l'économie capitaliste se replient sur la seule production des biens de consommation de luxe (ou semi-luxe) et sur des moyens de production afférents. D'autant plus que la rentabilisation de certains équipements productifs particulièrement lourds (à forte composition technique et organique du capital) suppose une production de grande série.

De même, l'institution d'un revenu minimal garanti⁵ pourrait atténuer la contradiction précédente, en rendant solvable la demande des chômeurs. Outre qu'elle s'avère de toute manière indispensable politiquement, pour rendre supportables leur exclusion et leur marginalité, tout en les contraignant par son faible niveau à

accepter les travaux instables, mal rémunérés, dégradants, etc.. C'est pourquoi d'ailleurs la plupart des gouvernements occidentaux ont institué un tel revenu, sous des formes diverses d'un pays à l'autre.

Mais ce palliatif présente lui aussi ses limites. En effet, le financement de ce revenu minimal garanti pèse nécessairement, pour l'essentiel, sur la valeur et la plus-value formée dans le secteur I, donc sur les salaires et les profits distribués dans ce secteur, limitant du même coup la dynamique de son accumulation. Ce qui revient en définitive à habiller Pierre en déshabillant Paul...

Enfin, la conquête de marchés extérieurs peut elle aussi constituer une échappatoire partielle à la contradiction précédente. Ce qui explique notamment l'exacerbation de la concurrence entre les principales économies occidentales. Cependant, cette échappatoire pourrait bien se révéler n'être elle aussi qu'un cui-de-sac : dans la mesure où la dualisation se développe dans toutes les formations capitalistes en même temps, elle aboutit à contracter toute la demande mondiale. Tendence encore renforcée par les politiques d'austérité impliquées par la concurrence effrénée qui vient d'être évoquée. En ce sens, la dualisation des sociétés pourrait bien aboutir à une montée des protectionnismes, si ce n'est au niveau de chaque État, du moins par groupe d'États (cf. le capotage de la dernière session du GATT, du fait de l'affrontement entre CEE et États-Unis) ; et à une fragmentation progressive du marché mondial, avec les risques de dérapage vers l'affrontement militaire qu'impliquerait à terme un pareil processus.

Au niveau socio-politique, le processus de dualisation confronte le capitalisme à une seconde contradiction majeure. Il suppose en effet simultanément :

- d'une part, la mise en place d'un compromis entre le capital et la partie garantie du prolétariat, analogue à ce qu'a été le compromis fordiste, portant par exemple sur le partage des gains de productivité

entre profits d'une part, hausse des salaires et réduction du temps de travail d'autre part.

Ce compromis impliquerait en conséquence des formes démocratiques de domination capitaliste sur cette partie du prolétariat, avec reconnaissance et garantie des libertés formelles (association, expression, etc.) et de droits d'intervention (dans l'entreprise et l'État) de la part des organisations d'un mouvement ouvrier se portant garant du respect du compromis par sa base, donc acquis à la collaboration de classes dans la tradition de la social-démocratie occidentale :

- d'autre part, l'exclusion d'une partie importante de ce même prolétariat (celle composée des chômeurs et des précaires) de ce compromis, des droits et des garanties qu'il offrirait à sa minorité privilégiée. Cette exclusion supposerait à son tour des formes non démocratiques de domination : il ne serait pas possible d'intégrer et donc de contrôler la masse des chômeurs et des précaires par le canal classique de leur participation à des organisations ou institutions représentatives, du comité d'entreprise au Parlement, en passant par le syndicat et le parti, d'autant plus qu'ils se trouveraient placés en dehors du champ d'action possible de certaines d'entre elles (par exemple les organisations syndicales). Outre la vertu disciplinaire de la contrainte économique (le chômage), leur contrôle passerait au contraire par une cohorte de flics, de travailleurs sociaux, d'animateurs culturels, de médecins, de psychiatres, de prêtres, etc. - soit par la répression et la manipulation.

En fait, l'exclusion du travail et la marginalité sociale d'une partie du prolétariat, résultant de la dualisation socio-économique, représenterait un danger politique majeur pour le capitalisme : celui de perdre tout contrôle sur une partie de la population, qu'il ne parviendrait plus à intégrer ni à «normaliser» ni par le biais du travail, ni par celui de la consommation marchande, ni par la participation à des structures de représentation démocratique. Population qui serait de ce fait d'autant plus encline à la révolte, sinon à la révolution.

Pareille contradiction, résultant de la coexistence entre deux modes de domination, s'avérerait a priori difficilement gérable. Elle soumettrait les appareils d'État (leur mode d'organisation, leur normalité bureaucratique, leur procédure de légitimation de l'ordre social) à toute une série de tensions et de conflits qui risqueraient de les déstabiliser. On en a aujourd'hui déjà un exemple dans les difficultés qu'éprouve l'appareil scolaire en France à organiser pratiquement et surtout à légitimer la formation simultanée de deux types de main-d'œuvre différentes, l'une stable, l'autre précaire, de manière à alimenter un marché du travail de plus en plus dualisé. Ce n'est pas pour rien que les tensions s'accroissent de manière explosive dans les lycées !

Et c'est exactement cette contradiction qui a fini par miner l'État qui avait expéri-



menté grandeur nature ce que pouvait être une «société duale» : j'entends l'État sud-africain (afrikaner). Le régime d'apartheid peut en effet passer pour un modèle de dualisation socio-économique, à base raciste, poussé jusqu'à ses plus extrêmes conséquences politico-administratives. Son échec, provoqué conjointement par la révolte des exclus revendiquant pour eux aussi les normes et droits démocratiques et par pression d'une «communauté internationale» prisonnière de sa propre image de marque démocratique, montre clairement les limites de ce mode de domination fondé sur la coexistence de l'inclusion et de l'exclusion des dominés. Les mêmes conclusions pourraient se tirer de la situation générée par l'occupation israélienne de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, débouchant sur l'Intifada d'une jeunesse palestinienne vouée au chômage en même tant que dépourvue de droits. Soweto, Gaza, Vaux en Velin : même combat !

Les développements précédents laissent enfin clairement entendre que les contradictions de la «société duale» ne seraient pas moins graves sur le plan idéologique, en dépit de la diffusion massive des idéologies individualistes et sécuritaires.

Je n'en prendrai qu'un exemple. Comment justifier de condamner les uns aux contraintes du travail forcé à vie, tout en condamnant les autres aux contraintes de l'inactivité forcée (et la pauvreté sinon la misère), alors qu'il s'avérerait sans cesse plus évident que la base matérielle de la société (le développement des forces productives) permettrait à tous de travailler moins tout en vivant dans l'abondance relative ? De même, comment continuer à inculquer aux uns l'éthique du travail abstrait (effort en vue d'un seul gain monétaire, soumission à la contrainte temporelle, efficacité, rentabilité, respect de la hiérarchie soi-disant fondée sur les compétences professionnelles et techniques, etc.) alors que les autres se verraient proposer comme seul horizon existentiel le «droit à la paresse» ? La crise morale et culturelle dans laquelle se débat d'ores et déjà le

capitalisme développé ne pourrait que s'aggraver sous l'effet déstabilisant du processus de dualisation.

Au terme de cette analyse, la «société duale» ne me paraît pas constituer, contrairement à ce qu'affirment ses promoteurs et défenseurs, mais aussi la plupart de ses critiques, une issue à la crise : un nouveau modèle de développement, capable de prendre la relève du fordisme moribond. Dès lors, comment faut-il comprendre le processus de dualisation qui est incontestablement en cours dans l'ensemble des sociétés capitalistes développées, et dont les analyses précédentes ont rendu compte ? Deux hypothèses peuvent être avancées à ce sujet :

- la dualisation peut être comprise sinon comme une stratégie de sortie de crise, du moins comme stratégie d'adaptation à la crise, de la part de la classe dominante, essentiellement destinée à assainir la situation économique et à discipliner les travailleurs. Objectifs qu'elle a largement atteints. Ce ne serait donc qu'une figure transitoire du capitalisme, une figure de crise, préparant une sortie différente, en ce sens analogue (mais pas identique ni même nécessairement semblable) à ce qu'a pu être le fascisme dans les années 1930 et 1940 relativement à une crise structurelle qui aura trouvé en définitive sa solution dans le fordisme

- la dualisation peut être comprise comme un symptôme de décadence profonde du capitalisme, en proie à une crise insurmontable, aussi bien du fait de ses forces propres que du fait de celles, réputées antagonistes, qui auraient pu et dû en assurer la relève (le prolétariat, le mouvement ouvrier). Ne peut-on pas parler de décadence dès lors que, pour se reproduire, ce rapport social central qu'est le capital doit exclure de son propre champ (l'exploitation du travail salarié) une partie sans cesse croissante de la population ? Et ne peut-on pas parler de décadence aussi quand une partie de plus en plus importante de la force sociale réputée antagoniste du capital, le prolétariat, ne se voit proposer comme seul avenir que celle d'une plèbe tenue en respect par la garantie de sa pitance quotidienne et l'organisa-

tion des jeux médiatiques (sans compter il est vrai toutes les «forces de l'ordre») ?

Dans l'état actuel des choses, il est impossible de trancher entre les deux termes de cette alternative. Car la principale inconnue de la situation reste la capacité de réaction des opprimés, et tout d'abord de ceux qui subissent les processus d'exclusion et de marginalisation socio-économiques qui sont au cœur du processus de dualisation.

A. BIHR

1 Je reprends ici brièvement des éléments longuement développés dans «Du Grand Soir» à L'alternative, Paris, Éditions Ouvrières, 1991.

2 «La composition du capital se présente sous un double point de vue. Sous le rapport de la valeur, elle est déterminée par la proportion suivant laquelle le capital se décompose en partie constante (la valeur des moyens de production) et partie variable (la valeur de la force ouvrière, la somme des salaires). Sous le rapport de sa matière, telle qu'elle fonctionne dans le procès de production, tout capital consiste en moyens de production et en force ouvrière agissante, et sa composition est déterminée par la proportion qu'il y a entre la masse des moyens de production employés et la quantité de travail nécessaire pour les mettre en œuvre. La première composition du capital est la composition-valeur, la deuxième la composition technique. Enfin, pour exprimer le lien intime qu'il y a entre l'une et l'autre, nous appellerons composition organique du capital sa composition-valeur en tant qu'elle dépend de sa composition technique et que, par conséquent, les changements survenus dans celle-ci se réfléchissent dans celle-là.» K. Marx, *Le Capital*, Livre premier, Éditions sociales de poche, page 437.

3 Cf. notamment J. Amado et C. Stoffaès, *Vers une socio-économie duale*, annexe au rapport *La société française et la technologie*, Paris, La Documentation Française, 1980 ; et A. Minic, *L'après-crise a commencé*, Paris, Gallimard, 1982.

4) Cf. la critique de ce que j'ai appelé le projet néo-social-démocrate dans «Du grand Soir» à L'alternative.

5) En fait le Revenu Minimum d'Insertion (RMI).

A B O N N E M E N T

<ul style="list-style-type: none"> • REFLEX^{es} (6 numéros) Diffusion • No Pasaran ! (10 numéros) • REFLEX^{es} + No Pasaran ! (ajouter 20 francs pour l'international) • Adhésion à l'association REFLEX 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 100 francs ■ 3 exemplaires 240 francs ■ 50 francs ■ 140 francs ■ 50 francs (précaire) ■ et à partir de 150 francs en soutien 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 150 francs (soutien) ■ 5 exemplaires 400 francs ■ 100 francs (soutien) ■ 250 francs (soutien) ■ 100 francs
--	---	--

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____ Téléphone (facultatif) : _____

ÉCRIRE À REFLEX
14, RUE DE NANTEUIL 75015 PARIS
CHÈQUE À L'ORDRE DE REFLEX
ÉCRIVEZ-NOUS POUR DEMANDER UN CATALOGUE
DU MATÉRIEL DISPONIBLE
(AUTOCOLLANTS, T-SHIRTS, BADGES, LIVRES...)

De Sarajevo à Vaulx-en-Velin : défendre la **MULTICULTURALITÉ** et la **CITOYENNETÉ**

Dix ans après la marche, où en est le mouvement de l'immigration et des cités ? C'était le thème de la journée du 4 décembre à la Bourse du Travail, réunissant des individus, des collectifs et des associations qui ont participé ces dernières années aux luttes de l'immigration, sur les meurtres sécuritaires et racistes, sur les révoltes dans les banlieues, sur le logement, etc.

Appréhender le présent au travers de la mémoire des années 1970, des luttes ouvrières et des foyers Sonacotra, retrouver les racines multiples de l'immigration, de l'Islam aux luttes de la décolonisation, de l'émancipation des femmes au rapport avec les autres associations ou groupes politiques, ont servi de fils conducteurs aux différentes interventions, mêlant les générations, acteurs de leur histoire, de notre histoire.

Quel futur ? Avec qui ? Sur quelles bases ? Citoyenneté ? Replis communautaires ? Ouverture ? Islam ? Répondre à toutes ces interrogations en une après-midi n'était ni possible ni d'ailleurs souhaitable ; par contre, l'esquisse de débats contradictoires et une volonté commune d'avancer ensemble pour résister et retrouver une pensée cohérente face aux mutations (idéologiques, politiques, sociales et culturelles) semblent une nécessité pour beaucoup...

Quel futur ? Pour quel mouvement ?

Comme on peut le remarquer dans le compte-rendu de ces dix dernières années (cf. encadré), une des contradictions se trouve dans la définition du mouvement. Est-il un mouvement de l'immigration, principalement beur ? Ou bien va-t-il au-delà en organisant les différentes associations et collectifs de luttes dans un mouvement large et pluriel pour la citoyenneté, contre les exclusions, contre les meurtres sécuritaires, etc. ? Cette question reste aujourd'hui non résolue.

Une des réponses au racisme d'État et à la xénophobie est le retour vers des repères communautaires, pour certains vers l'Islam. Le nouvel ordre mondial qui se constitue contre le Sud, la diabolisation par l'Occident de l'islamisme sont autant de facteurs apportant de l'eau au moulin de ceux qui défendent comme solution la constitution d'un rapport de force à partir d'une problématique communautaire. Depuis des années, les pouvoirs occidentaux ont aidé les associations tenues par des islamistes et entretenu des liens avec eux : de Pasqua dans les Hauts-de-Seine, au rôle de la CIA dans le développement du Hamas en Israël en passant par le soutien aux groupes intégristes, via l'Arabie Saoudite...

Une redéfinition des contours de la résistance à l'ordre mondial (contre le dévelop-

pement séparé et l'apartheid social mondialisé) dont une des traductions est la ségrégation et l'infériorisation de certaines communautés vivant sur le sol français, doit avoir comme base l'affirmation d'une dimension multi-culturelle des luttes à développer et une reconnaissance de la spécificité liée à l'histoire propre des immigrations.

C'est aussi reconstituer au niveau local des fondements pluriels dans les luttes contre les exclusions. Car, à l'enfermement dans des considérations ethniques et territoriales, comme le font les pouvoirs publics, nous devons opposer un combat pour reconnaître le caractère social et revendicatif des habitants quelle que soit leur nationalité. Accepter des logiques de prises en charge séparées selon les communautés, c'est laisser se développer des logiques de ghetto et une gestion d'apartheid. En réponse à la réaffirmation d'une identité française (dont personne ne peut nous dire ce qu'elle est), symbolisée par la remise en cause de l'accès à la nationalité. et en l'absence de forces alternatives développant des concepts d'appartenance sociale et transnationale, la voie de l'identité communautaire risque de devenir dominante et de créer des fossés difficilement dépassables même pour ceux qui luttent pour l'égalité des droits.

Intégration/Citoyenneté Égalité/Antiracisme

Ces « couples » reflètent des différences profondes dans l'approche des questions touchant à l'immigration, à la place des étrangers au sein de la société française, mais aussi dans les choix fondamentaux de l'organisation sociale, économique et politique. En effet, l'antiraciste a un jugement moral et dénonce le fait qu'un individu classe hiérarchiquement les peuples et les individus sur une base biologique. L'antiracisme individualise les comportements de rejet et s'évertue à penser les problèmes touchant les immigrés en terme de droit ; donc en terme de législation, d'amélioration et de respect des chartes fondamentales (déclaration des droits de l'homme et du citoyen), fondement des démocraties occidentales. L'intégration est la démarche des antiracistes, car elle demande à celui qui désire s'intégrer l'abandon de ses propres références, de sa culture, de ses repères. L'intégration aux valeurs de la République, tant défendue par nos laicards

de gauche, est aussi l'intégration aux valeurs de la marchandise et du libéralisme. À aucun moment les antiracistes ne posent les questions en terme de rapports sociaux et économiques, en terme de rapports inégaux ni au sein de la société française, ni au niveau mondial.

De plus, au cours de ces dix dernières années, le discours de la Nouvelle Droite est devenue dominant dans le corps social et au sein des organisations politiques dirigeantes. C'est-à-dire qu'au nom du différentialisme culturel et des inégalités naturelles entre peuples et sociétés humaines, on détermine un classement et une hiérarchie. L'Occident, dominateur du fait de sa puissance militaire et scientifique, refuse le racisme dans sa caractérisation du début du siècle et les horreurs du nazisme, tout en organisant et planifiant les pays, les continents, les peuples et les individus dans ses propres sociétés, mais plus encore dans les pays dits non développés selon une hiérarchie liée à la compétence, au rendement, aux ressources, à la place géographique, etc. L'étranger n'est donc pas forcément rejeté, mais doit s'assimiler aux valeurs de la société occidentale. Il n'a qu'une valeur d'usage, c'est-à-dire qu'il dépend du besoin de main-d'œuvre sur le marché du travail, d'où la demande par les grandes entreprises d'une entrée et d'un séjour des étrangers par quotas liés aux activités industrielles.

La critique de SOS Racisme et de France Plus ne doit pas avoir comme objet principal leurs subventions exorbitantes ou leur médiatisation sans rapport avec leurs réalités militantes, mais leurs rôles idéologiques.

Poser les questions en terme d'égalité et de citoyenneté pousse à s'interroger sur le fonctionnement de notre société, sur les productions d'inégalités non seulement pour les étrangers, mais pour des fractions toujours plus importantes de la population. Cela implique autre chose : changer le rapport entre associations de solidarité et mouvements de l'immigration. Car dans le cadre de la défense de la citoyenneté, on n'est pas solidaire par charité, condescendance ou sentiment de culpabilité, mais bien parce que l'on place la valeur d'égalité au premier plan.

La défense des étrangers ne peut être l'objet de querelle entre organisations politiques françaises ; cela rappellerait trop les situations des années 1960 où les militants

anti-impérialistes se servaient de certaines luttes de libération pour leur propres intérêts. Il doit s'établir une nouvelle relation avec les associations immigrées : des rapports égaux, des débats et des réflexions menées par l'ensemble de ceux qui acceptent le cadre défini par la notion de citoyenneté (voir *REFLEXes* n° 39).

L'immigration et le nouvel espace européen

L'Europe est le nouvel espace de gestion de migrations externes et internes. C'est au nom de l'harmonisation des lois sur l'immigration, de l'espace Schengen, des nouvelles frontières à construire avec l'Est et le Sud qu'ont été prises les mesures vis-à-vis des étrangers depuis dix ans. De la remise en cause du droit d'asile à la précarisation du statut des étrangers, des familles et des enfants (remise en cause du code de nationalité), de la chasse aux clandestins aux contrôles au faciès, l'étranger est comme dans les années 1930 le bouc émissaire idéal. Dans un monde où les capitaux bougent bien plus vite que les hommes, où les entreprises ferment dans les « vieux pays » pour aller conquérir l'Asie du Sud-est, où des zones entières sont laissées à l'abandon et aux tueries fratricides, où on laisse se développer la mort, la famine, etc. le sort qui est fait aux hommes et aux femmes non nationaux relève à la fois d'une adaptation du racisme d'antan et de la nouvelle organisation économique mondiale. Les migrations des hommes ne peuvent pourtant être stoppées par des lois. L'Europe forteresse blanche, en regardant se noyer au sud de Gibraltar des centaines d'hommes et de femmes venant d'Afrique, ne fait qu'agrandir le fossé entre le Sud et le Nord, ne fait que construire une haine des pauvres contre les riches.

Pour les étrangers vivant en Europe, ils se retrouvent au banc des accusés, soit d'être de futurs traîtres, « une cinquième colonne », soit de ne pas respecter les lois des pays « d'accueil ». Leurs statuts se voient précarisés par un ensemble de lois aussi bien en France que dans le reste de l'Union européenne. Il y a donc un besoin urgent de tisser des liens et d'échanger entre collectifs et associations sur l'état des lieux dans les différents pays ainsi que de s'associer pour des campagnes communes. À l'occasion des élections européennes, la revendication pour une citoyenneté européenne, non liée à la nationalité pour les étrangers extra-communautaires doit refaire surface. Comme le montre le conflit yougoslave et le refus par l'Europe d'accueillir les réfugiés bosniaques, il faut aussi trouver d'autres formes de luttes, d'autres formes de résistances, des actions de désobéissances civiles. Le développement d'une campagne « Égalité des droits, Égalité dans les rapports entre les peuples, dépassement des nations et des empires (USA-ALENA, Japon-APEC, Europe) pour un fédéralisme transnational » reposant sur la notion de résidence et d'appartenance au corps social dans lequel on vit doit servir de fil conducteur à nos luttes. ■

POUR MÉMOIRE...

OCTOBRE-DÉCEMBRE 1983 : «BENGAINEZ, ON ARRIVE !»
La Marche pour l'Égalité et contre le racisme, partie de Marseille, traverse la France. Son arrivée triomphale avec 100 000 personnes marque un tournant dans l'histoire du mouvement de l'immigration. C'est «le coup de cœur pour les beurs» célébré par les médias. À l'origine, les affrontements entre les jeunes et la police aux Minguettes dans l'est lyonnais. Il y aura en fait deux marches en une : celle des réseaux chrétiens et antiracistes français, qui tentent de réagir après le syndrome de Dreux où la droite dite républicaine a fait alliance avec le FN lors d'une élection, et celle des jeunes immigrés, qui crient leur révolte contre la recrudescence des crimes racistes. À l'arrivée, G. Dufoix annonce la création prochaine de la carte unique de dix ans.

FIN 1983-DÉBUT 1984 : «LES ARABES AU FOUR»
Talbot-Poissey. La direction annonce plusieurs milliers de licenciements, visant principalement des travailleurs immigrés. Ceux-ci décident la grève et occupent l'usine avec le soutien de la CFDT. Les non-grévistes et l'encadrement, avec l'aide de la CSL (confédération des syndicats libres, syndicat de la droite extrême) qui fait venir des cars des usines de province, provoquent des affrontements aux cris de «au four, à la Seine». Une manifestation de solidarité est organisée à Paris qui rassemble un peu moins de 3000 personnes. Mauroy déclarera lors de ce conflit, que les «immigrés étaient manipulés», «gagnés à l'intégrisme» et «qu'ils ne faisaient pas partie des réalités françaises».

PLACE VENDÔME : «LA PSYCHOSE DU 22 LONG RIFLE»
Pendant ce temps, les «Folles de la place Vendôme» commencent leur ronde pour interpeller l'opinion et pouvoirs publics sur les crimes racistes et sécuritaires. Une coordination justice est constituée pour répondre à l'afflux d'affaires judiciaires et pour préparer les procès qui se multiplient en 1985-1986.

CONVERGENCE 84 : «CASSE-TOI, J'SUIS TON POTE»
Cinq colonnes de mobylettes roulent vers Paris le premier décembre 1984. La «deuxième» marche regroupe différentes communautés et s'adresse à la société civile. Ses initiateurs réaffirment sur le ton de la défiance leur autonomie vis-à-vis du pouvoir et du PS, et critiquent sans pitié leurs compagnons de route antiracistes... C'est le moment choisi par une poignée de transfuges du gauchisme pour répandre la petite main jaune «touche pas à mon pote». SOS Racisme prend son envol, avec la bénédiction des médias.

«DIVERGENCE 1985» SOS RACISME, FRANCE PLUS ET LA TROISIÈME MARCHÉ

Cet éclatement voulu par les pouvoirs politiques de gauche signifie la fin d'une dynamique née en 1983. Dans le même temps, pendant l'hiver 1985-1986, c'est le procès des meurtriers d'Ahmed Bouleïja et Wahid Hachichi qui se terminent dans des affrontements avec la police.

JUIN 1986 «DOUCE FRANCE»
Djida et Nacer des JALB (Jeunes Arabes de Lyon et sa Banlieue) entament une grève de la faim par rapport à la loi Pasqua sur le thème «J'y suis, j'y reste». Se constitue le collectif des 120 contre la loi Pasqua, sous la bannière de la Ligue des droits de l'homme. C'est ensuite le mouvement étudiant la mort de Malik et le retrait du projet sur le code de la nationalité. Mais un autre jeune, Abdel, tué

par un policier à Aubervilliers, dans la nuit du 4 au 5, ne soulève pas autant d'émotions de la part de la gauche... Pendant deux ans, un Comité Justice poursuit jusqu'au bout sa lutte et obtient la comparution du flingueur.

HIVER 86-87 : «UN TÔT, C'EST UN DROIT»
Incendies dans les immeubles à Paris. Constitution du collectif des Mal-logés, qui pendant plusieurs années sera le fer de lance des luttes sur ce terrain, avant de voir revenir les gauchistes et les curés...

1990-1991 : «LA RÉVOLTE DES BANNIS»
création du comité de la Double Peine autour de Mohamed Hocine, menacé d'expulsion après sa sortie de prison. La dynamique aboutira à une série de mesures de la part des pouvoirs publics sans pour autant remettre en cause le principe même.

«C'est aussi lors des émeutes de Vaulx-en-Velin et celles qui vont suivre, que les questions liées aux exclusions multiples (travail, éducation, logement, etc.), aux rapports entre jeunes et police, jeunes et justice, se retrouvent au premier plan. Le gouvernement en profite pour peaufiner son discours : intégration des bons éléments, et renvoi des mauvais... La gauche, toute tournée vers les classes moyennes, a laissé se développer la misère et les ghettos. Pire, elle s'en sert pour justifier sa politique répressive et de contrôle social.»(NDLR)

GUERRE DU GOLFE, FIN 1991-DÉBUT 1992

«CHOISIS TON CAMP, COUSIN : SCUD OU PATRIOTE»
La guerre du Golfe prend le relais de l'affaire des foulards et des attaques contre les mosquées, elle aggrave le malentendu entre les Arabes et la France. Les beurs sont sommés de faire allégeance individuelle à la France. Quelques fayots de la République et autres beurs publics s'exécutent servilement pour affirmer que «la communauté arabe n'existe pas». Mais beaucoup d'autres ne pardonneront pas cette négation de soi. Et paradoxalement, la pression de l'intégrisme laïc va concourir à développer le retour de l'islam. Pour le meilleur et pour le pire. Le retour à la religion est d'autant plus important que tous les modèles de références et toutes les autres idéologies de libération se ratatinent comme une peau de chagrin.

LA RÉVOLTE DES HARKIS, ÉTÉ 1991

Les jeunes de la cité des Oliviers à Narbonne se révoltent contre la relégation des harkis.

MARS 1993 : «VOILÀ, VOILÀ, OÙ ÇA RECOMMENCE»

Le retour de la droite au pouvoir en mars 1993 voit la remise en cause de beaucoup d'acquis sociaux et politiques. Mais rien ne sert de partir bille en tête contre Pasqua et ses lois sécuritaires tant que le bilan de l'actif et du passif avec le pouvoir durant toute la décennie Mitterrand n'aura pas été tiré. En tout état de cause, cette décennie a vu se développer une communauté d'expérience, la nôtre, celle qui a fait irruption sur la scène publique un certain décembre 1983. Sur un air de fête, ne l'oublions pas. Et comme le dit la chanson, «malgré toutes les galères, plus rien ne sera comme avant. Devant nous, l'Europe et de nouvelles conquêtes.»

**Extraits du double-page de présentation
Quelques points de repères pour mémoire réalisés par Im Média et le Comité national contre la Double Peine.**

- Im Média 26, rue des Maronites 75620 Paris
- Comité national contre la Double Peine 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

METROPOLICE

La sécurité dans les transports

Quand en 1989, on a vu apparaître dans les couloirs du métro parisien, des individus en uniformes bleus et beiges, blousons à pièces de cuir, menottes, bombes lacrymogènes et bâton de défense en évidence, on aurait pu penser qu'ils sortaient tout droit d'un roman de Daeninckx. En fait, il s'agissait du nouvel organisme créé par le PDG de la RATP, Christian Blanc, pour «lutter contre le sentiment d'insécurité».

Si les PDG passent, le Groupe d'Intervention et de Protection des Réseaux (GIPR) existe toujours, «relooké» certes, mais grossi de 40 membres supplémentaires depuis sa création (+ 35,7%)². Toujours en 1989, la SNCF a lancé elle aussi un plan pour la sécurité, en augmentant entre autres les effectifs de son personnel au sein de la Surveillance Générale (SuGe), le service de la police chargé des chemins de fer dans les emprises (voies ferrées et gares) de la société nationale. Pour ne pas être en reste, citons aussi l'attribution de 320 postes supplémentaires au Service de Protection et de Sécurité du Métro (SPSM)³, soit près de 100% d'augmentation, qui dépend lui de la police nationale. Au vu d'un tel déploiement de forces, il semblerait que depuis la fin des années 1980, les transports en commun, et en particulier ceux d'Ile-de-France, soient devenus sujets d'attentions subtiles de la part des pouvoirs publics, comme s'ils étaient brusquement devenus, selon une expression toute «pasquaienne», des zones de non-droit.

Pourtant en 1989, la droite n'est plus au

gouvernement et c'est au premier ministre socialiste, Michel Rocard, qu'il faut attribuer ce mouvement sécuritaire. C'est suite à une série d'agressions et de grèves dans les transports franciliens des régions nord et est, que le premier ministre socialiste annonce la création d'une Brigade de Surveillance des Chemins de Fer (BSCF), bientôt suivie par la mise sur pied de plans pour la sécurité à la SNCF, puis à la RATP. Les résultats de cette politique qui se veut avant tout répressive vont apparaître très vite comme relativement limités.

Si on regarde les chiffres, pour la banlieue parisienne, on constate que les actes de malveillance diminuent entre 1986 (3800 actes recensés) et 1990 (3500, soit une baisse de 8% environ⁴), mais l'augmentation des moyens répressifs n'y aura pas été pour grand chose, puisque sur 1989/1990, la baisse se situe autour 5%, inférieure donc à la moyenne sur la période 1986/1990.

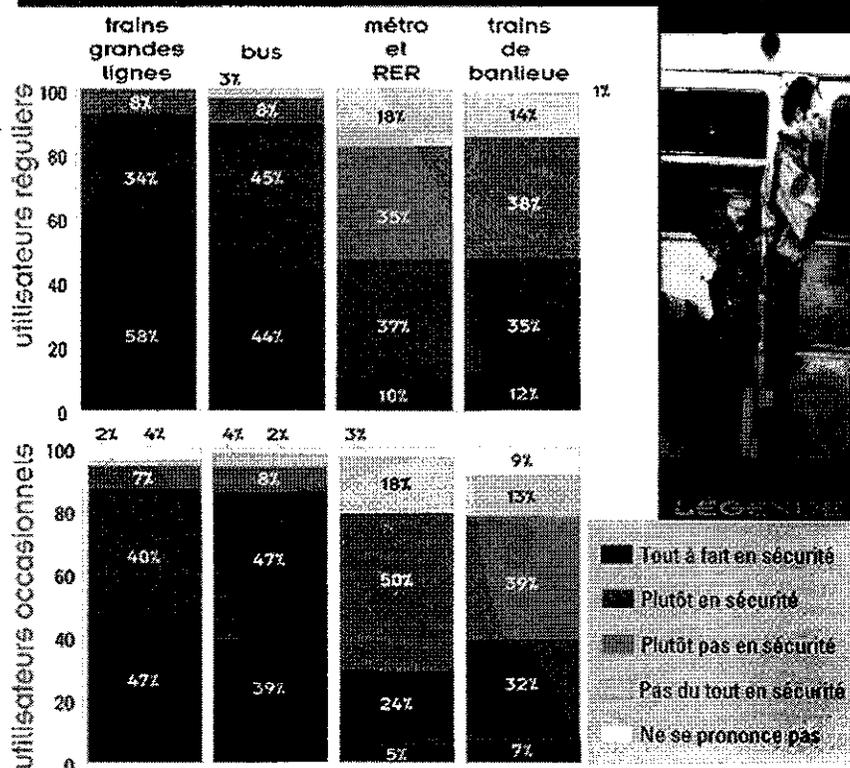
Quant aux agressions contre les personnes, elles se montent, sur des agents SNCF, à environ 200 par an : sur des voyageurs, on en dénombre 400 par an⁵. La

Direction des Activités Voyageurs Ile-de-France (DAV-IdF) estime que «dans la région parisienne, le nombre d'agressions commises et constatées, voyageurs et cheminots confondus, sur les emprises de la SNCF, est d'un peu moins de deux par jour en moyenne»⁶. Si l'on compte bien, deux personnes par jour, avec 2,2 millions de personnes transportées journalièrement, la proportion est donc de une pour 1,1 million. Dans le même ordre d'idée, Jacques Fournier, le président de la SNCF, annonçait qu'en 1990, on pouvait enregistrer une baisse de 4% des agressions par rapport à la même période en 1989. Une baisse qui s'est poursuivie en 1991. La RATP, quant à elle, connaissait une situation similaire et comptait 8 agressions par jour pour un trafic journalier de 6 millions de voyageurs, métro et RER confondus⁷.

Malgré ces chiffres, la corrélation entre la baisse des agressions d'une part et l'augmentation des effectifs policiers d'autre part n'est pas évidente. En effet, si la sécurité des personnes s'améliore en moyenne, on s'aperçoit que le nombre d'accidents du travail des personnels des entreprises de transport, dus à l'action violente d'une tierce personne est en augmentation depuis 1989. Une hausse «qui n'étonne pas» Pierre Joncour, qui dirige le service de sécurité du métro, «elle est le signe que l'on va au contact». Ce qui veut dire que les agressions contre les agents de surveillance se multiplient lors des contrôles, mais fait nouveau, que le personnel d'exploitation est lui aussi touché. L'explication de cet état de fait est relativement simple et l'exemple des agents de train (plus communément nommés contrôleurs) est révélateur.

Ceux-ci se voient attribuer un rôle de plus en plus répressif, alors que leur part dans la sécurité des circulations se retrouve diminuée d'autant par la mise en place de l'Équipement à Agent Seul (EAS), qui permet au mécanicien d'assurer seul le service du train. La SNCF, sous le seul prétexte de la rentabilité, fait des trains et des gares des déserts, mais met parallèlement en place des opérations de contrôle coup de poing, tout en se proposant de noter les agents en fonction du nombre de procès-verbaux qu'ils auront dressés. Si l'on ajoute à cela que les contrôles des titres de transport se font de plus en plus souvent sous l'œil des policiers de la BSCF, on comprend aisément pourquoi les contrôleurs

Le sentiment d'insécurité dans les transports



sont de plus en plus considérés sous le seul angle de leur travail de police. Cette explication vaut aussi dans une moindre mesure pour les agents commerciaux (qui vendent les billets) qui, en fonction des services dans lesquels ils sont affectés, peuvent se retrouver à effectuer des opérations de contrôle. Les agents de la SNCF et de la RATP sont donc agressés avant tout parce qu'on les considère comme des auxiliaires de police. Pourtant, les revendications avancées par les cheminots lors des grèves de 1989 demandaient avant tout des créations d'emplois supplémentaires, afin d'assurer une présence qui se voulait préventive, dans les trains.

Au lieu de cela, l'action engagée dans les transports franciliens depuis 1989, si elle satisfait les objectifs restreints des fonctionnaires du ministre de l'Intérieur et la direction SNCF, reste assez décevante à long terme. Les agressions ont beau diminuer, on constate une hausse du sentiment d'insécurité. Ainsi, un sondage d'opinion publié dans *La Vie du Rail* montrait que «si 45% des personnes interrogées qui se sont prononcées ont le sentiment que la sécurité dans les transports en commun n'a pas changé, 34% d'entre elles pensent qu'elle s'est détériorée, contre 16% qui ont ressenti une amélioration»⁹. Encore plus troublant grâce au même sondage, on s'aperçoit que les personnes qui se sentent le moins en sécurité dans les transports en commun sont celles qui ne les utilisent qu'occasionnellement.

La question était posée de la façon suivante : «Pour chacun des moyens de transport que je vais vous citer, dites-moi si, selon vous, on s'y trouve tout à fait en sécurité, plutôt pas en sécurité, pas du tout en sécurité. Je vous demande de répondre non pas en pensant aux risques d'accident mais bien en pensant aux risques d'agressions ou de vols.» (cf. *tableau*).

Les résultats de ce sondage permettent donc deux hypothèses : soit une partie des utilisateurs occasionnels le sont parce qu'ils ont peur des agressions, soit le sentiment d'insécurité mesuré dans cette enquête est avant tout subjectif et repose sur la publicité des incidents qui surviennent plus ou moins régulièrement dans les transports en commun. En conclusion, la politique menée jusqu'ici en matière de sécurité n'a servi qu'à nourrir le sentiment d'insécurité. L'amplification des faits qu'implique l'éclairage des médias crée un sentiment de peur, auquel on remédie faussement en allouant des effectifs supplémentaires aux différents services de police. La présence de ceux-ci dans les gares, si elle peut en rassurer certains, ne leur en rappelle pas moins l'objet de leur peur. Bref, la politique de la peur du gendarme génère l'expression même de ce qu'elle est censée combattre.

Plus graves sont les répercussions que génère la fièvre sécuritaire. En l'occurrence, l'analyse de la RATP a le mérite d'être claire. «En voulant faire vivre le métro, on y a fixé une population qui n'avait pas d'autre lieu pour vivre. Et le développement d'une population marginale a favorisé le développement de la délinquance. Aujourd'hui, on parle d'une reconquête du territoire. Une image très dure, qui mêle bien les deux aspects du combat : "social" – c'est toute une population qu'on chasse – et "militaire" – on occupe le terrain. Environnement et sécurité»¹⁰. Environnement, puisque 300 millions sont consacrés au nettoyage. Sécurité, lorsque le GIPR organise une véritable chasse de «toute une faune [qui] était descendue dans le métro sans aucun contrôle [...] qu'il était de [la responsabilité de la RATP] de réguler»¹¹. Dans le même esprit, la RATP (comme la SNCF) organise des tournois de foot avec les jeunes des banlieues et «prend en charge» les 2000 sans-

abri qui campent dans les couloirs du métro.

La volonté d'exclure une partie de la population du droit au transport n'est donc pas niée, mais ce qui se profile derrière ces pratiques, c'est la mise en place du développement séparé des populations par l'exercice d'un contrôle coercitif des déplacements des exclus, qu'ils soient vendeurs à la sauvette, SDF, immigrés au statut précaire ou tout cela à la fois. Plus généralement, c'est la liberté de tout un chacun, d'aller et de venir à son gré, qui est visée. L'installation d'un système de télésurveillance dans les stations des Halles, Réaumur Sébastopol, Strasbourg-St-Denis et République vient d'ailleurs confirmer cette idée. Un geste brusque, un bruit inhabituel, et les capteurs déclenchent les caméras, les images parvenant au centre de surveillance local. «Big Brother's watching you!» ■

1 Référence au roman *Métropolitain* de Didier Daeninckx, NRF, Série Noire, qui met en scène des policiers du métro parisien.

2 Chiffres prévus pour début 1993 ; d'après *le Nouvel Observateur* n°2228, du 28/05/92 au 03/06/92, page 15.

3 Ibid.

4 Chiffres annoncés par *La Vie du Rail (LVR)* n°2319, 14 novembre 1991, page 9.

5 Ibid.

6 Déclaration à *France-Soir*, Édition du 15 octobre 1991.

7 *LVR*, n°2319, page 12.

8 Ibid, page 18.

9 Ibid, page 13.

10 Ibid, page 18.

11 Propos tenus par Christian Kozar, haut fonctionnaire, ancien sous-préfet de Versailles, propulsé en juillet 1989 à la tête du département Environnement et Sécurité de la RATP, rapportés par *le Nouvel Observateur*, n°2228, du 28/05/92 au 03/06/92, page 15



l'esprit libre



Les principaux services de

À la SNCF

La Surveillance Générale (SuGe) : c'est un service créé par la Direction Générale de la SNCF en 1938. La SuGe relève de la direction juridique placée sous l'autorité d'un magistrat. Elle est administrée au niveau national par une division qui comprend, outre le chef de division et son adjoint, des responsables de secteurs, des assistants techniques chargés de différentes fonctions et un poste de coordination fonctionnant en permanence. Les agents de la SuGe sont assermentés. Ils peuvent donc constater les contraventions, délits et crimes à la police de Chemins des Fer suivant la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 22 mars 1942 (à noter



que c'est un décret promulgué sous l'occupation nazie et qu'il n'a jamais été aboli).

Exemple : manipulation intempestive des installations de sécurité, dépôt d'objet sur la voie ou jet de projectile sur les trains, agression contre les agents SNCF, attentat contre la circulation des trains, etc. D'autre part, comme tout citoyen, ils peuvent intervenir dans le cadre de l'article 73 du Code de Procédure Pénale. « Dans le cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche. »

Exemple : vol de marchandises, de matériels et de biens, escroqueries et faux au préjudice de la SNCF.

Ils participent d'autre part aux actions en tous genres comme l'assistance pendant les opérations de contrôle ou l'ilotage.

Les agents de la SuGe sont recrutés soit en interne, soit de plus en plus, faute de candidatures, à l'extérieur, essentiellement parmi les anciens policiers, gendarmes, militaires ou appelés du contingent ayant effectué leur service dans la police ou la gendarmerie.

Ils travaillent en tenue civile sauf lors d'opération d'ilotage en gare de banlieue. Les maîtres-chiens portent un uniforme.

Les agents de la SuGe sont armés, pour les personnels en civil, de pistolet Browning de calibre 7.65mm, pour les personnels en tenue de revolvers Ruger de calibre 38 Spécial (9mm). Il ne peuvent faire usage de leur arme qu'en cas de légitime défense.

Leur formation (psychologie, self-défense, tir) dure quatre mois. Les effectifs étaient de plus 1000, dont 411 en Ile-de-France (données 1991).

À la RATP

Les agents de sécurité de la RATP sont regroupés au sein du service Environnement et Sécurité, qui dépend directement du PDG de la RATP.

Il existe deux services dont la compétence s'étend au trois réseaux de la RATP (métro, RER, autobus).

- D'un côté, la Surveillance Générale, créée en 1945 et qui s'apparente à la structure SNCF du même nom.

Ses agents, en civil, disposent d'un permis de port d'arme. La SuGe comptait 310 personnes en 1991.

- De l'autre côté, le Groupe d'Intervention et de Protection des Réseaux (GIPR), créé en 1989. Ses agents en uniforme sont munis d'un « tonfa », sorte de bâton de défense pourvu d'une poignée longitudinale. Ils peuvent appréhender



un individu en flagrant délit (art 73 CPP). Ils sont aussi chargés de contrôler les titres de transport ainsi que d'expulser certains individus contrevenant aux règles de la RATP (par exemple, ils peuvent expulser les SDF, saisir les marchandises vendus par les marchands à la sauvette, etc.).

D'après M. Manesse, le secrétaire général du SUPR (Syndicat Unitaire de la Police Républicaine), « bien souvent, les policiers du métro sont appelés à réguler les problèmes posés par l'intervention du GIPR. La situation est un peu baroque, en

surface on a des sociétés de gardiennage qui font un fric monstre. Ils se comportent souvent comme des gougnafiers. Et quand les jeunes se révoltent, qui appelle-t-on pour réguler la situation : la police. Dans le métro, c'est la RATP qui recrute ses agents de sécurité. On ne demande pas son avis à la hiérarchie policière. La RATP les habille de manière provocante et les policiers sont obligés d'intervenir lors des accidents. Si vous prenez partie pour l'usager, les insultes du GIPR pleuvent. La RATP se plaint et nous dit cette chose aberrante : "Il faut choisir son camp". Moi, mon camp, c'est clair, c'est l'esprit de l'égalité des gens et des libertés. Autant la RATP sait vendre son image de marque, autant elle sait masquer tous les problèmes que nous rencontrons dans le métro avec ses brigades de surveillance ». Deux policiers martiniquais en civil rattachés au SPSM ont même été passés à tabac par des membres du GIPR. Dans le cas présent, « le seul tort [des] policiers était d'être noirs et policiers » (déclarations tirées de *L'Autre Journal*, n°18, novembre 1991).

Les forces de Police

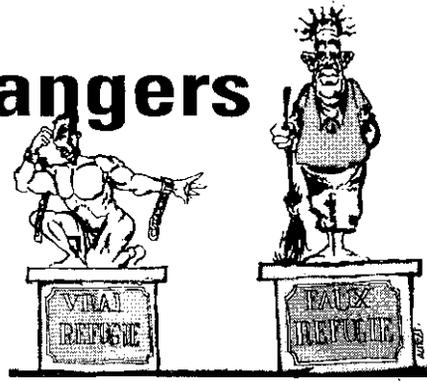
- Brigade de Surveillance des Chemins de Fer (BSCF) : la BSCF, créée en 1959, est mise à la disposition de la SNCF. Cette brigade appartient à la Police de l'Air et des Frontières (PAF). Elle comptait 400 membres en 1991. Exception faite d'Austerlitz, la BSCF est présente dans chaque gare parisienne (Gare de l'Est, Gare du Nord, St Lazare, Gare Montparnasse et Gare de Lyon), où elle dispose de locaux et de matériel financé par la société nationale. Sa mission principale consiste à accompagner les trains de banlieue. elle exerce d'autre part une mission de service public et de police judiciaire dans les trains.

- Service de Police de Surveillance du Métro (SPSM) : dépendant de la préfecture de police de Paris, ce service a pour mission d'assurer la sécurité publique dans le métro, il compte 400 agents et commissaires. Sa compétence se limite à Paris intra-muros.

Pour en savoir plus sur les pratiques du SPSM, lire le roman de D. Daeninckx, *Métropolitain* (voir en note).

Aperçu du dispositif déployé contre les étrangers

Le fascisme est-il bien là où nous le pensons ?



Le 31 décembre 1991, M. Sapin, alors ministre de la Justice, fait adopter sa fameuse loi «abrogeant la double peine». Mme Cresson déclare à qui veut l'entendre : «La double peine n'existe plus». Le 2 janvier 1992, à l'initiative du Comité national Contre la Double Peine se déclenche à Paris une grève de la faim illimitée pour «en finir avec la double peine». Cette initiative se répercute dans les prisons françaises ; des individus isolés s'associent au mouvement. Un collectif de quarante femmes de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis observe un jeûne de solidarité avec les «galériens de la double peine». Nathalie Ménigon, membre du collectif des prisonniers en lutte d'Action Directe exprime son soutien. Enfin, Abraham Serfaty en personne ira boulevard des Batignoles, lieu de la grève, rendre visite aux grévistes.

Les sphères ministérielles et élyséennes tremblent enfin. Le 22 janvier 1992, une circulaire du Garde des Sceaux s'adressant aux procureurs entend préciser les modalités d'application de la nouvelle loi en tenant compte des exigences des grévistes. Cela reste insuffisant et il faut attendre le 51^{ème} jour de grève pour recevoir de M. Alain Bidou, alors chef du cabinet du ministre de l'Intérieur, une lettre reprenant une par une les revendications des grévistes. Les réponses restent courtes, évidemment. Il fallait s'y attendre mais qu'importe ! Il y a eu beaucoup de bruit et les avancées, bien qu'incomplètes, ne sont pas à négliger : création de catégories d'étrangers protégées de l'interdiction du territoire français (une première en droit pénal) par la loi du 31 décembre 1991 ; obligation pour les procureurs de surseoir à l'exécution d'une interdiction du territoire dès lors qu'une requête a été déposée antérieurement. Le ministre de l'Intérieur va même jusqu'à pondre une «circulaire-télégramme» le 30 janvier 1992 dans laquelle il explique à ses préfets comment gérer les dossiers des étrangers frappés par la double peine, exigeant notamment qu'un titre de séjour soit remis à ceux qui auraient été relevés de leur interdiction du territoire ou qui auraient vu leur expulsion abrogée. Le gouvernement de Mme Cresson est alors plein de sollicitude... On se dit «à la prochaine» et rendez-vous place Beauvau ou place Vendôme afin de poursuivre ces rencontres constructives.

Oui, on s'est revu ; la Direction des

Libertés Publiques et des Affaires Juridiques (DLPJ) au ministère de l'Intérieur était chargée de nous faire patienter jusqu'au jour où le journal *Le Monde* titrait : «Le Parti socialiste et la droite ont coopéré pour refondre le nouveau code pénal».

On ne serait pas si éloigné de la fiction si l'on imaginait les différents gouvernements «socialistes» en kamikazes de la cause sécuritaire. Ainsi, ils se seraient posés en «sacrifiés» (politiquement s'entend) afin de mieux préparer l'avènement de l'idéal policier incarné par Charles Pasqua. L'exemple précédemment cité pourrait le démontrer, autant que la frénésie anti-dealer-de-rue de Paul Quilès quelques semaines avant les législatives. Quel est donc le but de ces politiques, sinon préparer l'opinion publique aux spectaculaires rafles de fin d'année ? Que penser de Jack Lang qui, au moment du débat parlementaire sur la loi «modifiant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France» (la fameuse loi Pasqua), déclarait au gouvernement actuel qu'il pouvait toujours compter sur les socialistes, s'agissant de lutte contre l'immigration clandestine ?

La logique d'aujourd'hui accouche d'un monstre : le nouveau code pénal

Les charges pesant sur les socialistes sont innombrables et il n'est pas question ici d'en faire le recensement exhaustif ni de les détailler. Ces quelques illustrations ont simplement pour but de démontrer que la politique sécuritaire d'aujourd'hui est la succession logique de celle d'hier. Preuve en est l'élaboration conjointe (PS, UDF, RPR) du nouveau code pénal. Outre la création de la réclusion criminelle assortie d'une période de sûreté pouvant aller jusqu'à trente ans, outre la pénalisation d'une quantité de faits ne faisant l'objet d'aucune sanction antérieurement, outre le rehaussement général des peines rattachées à des infractions déjà existantes (le plafond des peines correctionnelles passe de cinq à dix ans...), outre les modifications en cours de discussion dépassant l'imagination (perpétuité réelle, squat...), il est intéressant de retenir les modifications suivantes

- La liste des crimes et délits passibles d'une interdiction de territoire (qui pourra toujours être définitive si tel est le bon

vouloir du juge) est considérablement rallongée. D'une demi-douzaine de cas ou l'interdiction du territoire est prévue, nous passons à plus de quarante. En d'autres termes, la possibilité laissée au juge d'appliquer la double peine est multipliée par sept !

- En second lieu, non seulement les catégories d'étrangers protégées de l'interdiction du territoire sont diminuées, mais dans la quasi-totalité des cas, celles-ci n'existeront plus dès lors que la peine de prison prononcée sera supérieure ou égale à cinq ans fermes.

Autant dire que cinq années d'emprisonnement constitueront le minimum requis par bon nombre de procureurs. Et le gouvernement, satisfait de pouvoir démontrer, statistiques à l'appui, la proportion considérable d'étrangers dans les prisons françaises, pourra aisément argumenter sur la légitimité d'expulser les étrangers en si grand nombre ; pensez-vous, ils ne veulent pas s'intégrer...

Bien. Les expulsions et autres interdictions de territoire sont en passe de se systématiser dès lors qu'une «faute» aura été retenue contre un étranger. Certains analystes proches du Syndicat des Avocats de France (SAF) vont même jusqu'à supposer que les crimes et délits bientôt passibles d'une interdiction de territoire ont été sciemment choisis par le législateur au vu de la représentation statistique d'étrangers chez les auteurs de ces infractions. L'étranger a été la cible pénale d'un tir groupé, révélateur d'une détermination politique.

La démocratie escroquée

Aussi, le fait de prononcer ces méthodes d'exclusion ne suffit pas ; il faut les mettre à exécution. C'est alors que le ministre de l'Intérieur est appelé, en tant que chef hiérarchique de la «force publique». Celui-ci demande à monsieur le directeur de la DLPJ (encore elle) de travailler sans délai sur le texte qui sera appelé loi «modifiant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France», la future loi Pasqua. M. Sauvé, ancien membre fondateur du Groupe d'Information et de Soutien aux Travailleurs Immigrés (GISTI), en place depuis Pierre Joxe, se met au travail. Il en résulte un texte qui a pour fonction première d'inscrire dans la loi des pratiques déjà existantes. Les socialistes n'ont en

effet pas attendu M. Pasqua pour comprendre comment expulser sans s'encombrer des « obstacles » que sont les garanties de droit. Pour exemple, le maintien en rétention administrative (enfermement de l'étranger quelques jours avant son départ afin que l'administration puisse préparer celui-ci) qui selon les textes antérieurs ne devait être prononcé par le juge que de façon « exceptionnelle » et s'il y avait « nécessité absolue », sans quoi l'étranger devait être assigné à résidence. Inutile de préciser que le maintien en rétention n'avait plus rien d'exceptionnel depuis de longues années et le juge était plutôt tenté de considérer comme une nécessité absolue le fait de priver un étranger de liberté, même dans les cas où le départ était à l'évidence impossible (inexistence de moyen de transport vers le pays d'origine par exemple). La loi d'aujourd'hui ne fait qu'inscrire noir sur blanc cette pratique usitée par de nombreux ministres de l'Intérieur avant Charles Pasqua. De même, l'expulsion selon la procédure de l'urgence absolue (communément appelée « Article 26 »), qui était prévue pour les cas de terrorisme ou d'espionnage, était depuis longtemps appliquée à l'encontre d'étrangers théoriquement inexpulsables et n'ayant jamais été reconnus coupables de l'un ou l'autre forfait. Manière de se débarrasser des indésirables au mépris, une fois de plus, des garanties de droit. Cette pratique déjà vieille et de paternité socialiste, vient d'être légalisée dans la nouvelle rédaction de l'article 26 issue de la loi Pasqua.

Pour l'essentiel, ce texte constitue une caution implicite de la politique précédente en la matière, puisqu'il reprend une par une les initiatives socialistes et leur donne force de loi. Où sont alors les inadmissibles mesures de Pasqua qui ont provoquées un tel tollé lors de leur annonce ? Pourquoi, si ces pratiques sont déjà anciennes, n'ont-elles pas fait frémir les vigilances diverses à leur naissance ? D'abord parce que Pasqua frappe l'imaginaire. Il est plus facile de s'indigner des faits et gestes d'un ancien membre du SAC que de ceux des accoucheurs de SOS Racisme, même si leurs politiques sont approximativement identiques. C'est malheureux mais ce n'est quand même pas là l'unique raison. Car tout en validant dix années de « politique de l'immigration », il fallait néanmoins affirmer sa volonté répressive, ne serait-ce que pour concurrencer ceux d'en face. Aussi, le regroupement familial et la rétention des étrangers ont été les deux principaux thèmes ayant fait les frais de cette détermination.

Les dispositions censurées par le Conseil constitutionnel sont les véritables nouveautés de cette loi, l'authentique empreinte du locataire de la place Beauvau. Les quelques idées véritablement novatrices du projet de loi, inconnues des pratiques des législatures antérieures, ont été déclarées non conformes à la constitution (et par là inapplicables) par le Conseil car présentant des « insuffisances en matière de garantie des libertés individuelles ». Outre la restriction de l'exercice du regroupement familial, il s'agit essentiellement de la « mise en rétention judiciaire » de trois mois, prononcée par

le juge à l'encontre de l'étranger qui n'est pas en mesure de présenter les documents nécessaires à l'établissement de son identité ou de sa nationalité. Cela revient à dire que les anciennes dispositions d'usage sous le PS ont atteint le seuil de l'anticonstitutionnalité, au-delà duquel la répression devient ouvertement totalitaire. Il n'était pas possible de faire plus ; l'État de droit ne l'aurait pas supporté. Nous étions alors en présence d'un texte inabouti aux yeux de son auteur qui, à cause de la constitution, était empêché de mener sa politique comme il l'entendait. Sous ce prétexte, nous avons eu droit à un scandaleux discours des parlementaires et de l'exécutif indignés, qui s'estimaient victimes de « conspiration » portant atteinte à la « République et à la Démocratie ». La volonté du peuple ne pouvait être respectée car une poignée de dangereux gardiens de la constitution s'y opposait... À quand le péril juif ou l'internationale maçonnique ? L'issue de cette dérive fascisante fut l'œuvre de son initiateur.

La presse ne pensait pas si bien dire lorsque, rendant compte de la révision constitutionnelle sur le droit d'asile, ses titres affichaient « La victoire de Charles Pasqua ». Profitant de la discutabile nécessité de réviser la constitution afin de permettre la bonne application des accords de Schengen, le ministre de l'Intérieur a pu représenter au parlement ses anciennes dispositions censurées, fraîchement aménagées (sans pour autant les dénaturer) afin de ne pas blesser la susceptibilité des sages du Palais Royal. Le débat sur le droit d'asile n'a-t-il pas été un leurre pour détourner l'attention du public ? Toujours est-il que l'assemblée nationale et le sénat ont voté ces mesures sans qu'un seul député ou sénateur, même parmi ceux initialement opposés au projet, n'ait jugé utile de souligner cette manœuvre.

CQFD

Nous sommes donc en présence d'un dispositif savamment calculé. L'étranger est emmuré dans une cellule législative ou chaque texte adopté ces derniers mois se dresse en cloison. Cette privation de liberté est contrôlée afin de servir au mieux les intérêts politiques et économiques défendus par la classe dirigeante dans son ensemble. Si l'on devait faire un constat de la situation imposée aux étrangers aujourd'hui, quel serait-il ? Un schéma grossier pourrait le résumer ainsi :

- Le séjour régulier des étrangers est fragilisé, comme si le but inavoué était de les pousser à entrer dans la clandestinité (Loi

Pasqua, réforme du code de la nationalité).

- La clandestinité est lourdement sanctionnée, notamment par l'interdiction du territoire (Loi Pasqua, nouveau code pénal).
- Le droit de vivre décentement (droit au travail, droit au logement) est considérablement réduit et la violation de ce cadre légal (travail au noir, squat) entraîne déjà une double condamnation par rapport aux nationaux : l'interdiction du territoire pour le travail au noir (loi Sapin); la criminalisation des squats est en discussion avec, en outre, l'interdiction du territoire pour les étrangers.
- Les méthodes de contrôle ne connaissent plus de limite en légalisant implicitement le « contrôle au faciès » (réforme de la procédure pénale notamment sur les contrôles d'identité)
- Les peines de prison augmentent pour tous mais l'interdiction du territoire n'augmente que pour les étrangers (nouveau code pénal).
- La décision d'expulser n'appartient plus qu'au seul ministre de l'Intérieur et s'applique à un nombre considérable de personnes (loi Pasqua).
- La rétention et le renvoi des étrangers sont désormais régis par une procédure expéditive (loi Pasqua).

La présence de main d'œuvre étrangère en France commence à être reconnue, même au sein de l'État, comme nécessaire malgré le contexte actuel de l'emploi (travaux d'Albertville, sous-traitance des grandes entreprises d'État par des sociétés employant des étrangers en situation irrégulière, etc. pour citer quelques cas parmi les plus évidents). La raison en est que la survie économique de nombre d'entreprises est fondamentalement liée à l'existence d'une masse salariale à bon marché que représentent les « irréguliers ». Cependant, on prendra soin de faire du travail illégal un délit passible de l'interdiction du territoire ; on créera un climat policier permanent pour ôter l'envie aux étrangers de se faire entendre ; des rafles périodiques viendront manifester l'autocratie d'un ministre tout puissant. Tout sera mis en œuvre pour fragiliser la régularité du séjour des résidents et des consignes de fermeté et de vigilance seront adressées aux préfets.

Alors ? Quelle autre conclusion que celle désignant l'État comme le résurrecteur de l'esclavage au sens où on l'a connu lors des premières colonisations ? Les « galériens de la double peine » se doutaient-ils de la justesse de leur expression ?

Cette hypothèse plus que probable doit son succès d'application à une condition essentielle : flatter la xénophobie ambiante et entretenir le délire sécuritaire de plus en plus répandu au sein de la population. Charles Pasqua se prête à cet exercice avec un plaisir et un talent évidents ; il n'ignore pas la clef de sa réussite. Nous avons ici une expression directe du fascisme au sein même de la société dans laquelle nous vivons. Expression insidieuse, subtile, masquée, ... mais déjà là ! Inscrite dans les lois françaises ! Transpirant des décisions de justice rendues « au nom du peuple français » (sic) ! Cette gangrène brune travestie en mesures légalistes va-t-elle tous nous duper ? ■

Pour plus de renseignements
ÉTRANGERS : LES TEXTES
 brochure éditée par le CIMADE
 Disponible contre un chèque de 70 fcs à l'ordre
 de CIMADE à envoyer en précisant la nature
 de votre commande à
La CIMADE Scc. Communication
 176, rue de Grenelle 75007 Paris

notes de lecture

sommaire

- L'EUROPE DES POLICES, INFORMATIONS CRITIQUES ET COMPARAISONS
- LE FRONT NATIONAL EN RÉGION CENTRE
- RACIST VIOLENCE IN EUROPE
- LE TRAIT EMPOISONNÉ, RÉFLEXIONS SUR L'AFFAIRE JEAN MOULIN

L'EUROPE DES POLICES, INFORMATIONS CRITIQUES ET COMPARAISONS

STATEWATCHING THE NEW EUROPE : a handbook on the european state

sous la direction de
Tony Bunyan
Londres 1993
60F

POLICES ET SOCIÉTÉS EN EUROPE

Jean-Claude Monet
Paris 1993
la documentation
française
145 F

La construction de l'Europe des polices s'est encore accélérée ces derniers temps. Le fait que l'entrée en vigueur des accords de Schengen ait été reportée à plusieurs reprises n'a pas arrêté la préparation des dispositions de coopération policière et notamment celle du «Système informatique Schengen» (SIS). Les accords de Maastricht, entrés en vigueur le premier novembre 1993, sont le point de départ de l'intensification de la coopération policière dans un autre domaine : la coopération «informelle», qui avait lieu jusqu'ici dans le cadre du groupe TREVI «Terrorisme, Radicalisme, Extrémisme, Violence Internationale», a été remplacée par de nouvelles structures de coopération dans le cadre de l'article K des accords de Maastricht. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer la légitimité des structures de coopération, gardées plus ou moins secrètes dans le passé, mais aussi d'une intensification de la coopération, notamment avec la nouvelle structure de groupes de travail qui vient d'être installée et qui prévoit la possibilité de créer des sous-groupes pour des sujets spécifiques. Cela augmentera considérablement le nombre de services spécialisés au niveau national impliqués dans la coopération.

Ces dernières années, la coopération intensifiée des polices en Europe commence aussi à devenir un sujet d'intérêt pour la recherche scientifique (droit, criminologie, science

politique, sociologie) et pour un public critique.

Le petit manuel intitulé *Statewatching the new Europe, a handbook on the European state*, édité par le groupe anglais Statewatch, est parmi les premiers ouvrages parus dans ce domaine et réalisé par un public critique pour un public critique. Les polices, les services secrets et leur coopération en Europe forment le centre d'intérêt de ce manuel, mais il dépasse ce cadre

de loin, notamment en expliquant les liens avec les conflits à l'intérieur de la Grande-Bretagne dans le domaine de la «sécurité intérieure» et plus spécialement autour du conflit avec l'armée républicaine irlandaise (IRA) (pp. 87-129). D'autre part, on y trouve des articles sur les restrictions liées à l'Europe forteresse dans le domaine de l'immigration et du droit d'asile.

Ce livre donne une quantité considérable d'informations et,

**Statewatching
the new Europe :
a handbook on the European state**
sous la direction de Tony Bunyan

Vous pouvez vous procurer ce livre
en écrivant directement à Statewatch, à :

**Statewatch Po Box 1516
London N16 0EW
Royaume Uni
tél 081-802-1882**

Paiement 4£50 par eurochèque, mandat international,
chèque dans une banque britannique ou par carte
bancaire.

Nous distribuons aussi ce livre contre 60 F frais
d'envoi et d'emballage compris.

REFLEX 14, rue de Nanteuil 75015 Paris

LE FRONT NATIONAL EN REGION CENTRE

1984-1992

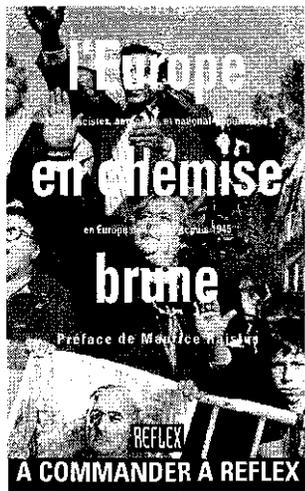
de Jean-Philippe Roy
L'Harmattan
1993

Enseignant à l'université de Tours, Jean-Philippe Roy est l'auteur d'une thèse de doctorat : *Le Front national en région centre, implantation électorale et structuration militante* (1992). Son livre s'inspire du même sujet. «Son objet est d'éclaircir, en quelque sorte, le "pourquoi" et le "comment" du lepénisme dans une région qui n'est pas un bastion de cette formation.» En effet, «on [y] observe plutôt une tendance politico-historique au radicalisme au nord de la région et de gauche communiste au sud.»

L'implantation du FN dans cette région est loin d'être identique dans les six départements qui la composent : le Cher, l'Indre, le Loiret, le Loir et Cher, l'Indre et Loire et l'Eure et Loir. De manière générale, l'auteur montre qu'il y aurait une césure quant à la nature idéologique de l'implantation du FN : au nord prédominerait une tendance laïque et autoritaire ; au sud, l'influence des monarchistes et des catholiques traditionalistes serait prépondérante.

Pour comprendre les causes de ces disparités, l'auteur propose de «[...] les organiser autour de trois idées essentielles : tout d'abord, les éléments historiques et la sociologie des différents départements qui déterminent largement le vote ; ensuite, la personnalité des leaders qui joue un rôle important pour ce parti, plus encore, peut-être, que pour un autre ; enfin, et donc dans une moindre mesure, le mode d'organisation des fédérations.»

Ce mode d'analyse donne tout son intérêt au livre. Cela permet de comprendre comment Stir-



bois a pu s'implanter durablement à Dreux, en transformant ce bastion en véritable machine électorale pour son propre compte, alors que la fédération du Loir et Cher par exemple, à dominante monarchiste et catholique intégriste, de part la personnalité de ses deux leaders, avait une implantation beaucoup plus en profondeur dans le tissu social ; jusqu'à ce que Stirbois décide de casser cette fédération en raison de son insoumission à son égard ; il tenta, sans grand succès, d'en reconstruire une autre.

L'influence du FN est beaucoup plus importante dans les zones urbaines touchées par la crise que dans les zones rurales. Ainsi, dans le département de l'Indre, à dominante rurale, le FN reste très marginal. L'auteur observe l'émergence d'une « protestation bourgeoise » ; elle se traduit par « [...] une surreprésentation des professions libérales surprises par la démocratisation des études, gênées par une concurrence corrélative accrue, gagnées par un sentiment de dévalorisation sociale. »

44

De même, les études systématiques de chaque scrutin électoral, canton par canton (ce qui rend par moment la lecture fastidieuse), nous donnent des analyses détaillées sur l'évolution du FN, tant au niveau de son implantation que des différentes stratégies déployées par les responsables locaux dans cette région.

Ce livre est un outil important pour qui veut étudier l'implantation du FN dans la région centre ; il permet de sortir des lieux communs et des fantasmes sur la réalité socio-politique du FN en cette dernière. Il serait souhaitable que des travaux similaires soient réalisés pour l'ensemble des régions. ■

J.C.

L'EUROPE DES POLICES, INFORMATIONS, CRITIQUES ET COMPARAISONS (suite)

en annexe, les plus importants des documents officiels difficilement trouvables ailleurs, ainsi qu'une explication des termes techniques et une liste des réunions des différents groupes de coopération. Le caractère de manuel de ce livre s'exprime aussi dans les autres articles qui contiennent toutes les informations importantes accessibles. Les deux articles introductifs de Tony Bunyan Trevi, *Europol and the new European state* et *Secret Europe* sont particulièrement remarquables. Bunyan, qui est peut-être aujourd'hui le meilleur expert non-policier de ce sujet dans toute l'Europe, ne donne pas seulement des informations très exhaustives et bien recherchées, mais il les situe aussi dans une analyse approfondie. Une analyse qui s'est d'ailleurs entre temps révélée juste, en ce qui concerne la volonté d'officialiser et de coordonner la coopération policière dans le cadre de l'article K des accords de Maastricht. Les deux articles très synthétiques de Peter Klerks sur les polices et les services secrets dans les pays européens seront également très utiles aux lecteurs. Les parties sur l'Allemagne et les Pays-Bas sont très bien faites, alors qu'on trouve quelques erreurs dans la partie sur la police française, notamment en ce qui concerne l'organisation et le rôle de la police judiciaire.

Bien que le manuel de Statewatch soit fait en premier lieu pour un public britannique, il peut être très utile à tous ceux qui aimeraient rejoindre le public, toujours trop peu nombreux, qui critique les nouvelles ambitions policières en Europe.

Le deuxième livre à signaler dans ce domaine se situe dans un cadre tout à fait différent. Son auteur, Jean-Claude Monet, est sociologue au CNRS et commissaire de police. Son livre *Polices et sociétés en Europe* est remarquable parce qu'il dépasse ce qu'avait produit la recherche auparavant, c'est-à-dire des ouvrages avec un article sur chaque pays sans vraiment faire de la comparaison en détail. Déterminé par le souhait de l'éditeur (la documentation française) de produire un ouvrage sur tous les pays de la CEE qui ne soit pas trop scienti-

fique², Monet s'est lancé dans cette aventure, et il a produit un livre dont au moins des parties importantes sont intéressantes à lire. Il faut évidemment garder une distance critique par rapport aux jugements portés dans un ouvrage qui reste, malgré son niveau de réflexion très élevé, assez proche de l'institution policière. C'est notamment dans le chapitre sur le « crime organisé » et les problèmes liés à la drogue (pp. 174-201) qu'on cherche en vain une distance par rapport à la logique policière, selon laquelle la répression constitue la meilleure politique dans le domaine de la toxicomanie.

L'analyse de l'échec des polices dans tous les pays industrialisés face aux problèmes liés aux erreurs de l'urbanisation des années 1960 et 1970, c'est-à-dire face à la petite délinquance « de masse » (pp. 148-173), est pourtant très réussie. La problématique des statistiques policières, leur côté arbitraire et les limites de la comparabilité internationale, tout cela est traité aussi profondément que les liens avec les sentiments d'insécurité et les limites du champ d'action policier.

Cet ouvrage fournit également une quantité considérable d'informations, mais comme il est très analytique, cet aspect-là ne peut pas être aussi systématique et exhaustif que dans le manuel de Statewatch. Il en est

d'ailleurs de même de la partie sur la coopération policière en Europe (pp. 296-320, notamment) dont la lecture est pourtant très intéressante du fait de son approche approfondie. De même que dans le manuel, la quantité énorme de données recueillies pour cet ouvrage et le cadre qui dépasse parfois même l'Europe en faisant des comparaisons avec les États-Unis, le Canada ou d'autres pays non-européens, quelques petites erreurs sont inévitables. On en trouve par exemple une dizaine dans les parties sur l'Allemagne, les données sont donc à utiliser avec précaution. Mais par rapport à la quantité totale d'informations rassemblées dans ce livre, cela reste une quantité négligeable.

Il s'agit donc de deux lectures à recommander vivement pour approfondir la connaissance sur le thème des polices et de leur coopération internationale. ■

Hartmut Aden

Tony Bunyan (éd)
Statewatching the new Europe, a handbook on the European state
Londres 1993, ISBN 1 874481 02 4, 60 F.

Jean-Claude Monet
Polices et sociétés en Europe,
Paris (La documentation française) 1993, 145 F.

1 Pour les informations de base sur ce sujet, voir REFLEXes n° 37, 38 et 39.

2 Ainsi, on a effacé presque toutes les annotations, ce qui est souvent regrettable.

LES VOILÀ QUI ARRIVENT

Dans ce nouveau livre coédité par EPO et Réflex, l'avocat aversois Jos Vander Velpen, déjà auteur de livres sur le Vlaams Blok et sur les CCC, analyse la situation dans trois pays : les Flandres, la France et l'Allemagne. Ces trois études retracent l'éclosion d'une extrême droite puissante et électoralement représentée, analysent les raisons de ce soutien populaire et présentent leurs programmes. Ce livre très utile est complété par un chapitre sur l'extrême droite et l'Europe et par un chapitre sur la forteresse Europe.

Jos Vander Velpen,
Les voilà qui arrivent, l'extrême droite et l'Europe
EPO-Réflex, Berchem, 1993

RACIST VIOLENCE IN EUROPE

édité par
T. Björge et R. Witte
Macmillan
Londres 1993

Ce livre se présente comme étant la première étude de la violence raciste en Europe, et comme tel, il est extrêmement intéressant, mais aussi quelque peu inégal. Les différentes personnes qui ont participé à sa rédaction sont les plus grands chercheurs de leurs pays respectifs, et donc ils sont bien placés pour décrire ce qui s'y passe. Le livre couvre en gros trois thèmes différents : des études théoriques sur ce qui constitue la violence raciste, ses effets et la personnalité de ceux qui la pratiquent ; le rôle de la police et des médias, ainsi que leur effet sur la violence raciste et les solutions politiques ; enfin, un examen pays par pays de la violence raciste.

Le dernier thème est assez sélectif dans son choix des pays traités, mais cela est surtout dû à la nationalité des chercheurs et au matériel de recherche disponible, plus qu'à un véritable choix : les principaux pays étudiés sont l'Allemagne, la France, la Grande Bretagne, la Scandinavie et les Pays Bas, avec de brefs excursions sur l'Europe de l'Est et la Turquie. Il n'y a pas de mention spécifique de problèmes en Europe du Sud, alors que dans les chapitres plus théoriques, il est brièvement question de pays comme l'Espagne et l'Italie.

Ce qui manque au livre, c'est une conclusion, mais l'introduction semble amplement suffisante, car elle rassemble les différents éléments nécessaires pour décrire le phénomène de la violence raciste telle qu'elle est en réalité. Les auteurs parlent du problème que cela pose de donner un nom à la violence et ils expliquent pourquoi ils ont choisi de l'appeler raciste plutôt que anti-immigrée, extrémiste ou autre chose, et ils arrivent à une définition complète de ce délit. Ensuite, ils continuent à discuter sur les causes de la violence raciste et donnent au lecteur onze explications différentes de ce genre de violence.

Le chapitre sur le rôle des médias fournit un aperçu de la façon dont la presse, en rapportant certains faits, peut attiser les flammes de la violence raciste, ou au contraire les calmer, selon de la perspective du journaliste ou du journal. Il y a de nombreux exemples de cas

documentés où les médias ont été irresponsables dans leurs actions et ont finalement causé de gros problèmes. L'attitude des groupes fascistes par rapport aux médias est également examinée : l'exemple donné ici est celui du groupe suédois Storm, avec des citations de sa lettre d'informations où il est question de la nécessité d'éviter la presse «ZOG»* et de constituer un média «aryen libre».

Les deux chapitres sur l'Allemagne décrivent très bien les problèmes qui se sont manifestés depuis l'unification, mais ne livrent aucune information nouvelle à quelqu'un qui lit régulièrement la presse antifasciste ou même seulement les journaux. Cependant, le chapitre de Graeme Atkinson sur la montée du nationalisme allemand résume très bien l'histoire des quatre dernières années en Allemagne, car il attire l'attention sur des facteurs souvent négligés.

Le chapitre sur la France couvre le phénomène des meurtres racistes commis sur des Arabes dans ce pays ; il est bien documenté, propose de nombreux exemples tous authentiques pour illustrer son argumentation. Les chapitres sur la Scandinavie s'occupent minutieusement du rôle des groupes fascistes qui encouragent les jeunes à perpétrer des crimes racistes.

L'un des articles à ce livre, qui est peut-être le plus intéressant, est celui sur les réseaux nazis internationaux : on y trouve des informations, certes, mais la plupart proviennent visiblement de publications antifascistes, comme REFLEXes qui est mentionné en notes. Malheureusement, l'auteur de ce chapitre n'a pas vérifié minutieusement toutes ses informations et parle de l'interdiction en 1985 des FNE ; il s'agit visiblement d'une confusion avec la FANE, étant donné que les FNE n'ont vu le jour qu'après l'interdiction de la FANE, et ont en fait fusionné avec le PNFE.

En dépit de cela, l'auteur fait une description relativement

BOUQUINS

précise de la coopération internationale existant chez les nazis ces dix dernières années.

Malgré ces quelques petites erreurs et son aspect académique, même s'il manque de perspective historique, *Racist Violence in Europe* est une contribution bienvenue au débat actuel face à la situation. Avec la violence raciste qui s'accroît et la dérive à droite qui s'annonce dans chaque pays d'Europe, il est important que l'on contrôle et que l'on étudie l'évolution de la situation au plus haut niveau. Et même si pousser les politiciens à prendre des mesures conséquentes contre le racisme sous toutes ses formes est plus qu'improbable, au moins, ceux qui ont contribué à l'écriture de ce livre peuvent dire qu'ils ont fait quelque chose pour le combattre. ■

* Zionist occupation government.

antifaschistisches
INFO
BLATT

L'Antifa-Info sert de base aux activités antifascistes d'individus, de groupes ou d'organisations. Ce n'est pas un journal commercial. Il est édité par des antifascistes de façon indépendante. L'Antifa-Info coûte 4 DM + 2 DM de frais de port. Un abonnement pour 5 numéros coûte 30 DM.

Année 1993
c/o K. Meyer Gneisenaustr. 2a 10963 Berlin

LE TRAIT EMPOISONNÉ, RÉFLEXIONS SUR L'AFFAIRE JEAN MOULIN

par Pierre Vidal-Naquet
La Découverte, 1993
85 frs

45

Il y a quelques mois, un désinformateur des plus connus, le soi-disant journaliste d'investigation Thierry Wolton, a voulu faire œuvre d'historien (à sensation) dans son livre *Le Grand recrutement*, en défendant la thèse selon laquelle Jean Moulin aurait été un agent soviétique. Se basant sur les relations existant entre Jean Moulin et différentes personnalités radicales, entre autres Pierre Cot, sur le fait que Pierre Cot a eu des sympathies pour l'Espagne républicaine (il lui a secrètement livré des avions), et pour l'Union soviétique (il a

tenté un pacte antifasciste avec elle), et sur le fait que l'entourage de Pierre Cot aurait été infiltré par les Soviétiques, d'almagames en demi-vérités et approximations, Wolton tisse un tissu d'âneries. Vidal-Naquet, spécialiste d'histoire ancienne, qui, au fil des ans, s'est attaqué aux usines à mensonges (voir sur la guerre d'Algérie *Face à la raison d'État* et sur le révisionnisme *Les Assassins de la mémoire*) s'est cette fois-ci attaqué à ce petit artisan besogneux. En près de 150 pages, Vidal-Naquet démonte l'ouvrage de Wolton et

celui de son illustre prédécesseur, Henri Freney, qui voyait en Moulin un homme du Parti communiste. Notons que Jean Moulin n'a jamais été l'homme du PC, car il n'a eu de cesse de faire diminuer l'influence des communistes dans la Résistance.

On pourrait multiplier les exemples, mais on ne peut que conseiller la lecture de ce livre car il est une réfutation étayée et passionnante d'une entreprise de dénigrement des quelques personnalités qui ont résisté pendant la dernière guerre. ■

Interview de

KOCHISE

REFLEX^{es} : Vous êtes tous végétariens ?
KOCHISE (en chœur) : OUI !

R : Qu'est-ce qui fait que vous êtes végétariens et qu'est-ce qui fait que vous êtes ou n'êtes pas antispécistes ?

K : On est tous végétarien depuis le début du groupe, principalement à cause de la vivisection : on a réagi par rapport à des images. C'est pour nous une question d'éthique individuelle : on ne se permettrait pas de forcer qui que ce soit à ne pas manger de viande. On a des chiens, on leur fait manger de la pâté, et ce serait pour nous un irrespect de l'animal de le forcer à manger des légumes, vu qu'on ne peut pas leur demander leur avis... C'est vrai que c'est moche de voir une gazelle se faire bouffer par un léopard, mais ça se passe comme ça, on va pas pleurer. Quand on était petit, on essayait bien de sauver les souris, mais bon...

R : Est-ce que tu penses que les animaux et les hommes ont les mêmes droits, qu'ils sont fondamentalement égaux ? La vie d'un animal vaut-elle celle d'un homme ?

K : C'est une question difficile... En terme de droit, par exemple droit du citoyen, non seulement il existe des civilisations qui ont une vision du droit différente de la nôtre, mais en plus les animaux sont bien dans leur contexte, et je me demande ce que feraient des gorilles parmi nous... Chacun à sa place.

46

R : Les antispécistes se basent sur le fait que les hommes se sont d'abord battus pour une égalité sans distinction de race, de religion ou de couleur, puis pour une égalité entre l'homme et la femme, et qu'il reste une lutte qui n'a encore été ni menée ni gagnée, qui est le combat de l'égalité entre l'homme et l'animal. Il ne s'agit donc pas d'un simple combat d'égalité des droits.

K : Je ne vois pas la lutte en terme d'égalité mais en terme de non-exploitation, elle-même liée à l'idée de souffrance, plus que de volonté. Les animaux ne sont pas des objets. Pour le végétarisme, c'est aussi un peu un luxe des sociétés d'abondance de pouvoir avoir cette préoccupation de la nourriture. Par exemple, le mode de vie des Montagnais est basée sur la viande. Ils se déplacent pour la chasse, ils emportent de la viande séchée et du pain. Si j'avais voulu passer un hiver avec eux, je n'aurais pas pu tenir sans viande. Il faut pouvoir avoir le choix. Il est difficile de juger quelqu'un en fonction de ce qu'il mange.

R : Les antispécistes pensent que le végétarisme peut-être une solution à la faim dans le monde et à l'inégalité entre le Nord et le Sud.

K : Le végétarisme est une considération personnelle, mais on espère toujours que cela aura une influence. D'un point de vue global, ce qu'on peut dire c'est : il y a une terre, on doit la partager, entre tous les peuples, avec les animaux, la nature. Respecter tout ce qui vit... Il faut respecter l'équilibre naturel. On veut pas être des curés ni des juges d'instruction, mais c'est vrai qu'on en veut toujours un peu à ceux qui mangent de la viande. C'est de la sensibilité qui peut peut-être dériver vers la sensiblerie. Je suis solidaire des antispécistes jusque dans leurs «abus». Ce qui est regrettable, c'est de se bouffer la gueule entre militants. Mais pour les gens «normaux», le végétarisme, c'est encore un tabou, surtout chez nous dans le Sud-Ouest, avec la corrida, le foie gras...

R : Si on vous a interrogés là-dessus, c'est parce qu'à REFLEX, on n'avait jamais reçu autant de courrier en réaction à un article, alors que notre journal traite généralement de thèmes comme l'extrême droite, l'immigration, les dérives sécuritaires, qui eux n'ont jamais provoqué la moindre réaction, même positive. D'autre part, on a reçu des échos monstrueux de cette affaire dans le milieu antifasciste... C'est pourquoi on voulait connaître votre avis sur le sujet et bien sûr sur les autres thèmes, plus cruciaux à notre avis, que l'on évoque dans REFLEXes.

K : Je pense qu'il n'y a pas de hiérarchie dans les luttes. L'absence de réaction sur d'autres thèmes montre peut-être seulement que les gens sont d'accord. Peut-être que la radicalité des antispécistes représente une défense pour eux, vu que les

végétariens sont souvent attaqués par ceux qui mangent de la viande.

R : Ici on trouve plus souvent l'inverse.

K : Ouais... En même temps on a aucun texte sur le végétarisme, on le fait, c'est tout.

R : Est-ce que vous en pourriez en écrire un ?

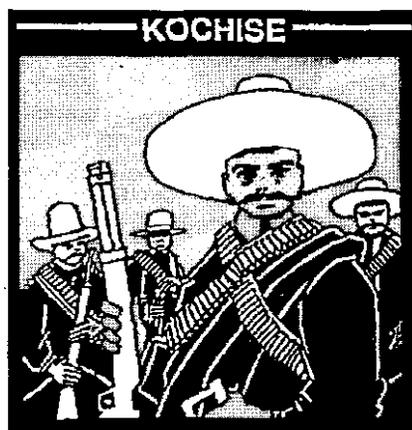
K : Il ne s'agit pas de faire une chanson qui commence par «il faut faire ceci...» Ce qui est chiant dans ce débat entre militants, c'est que chacun guette le faux pas de l'autre. Il faut savoir rester modeste.

R : On a juste voulu montrer comment à partir d'une lutte on pouvait dériver vers les pires abus. Ce que l'on a fait avec l'antispécisme, on aurait pu le faire avec d'autres luttes.

K : Par rapport à tout le milieu musical, on a souvent remarqué que l'antifascisme était une mode, un thème accrocheur. Mais les gens avaient du mal à intégrer d'autres luttes, avec une vision plus globale de la société. Le racisme, c'est aussi le mépris des gens envers les pauvres, les chômeurs.

Souvent, les chansons s'arrêtent au slogan mais même si les gens vont gueuler une fois à un concert des Bérus «La jeunesse emmerde le Front national» et rentrent chez eux, ça représente quand même un potentiel. Mépriser ces gens-là en disant «c'est pas des vrais ceci, c'est pas des vrais cela», «on les voit jamais», c'est dommage. C'est les marginaliser, un peu comme les antispécistes se sentent méprisés. Pareil, l'antisexisme entre un peu dans la lutte antifasciste, mais longtemps, les pratiques étaient les mêmes. C'est des gens qui, parce qu'ils se revendiquent anars, estiment que de source, ils sont antisexistes, alors que dans leur vie leur comportement est macho. Dans le milieu musical on le sent bien. Un jour on m'a dit, «si les filles ne sont pas devant, c'est qu'elles ont peur de se prendre des coups», sous-entendu, si tu es d'accord, c'est que tu considères que les filles sont plus faibles et que donc elles n'ont rien à foutre devant. L'antisexisme, ce n'est pas nier les différences entre les hommes et les femmes comme il ne faut pas nier les différences entre les cultures, sinon on arrive à une société uniforme.

Pour en revenir à l'antifascisme «primaire», c'est normal qu'il y ait cette envie de se battre comme ça, sans conception politique. C'est facile quand on a fait des études d'avoir une approche politique, de dire qu'ils ne font que ça... Nous, c'est



quasiment notre public, y a plein de jeunes qui ont envie de se battre dans la rue, et on pense malgré tout que ça peut mener à quelque chose, sinon on arrêterait de chanter des trucs comme ça, on chanterait des chansons d'amour. Même si c'est superficiel, ils descendent dans la rue, se mettent devant la banderole. À 16-17 ans, tu as envie de foutre le bordel, pas d'être dans le S.O., voilà. Quand on est ensemble, dans une manif, il y a une mouvance, on a envie de s'éclater, et ça peut commencer par des trucs un peu primaires. Mais il ne faut pas critiquer cette attitude, et même si c'est bien qu'il y ait un fond politique derrière, il faut absolument qu'il y ait toute cette mouvance, et pour ça la musique est vraiment importante, ça attire toujours des jeunes qui veulent montrer leur colère.

R : Vous avez évoqué les différences de culture, et c'est un truc important dans notre milieu, où l'on a tendance à étendre nos valeurs occidentales à l'échelle du monde, parce qu'on a l'impression d'être les bons défenseurs du pauvre, du petit. Dans les différentes cultures, tu peux avoir, pour faire passer un message, une démarche très intellectuelle, qui pose tout, ou au contraire une petite histoire, une anecdote, une fable. De quelle façon vous envisagez de faire passer votre message dans vos textes ?

K : Ça dépend des thèmes. Sur l'antixisme, on voulait quelque chose de direct, des faits comme par exemple le fait que les femmes gagnent en moyenne 30% de moins que les hommes. Ça semblait nécessaire parce que c'est des choses que les gens ne savent pas. Dans le groupe on a pas la même approche pour faire passer des idées. Certains préfèrent la forme «tract» parce que c'est plus clair, pour d'autres, c'est faire passer quelque chose en réaction à une expérience personnelle. Mais de toute façon, les choix de thèmes font suite à une réaction épidermique, comme par exemple la chanson sur la centrale nucléaire, pas à une réunion. Le refrain «aux barricades, amoureux de la liberté», c'est un slogan mais nous quand on le chante, on se sent transporté sur une barricade, même si on n'y est pas. C'est quand on chante ça qu'on a le plus d'impact. C'est un peu le danger de la musique : les slogans comme «mort aux Juifs» ou «mort aux Arabes», ce sont des slogans forts, qui font appel aux instincts primaires, qui utilisent la peur de l'autre et qui passent mieux que de dire «soyons amoureux de la liberté !» C'est pour ça que c'est important d'avoir des slogans, pour mener les gens vers une réflexion plus poussée sur la société et comprendre que c'est un peu plus compliqué que ça.

R : Le punk rock amène souvent un public assez ciblé ; est-ce que par les paroles seules vous pouvez toucher un autre public ou est-ce que vous êtes tentés par un autre style de musique ?

K : C'est vrai qu'on joue toujours devant un public convaincu, c'est un peu dommage ; peut-être qu'en changeant un peu de style, on aurait un autre public... Par exemple si tu fais de la valse, tu toucheras d'autres

gens, mais on a pas envie de faire de la valse, c'est le problème. Les textes ne sont pas forcément au centre du groupe. Le côté musical est bien plus important qu'au début où on avait beaucoup de choses à dire mais où on ne savait pas jouer. Les textes et la musique ont évolué ensemble. Ce n'est pas toujours évident d'associer le côté artistique et le message à faire passer. Par rapport à l'extension de notre public, par exemple au dernier concert à Agen, sur 250 personnes, il y avait une cinquantaine de punks... Quand les gens te connaissent, ils viennent aussi. C'est une question d'implantation sur un lieu. Dans une grande ville, c'est pas possible, c'est trop cloisonné entre les groupes pour que les gens puissent se retrouver...

On a fait à Toulouse une matinée récréative avec des personnes âgées sur le thème de la vivisection, parce qu'elles connaissent nos positions, elles ont voulu nous faire jouer, mais la musique les a carrément déçues... Elles ont demandé qu'on baisse la batterie alors qu'il n'y avait pas de miero ! Mais ça n'a pas empêché de retrouver ces personnes dans les luttes qu'on pouvait avoir, et c'est pour ça qu'elles ne méprisaient pas notre musique. Ce qui est important, c'est le contact humain que tu peux avoir. Nous, on n'a pas l'image du groupe rock loin du public. Tout les problèmes qu'on a eu sur la scène rock, c'est qu'on avait pas assez une attitude «rock» : on nous a reproché d'être simplement nous-même. On nous a aussi méprisés parce qu'on fait un groupe de rock dit «militant» ou «engagé», et pour les gens qui écoutent les Rats ou ce genre de groupes nuls, on ne faisait pas du rock. On était pas crédible pour les assos qui organisent des concerts rock. En plus, quand tu as des paroles un peu revendicatives, on te traite de petit con qui fait sa crise d'adolescence, mais tout ce côté naïf, utopique, on le revendique.

On ne peut pas nier que ce qu'on dit dans les chansons n'a pas d'influence. On a dû faire 25 interviews dans des fanzines, et c'est vraiment comme ça qu'on a été connu puisque les gens nous écrivaient avant d'avoir écouté notre musique : on est souvent appelé par des gens très jeunes qui organisent un concert, qui ne savent rien faire, qui nous demandent comment créer une association... Mais pour nous c'est important de ne pas faire comme d'autres groupes qui viennent, jouent et se tirent. Ça nous crée peut-être plus de problèmes mais c'est quand même plus enrichissant... Par exemple, quand on a été jouer en Suisse, on a eu un super contact avec les gens, on est resté quatre jours, ils nous ont préparé une fondue, c'était vraiment sympa.

Pour pas mal de groupes, le but d'un concert c'est de se trouver une meuf à baiser... Déjà quand il y a une fille dans un groupe, pour eux, il faut qu'elle soit chanteuse et en mini-jupe. Si elle joue de la basse, bon, c'est pas grave, si elle joue de la batterie, ils se demandent qu'est-ce qu'il se passe, et si elle joue de la guitare... C'est pour ça que je pense que, vu le public qui nous appelle, on peut plus deve-

nir un groupe de rock comme les Rats. Il y a des groupes, quand tu les rencontres, ils ne te parlent pas, ils vont dans les backstages pour fumer un pétard, ils n'ont aucun contact avec l'asso dont ils se foutent complètement, ils restent entre eux, ils jouent, ils s'éclatent sur scène, ils se bourrent la gueule... Nous aussi on aime jouer, s'éclater sur scène, mais on a rien à voir avec ces groupes-là. C'est pour ça que je veux continuer à faire de la musique, pour barouder comme ça : tu pars jouer et la musique te permet de rencontrer un tas de gens.

Quand on parle de la scène rock, il s'agit du rock traditionnel évidemment. Dans le milieu alternatif, c'est pas du tout ça. On a joué à Turin, en Italie, dans un squat autonome. El Passo, où il y avait un groupe de rock basque soit disant très connu au pays basque, qui a voulu jouer la star, et bon le public a bien fait la différence.

R : En même temps, ça ne doit pas être facile d'assumer à la fois la célébrité de votre groupe au moins dans le milieu alternatif et le fait de ne pas avoir la grosse tête.

K : Le problème d'être connu sur la scène «militante» ou alternative, c'est que l'on n'a pas le droit à l'erreur. Un groupe de rock tradi, il peut chanter n'importe quoi, vu qu'il n'a rien à dire, et personne ne va lui reprocher quoi que ce soit : on attend rien d'eux, mais on attend beaucoup de nous et des fois, c'est difficile parce qu'on va dire quelque chose qui peut déclencher des polémiques dans le milieu alternatif. Si tu fais du rock «militant», tu n'as pas le droit à l'erreur, et des fois on est pris en tenailles entre les gens de la rock attitude et la scène alternative.

Le problème des chansons à slogans, c'est que lorsque l'on chante «aux barricades», ça reste une chanson. On n'est pas sur des barricades, et le militantisme, c'est autre chose. La musique reste la musique même si on fait passer nos idées à travers.

D'autre part, par rapport toujours à la scène rock, il reste toujours des rapports de force que tu ne peux pas abolir, qui, en fonction de l'ancienneté des groupes, déterminent qui va jouer en premier... Il y a peu de groupes avec qui on peut discuter sans savoir qui va jouer en premier devant une salle vide ou en dernier devant tout le monde. Avec des copains comme les Have Nots ou Désert culturel, il n'y aura jamais ça. Parce que tu fais du rock militant, on te voit forcément en première partie. Le milieu du rock c'est un milieu un peu superficiel, où les gens se prennent pour des musiciens, et ça se voit dans leurs rapports avec le public.

R : Vos projets ?

K : On a sorti un album il y a quelques mois mais il est accompagné d'un livret qui lui n'est pas encore fini, donc on n'a pas mis l'album partout. En février, on fait une tournée en Allemagne et en Suisse. On aimerait bien jouer en France, mais bon on est un peu dispersé aux quatre coins du pays, et c'est pas toujours évident de se retrouver. Mais des projets on en a toujours. ■

VINGT ANS

AVOIR VINGT ANS
ENTRE DEUX PROMENADES
ENTRE UN CIEL ET UN OCÉAN
DE MURS

AVOIR VINGT ANS
PARFOIS C'EST DÉGUEULASSE
ON SE RETROUVE LÀ
SANS BIEN SAVOIR POURQUOI
ET SANS QUE LE TEMPS PASSE

AVOIR VINGT ANS
DANS UNE GRANDE COUR
VIVRE DE SOUVENIRS
AUTOUR D'UN JEU DE CARTES
SE RÉINVENTER L'AMOUR
AVOIR VINGT ANS
ET CROIRE C'EST POUR BIENTÔT
QUE REVIENDRA LE TEMPS
ET PUIS
ET PUIS TOUT RECOMMENCE

AVOIR VINGT ANS PARFOIS
C'EST COMME AVOIR CENT ANS
MÊME QU'ON FERME LES YEUX
POUR SE SOUVENIR MIEUX
DES INSTANTS DU DEHORS
AVOIR VINGT ANS
QUAND LES SOIRÉES
SE TRAÎNENT
LES ARBRES JOUENT AU VENT
DANS LES ALLÉES DE FRESNES

AVOIR VINGT ANS
AU RYTHME DU COURRIER
LE CINÉ LE DIMANCHE
LEURS VIEUX FILMS USAGÉS
LEURS JE T'AIME PASSÉS
AVOIR VINGT ANS
RÊVER POUR DANS TROIS ANS
MAIS QU'IL EST LONG LE TEMPS
QU'IL RESTE À FAIRE ICI

AVOIR VINGT ANS, MOI
MOI, J'EN AI CONNU
QUI N'ONT PAS ATTENDU
QUE CELA SE TERMINE
ET QUE S'OUVRENT LES PORTES
AVOIR VINGT ANS
Y EN A QU'EN SONT MORTS
D'AVOIR VINGT ANS SANS
CESSE
ET D'ATTENDRE
D'ATTENDRE

P.ROBIN

